

# **ÉLÉMENTS STATISTIQUES DE REFERENCE SUR L'ÉVOLUTION GLOBALE DES REMUNERATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

**REUNION DU 29 AVRIL 2014**



# SOMMAIRE

|                                                                                                                                           |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>INTRODUCTION .....</b>                                                                                                                 | <b>4</b>  |
| 1) <i>Rappel sur les indicateurs types d'évolution des rémunérations.....</i>                                                             | <i>4</i>  |
| 2) <i>Etat d'avancement du cahier des charges statistique portant sur la mesure de l'évolution des rémunérations et perspectives.....</i> | <i>4</i>  |
| 3) <i>Eléments de définition sur la rémunération du fonctionnaire .....</i>                                                               | <i>6</i>  |
| 4) <i>Sources statistiques, méthodologie .....</i>                                                                                        | <i>7</i>  |
| <b>I. L'EVOLUTION DES REMUNERATIONS.....</b>                                                                                              | <b>9</b>  |
| <b>I.1 – LES INDICATEURS D'ÉVOLUTION DES REMUNERATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE ...</b>                                                  | <b>9</b>  |
| <b>I.1.1 - DANS LES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE .....</b>                                                                      | <b>9</b>  |
| <b>I.1.2 - DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT .....</b>                                                                                  | <b>12</b> |
| <b>I.2 – LES ELEMENTS DE COMPARAISONS PUBLIC-PRIVE .....</b>                                                                              | <b>16</b> |
| <b>II. LE BILAN DES MESURES GENERALES DE POLITIQUE SALARIALE.....</b>                                                                     | <b>24</b> |
| <b>II.1 - BILAN DES MESURES PORTANT SUR LA VALEUR DU POINT .....</b>                                                                      | <b>27</b> |
| <b>II.2 – COMPARAISON DU MINIMUM DE TRAITEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU SMIC..</b>                                                   | <b>28</b> |
| <b>II.3- LA GARANTIE INDIVIDUELLE DE POUVOIR D'ACHAT (GIPA) .....</b>                                                                     | <b>30</b> |
| <b>II.4- L'INDEMNITE DE RESIDENCE .....</b>                                                                                               | <b>33</b> |
| <b>II.4- LE SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT .....</b>                                                                                   | <b>34</b> |
| <b>II.5- LA PRIME DE FONCTIONS ET DE RESULTATS (PFR) DANS LA FPE.....</b>                                                                 | <b>36</b> |
| <b>II.6- L'ACTION SOCIALE .....</b>                                                                                                       | <b>38</b> |
| <b>III. LES DEPENSES DE PERSONNEL DANS LES FINANCES PUBLIQUES .....</b>                                                                   | <b>40</b> |
| <b>III.1 – LES DEPENSES DE PERSONNEL .....</b>                                                                                            | <b>41</b> |
| <b>III.1.1 LES DEPENSES DE PERSONNEL DES TROIS VERSANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE (DONNEES BUDGETAIRES) .....</b>                           | <b>41</b> |
| <b>III.1.2 LES DEPENSES DE PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (COMPTABILITE NATIONALE) .....</b>                                     | <b>43</b> |
| <b>III. 2 - L'EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL .....</b>                                                                               | <b>43</b> |
| <b>III. 2.1 L'EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL SELON LA COMPTABILITE NATIONALE.....</b>                                                | <b>43</b> |
| <b>III.2.2 L'EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT DANS LE BUDGET DE L'ÉTAT .....</b>                     | <b>45</b> |
| <b>III.2.3 L'EVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL DANS LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE .....</b>                                            | <b>48</b> |
| <b>III.2.4 L'EVOLUTION DES CHARGES DE PERSONNEL DANS LES ETABLISSEMENTS PUBLICS DE SANTE ....</b>                                         | <b>50</b> |

## REFERENCES :

BESSON, L., LOQUET, J et POULIQUEN, E (2013) « Les rémunérations dans les trois versants de la fonction publique en 2011 », Vue 3.1 du *Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, Faits et chiffres édition 2013*, DGAFP, La Documentation française

Davie E. (2014), « Les agents de la fonction publique et leur famille en 2011 », *Point Stat n°9*, DGAFP.

DGAFP, Documents et méthodes (février 2012) « Décompte des emplois et mesure des évolutions de salaires dans les trois versants de la fonction publique : compléments méthodologiques suite à l'introduction du nouveau système d'information SIASP (Insee) ».

DGAFP, Documents et méthodes (mars 2013) « Nouveaux compléments méthodologiques suite à l'introduction du système d'information SIASP (Insee). Décompte des emplois et mesure des évolutions de salaires dans les trois versants de la fonction publique ».

DGAFP, *Stats Rapides*, n° 7 (mars 2014), « Indice de traitement brut dans la fonction publique de l'État - Grille Indiciaire – Quatrième trimestre 2013 ».

Insee (2013), Insee Références *Emploi et salaires, fiches thématiques*.

Insee (2013), Insee Références *Femmes et Hommes. Regards sur la parité, fiches thématiques*.

Insee (2013), Insee Références *France Portrait Social*.

Kerjosse R. et Pinel C. (2013), « Secteur privé et entreprises publiques. En 2011, les salaires ralentissent de nouveau en euros constants », *Insee Première n° 1471*.

« Les salaires dans la fonction publique en 2012 (premiers résultats) », *Information Rapides et Stats Rapides*, avril 2014, en collaboration avec l'Insee, la DGAFP, la DGCL et la Drees.

Michel C. (2013), « Les salaires dans la fonction publique d'État. En 2011, les salaires sont quasiment stables en euros constants », *Insee Première n° 1476*.

Michel C. (2014), « Les salaires dans la fonction publique territoriale. En 2011, baisse de 0,8% en euros constants », *Insee Première n° 1486*.



## INTRODUCTION

### 1) Rappel sur les indicateurs types d'évolution des rémunérations

↳ **Le point fonction publique** mesure l'évolution de l'un des déterminants de la valeur du traitement indiciaire brut. Si cet indicateur est un facteur d'unité de traitement de l'ensemble des fonctionnaires, il ne prend pas en compte les autres facteurs d'évolution de la rémunération.

↳ **Le salaire moyen par tête (SMPT)** correspond au salaire moyen d'un agent. **L'évolution de cet indicateur** entre deux années successives prend en compte à la fois l'évolution de la rémunération des agents présents les deux années (voir *infra*) ainsi que l'effet des mouvements d'entrées-sorties (recrutements ; départs, dont départs à la retraite) et des modifications de structure (par exemple, modification de la qualification des agents et de leur niveau de rémunération). L'effet entrée-sorties se caractérise généralement par la diminution de la masse salariale induite par le départ d'une population âgée (en fin de carrière) dont le salaire est supérieur à celui des remplaçants plus jeunes (en début de carrière).

La lecture du SMPT doit donc se faire à l'aune de ces effets de structure : on peut observer d'une année sur l'autre une baisse du SMPT, non pas en raison de la diminution de la rémunération individuelle des agents, mais en raison de départs importants des salariés les mieux payés, remplacés par de jeunes diplômés en début de carrière.

↳ **La rémunération moyenne des personnes en place (RMPP)** retrace l'évolution de la feuille de paye des agents présents 24 mois consécutifs chez le même employeur, à quotité de travail inchangée. Par rapport au SMPT, **l'évolution de la RMPP** n'est pas affectée par les effets des entrées-sorties. L'évolution de la RMPP reflète les mesures portant sur la valeur du point, les mesures statutaires et indemnitaires, l'impact des mesures d'avancement individuel et des promotions (GVT positif) et les autres éléments susceptibles d'impacter la feuille de paye (requalification des emplois, par exemple).

↳ **L'Indice de Traitement Brut - Grille Indiciaire (ITB-GI) et l'Indice de Traitement Net-Grille Indiciaire (ITN-GI)** dans la fonction publique de l'État mesurent l'impact des mesures générales (évolution du point d'indice, relèvement du minimum de traitement de la fonction publique et attribution de points uniformes) d'une part, et de toutes les réformes statutaires intervenues sur la période d'autre part, sur le traitement indiciaire des agents titulaires des ministères, l'ITN-GI prenant en outre en compte l'impact de l'évolution des cotisations salariales assises sur le traitement indiciaire. En revanche, ces indicateurs n'intègrent aucun élément de nature indemnitaire, ni les impacts des GVT positif et négatif. Ces indicateurs couvrent actuellement la seule fonction publique de l'État.

### 2) Etat d'avancement du cahier des charges statistique portant sur la mesure de l'évolution des rémunérations et perspectives

A la fin 2007, un panorama d'indicateurs statistiques avait été dressé afin d'améliorer le suivi de l'évolution des rémunérations dans les trois versants de la fonction publique. De nouveaux outils de mesure devaient être valorisés ou produits de manière plus rapide ou développés dans le cadre du service statistique public. En particulier, un groupe de travail (Insee, DGAFP/DES, Drees, DGCL/DESL), animé par l'Insee et la DGAFP à partir de l'automne 2008, a permis de garantir la faisabilité progressive d'indicateurs pertinents intégrant, à la fois en évolutions moyennes et en évolutions individuelles (distributions), pour les différentes composantes de la rémunération (traitement brut, heures supplémentaires, primes et indemnités) : **la prise en compte des caractéristiques propres des salariés de la FPE, de la FPT et de la FPH** (temps partiel, temps non complet, catégorie socioprofessionnelle ou/et filière métier, titulaires/non-titulaires) ; **la prise en compte des différents types d'employeurs de la FPT et de la FPH**.

a) **Depuis 2008**, conformément au protocole d'accord de février 2008 (cahier des charges statistique), les indicateurs de suivi des rémunérations sont systématiquement actualisés chaque année et de nouveaux indicateurs ont progressivement été publiés. Sans prétendre à l'exhaustivité, on rappellera ci-dessous quelques unes des nombreuses avancées intervenues en matière d'information statistique sur les rémunérations :

- **la palette des indicateurs précédents (SMPT, RMPP sur 2 ans et RMPP sur 5 ans) a été actualisée chaque année avec, en particulier pour la FPT et la FPH, la distinction des salariés à temps complet par type d'employeur.**

- dans chaque versant de la fonction publique, **le SMPT a été décliné** notamment par sexe, statut et catégorie, et par type d'employeur dans la FPT ; pour aller au-delà des situations moyennes, des éléments de la **distribution du salaire des agents** sont également publiés ;
- dans la fonction publique de l'État, **la décomposition de l'évolution du salaire moyen entre deux années consécutives** (évolution à structure constante, effet de structure, évolution des salaires des personnes en place, effet de carrière) ; **la part des primes, en isolant les heures supplémentaires, dans le salaire net global** des agents titulaires à temps complet, selon le sexe, la catégorie d'agent ou leur catégorie socioprofessionnelle. **Des analyses plus « sophistiquées »**, faisant notamment appel à **l'exploitation de panels d'agents**, ont fourni des premiers éléments, en premier lieu pour les agents de l'Etat, sur **les salaires moyens des nouveaux embauchés dans la fonction publique**, aux fins de comparaison avec ceux des jeunes embauchés par une entreprise relevant du secteur privé ; **les carrières salariales de différentes cohortes de fonctionnaires** - notamment des fonctionnaires âgés de moins de 30 ans-, ceux entrés dans la fonction publique à des périodes différentes ; **les salaires des agents en fin de carrière**, en lien avec le niveau des pensions.

**En outre, la mise en place d'une source unique** pour le suivi statistique de l'emploi et des salaires dans les trois versants de la fonction publique, à savoir le système d'information sur les agents des services publics (SIASP, produit par l'Insee), **est l'occasion d'harmoniser les concepts et les méthodes** pour le calcul des indicateurs de niveau et d'évolution des rémunérations et **améliore ainsi leur comparabilité en favorisant les comparaisons avec le secteur privé** :

- **les salaires sont exprimés en équivalent temps plein (EQTP) annualisé pour chaque versant de la fonction publique**, ce qui permet une meilleure comparaison des niveaux de salaire entre les trois versants de la fonction publique, mais également entre fonction publique et secteur privé.
- pour chaque versant de la fonction publique, **la RMPP est calculée de façon comparable sur les agents présents 24 mois consécutifs chez le même employeur, à quotité de travail inchangée**.
- les statistiques de salaire dans la fonction publique de l'État intègrent désormais les DOM, portant ainsi **sur la France entière**, à l'instar des autres versants de la fonction publique et du secteur privé.

**De façon progressive, le champ retenu pour le suivi des salaires s'élargit.** Pour la FPE, le champ de suivi des salaires, précédemment restreint aux agents des ministères, s'est étendu aux agents des établissements publics. Des travaux ont été engagés afin d'améliorer le suivi des situations en matière de rémunération d'une part avec le ministère de la Défense pour les militaires et d'autre part avec les ministères de l'enseignement pour les enseignants et les chercheurs. Pour le versant territorial, le champ de suivi des salaires concerne les salariés des collectivités locales, hors assistants maternels et familiaux, avec un objectif de complétude du champ. Pour le versant hospitalier, le champ est actuellement circonscrit aux établissements publics hospitaliers (salariés ayant exercé dans un établissement public ayant une activité économique principale hospitalière - APET 8610Z ou catégorie juridique 7364) et a vocation à s'étendre aux établissements sociaux et médico-sociaux (cf. travaux en cours).

**Un chantier de réduction des délais de production est en cours.** Des premiers indicateurs sur les niveaux et les évolutions de salaire 2010/2011 dans chacun des versants de la fonction publique ont été publiés pour la première fois en août 2013. A terme, l'objectif visé est de produire des premiers résultats sur les salaires relatifs à l'année N au cours du premier trimestre de l'année N+2.

## b) Les perspectives d'amélioration du suivi statistique

- **Le SMPT et la RMPP ont vocation à être déclinés de manière plus détaillée :**
  - o **Par type de population : par statut ou situation d'emploi** (c'est déjà le cas dans la FPE) ; **par catégorie socioprofessionnelle détaillée** (croisant PCS-Insee et situation statutaire et hiérarchique des agents, c'est d'ores et déjà le cas pour la FPE) ;
  - o **Par catégorie plus fine d'employeur public** (c'est déjà le cas dans la FPT) ;
  - o Au-delà de la moyenne, **selon différents éléments de distribution de la RMPP** (comme c'est déjà le cas pour le SMPT) ;
  - o **Au niveau géographique.**
- Estimer les niveaux de salaire des **entrants** et des **sortants**.
- Estimer **l'impact des changements de situation sur les rémunérations** : changement de statut, de catégorie hiérarchique, de corps, de grade, d'employeur public.

- **L'identification des populations d'agents ayant vu leur rémunération augmenter moins vite que l'inflation** au cours de l'année (c'est déjà le cas dans la FPE).
- **Décomposition consolidée de la structure de la rémunération** dans chaque versant de la fonction publique (c'est déjà le cas pour une partie des agents de la FPE, des premiers résultats ont été publiés pour une partie des agents de la FPT).

### 3) Eléments de définition sur la rémunération du fonctionnaire

Au terme de l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983, **la rémunération brute** du fonctionnaire comprend :

- **Le traitement indiciaire brut** qui est le résultat d'une multiplication entre l'indice majoré afférent à l'échelon, le grade, et le corps ou emploi du fonctionnaire, exprimé en nombre de points, et la valeur du point fonction publique ;
- Les **éléments de rémunération annexes au traitement indiciaire brut** incluant l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les primes et indemnités (instituées par un texte législatif ou réglementaire).

**La valeur du point fonction publique** est égale au  $1/100^{\text{ème}}$  de la valeur de l'indice 100 qui est publiée par décret lors de chaque revalorisation. Elle permet de déterminer la valeur du traitement indiciaire brut des fonctionnaires (traitement indiciaire brut annuel = valeur du point x indice majoré). Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2010, la valeur du point est fixée à 55,5635 €.

Le **salaire net** s'obtient en retranchant de la rémunération brute les cotisations « salariées » : les retenues pour pension, la contribution de solidarité, la contribution sociale généralisée (CSG), la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS), la retraite additionnelle.

#### Traitements indiciaires caractéristiques dans les trois versants de la fonction publique au 01/02/2014

| Niveau de traitement      | Indice majoré | Traitement mensuel brut | Traitement mensuel net <sup>(1)</sup> |
|---------------------------|---------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Minimum                   | 309           | 1 431 €                 | 1 188 €                               |
| Minimum catégorie C       | 316           | 1 463 €                 | 1 214 €                               |
| Sommet de grille (IM 821) | 821           | 3 801 €                 | 3 121 €                               |
| Début hors échelle (A1)   | 881           | 4 079 €                 | 3 349 €                               |
| Sommet hors échelle (G)   | 1501          | 6 950 €                 | 5 705 €                               |

Source : DGAFP

(1) prélèvements obligatoires à la source déduits : Retenue pour pension (9,14 % du traitement depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014), CSG (7,5 % sur une assiette de 98,25 % du traitement), CRDS (0,5 % sur une assiette de 98,25 % du traitement) et contribution de solidarité (1 %).

#### **4) Sources statistiques, méthodologie**

**Pour les trois versants de la fonction publique, les données sont issues d'une part de sources administratives (notamment celles liées à la paye des agents) et d'autre part d'enquêtes spécifiques.**

##### **Une source désormais commune aux trois fonctions publiques**

###### Le système d'information des agents des services publics (SIASP) :

Produit par l'Insee à partir de l'année de référence 2009, ce système d'information est une déclinaison des déclarations annuelles de données sociales (DADS) spécifique à la fonction publique. Depuis l'édition 2011-2012 du Rapport annuel sur l'état de la fonction publique, ce fichier remplace ceux utilisés précédemment (fichier général de l'État pour la FPE et DADS pour la FPT et la FPH, tous deux produits par l'Insee) pour toutes les données de salaires dans la fonction publique. Les données sont produites en collaboration entre l'Insee, la Drees, la DGCL (Département des études et des statistiques locales) et la DGAFF (Département des études et des statistiques).

Les traitements dans la chaîne de production du fichier SIASP (champ couvert, identification des employeurs, définition des postes de travail, suivi des quotités de travail, caractéristiques des salariés et notamment leur statut, etc.) ne permettent pas de garantir la comparabilité totale des concepts et des niveaux de salaires avec ceux préalablement observés à partir du FGE pour la FPE et des DADS pour la FPT et la FPH (et publiés précédemment).

##### **Pour la fonction publique de l'Etat**

###### L'exploitation du système d'information des agents des services publics (SIASP, voir ci-dessus) à partir de 2009.

###### L'exploitation annuelle des fichiers de paye des agents de l'Etat (FGE) pour les salaires jusqu'en 2009.

Ces sources permettent de connaître tous les éléments de la rémunération brute et nette de l'ensemble des agents de l'Etat : traitement indiciaire, primes, prélèvements et cotisations sociales, ainsi que plusieurs indicateurs tels que le Salaire Moyen Par Tête (SMPT) et la Rémunération Moyenne des Personnes en Place (RMPP).

Ces sources, exhaustives, fournissent les estimations les plus robustes en matière de rémunérations (en niveau et en évolution) dans la fonction publique de l'Etat. Ces sources étant annuelle, elles ne sont en revanche pas adaptées à des analyses conjoncturelles.

###### L'exploitation des fichiers de paie ON de la DGFIP :

Les données mensuelles de la direction générale des finances publiques sont issues directement des applications de paye. Le périmètre concerné est l'ensemble des agents des ministères, hors militaires et personnels à l'étranger, ainsi que les agents de quelques établissements publics pour lesquels la paye est prise en charge par la DGFIP (paye à façon), notamment : certaines universités devenues autonomes, Météo-France, CNDP, CRDP, Onisep, Cereq, Onac, Onic, ENA, ENM,... et une partie des effectifs de l'ONF. L'exploitation de ces sources porte sur un champ non exhaustif (plus limité donc que SIASP), mais permettent un suivi précoce des mesures salariales, telles que sur la GIPA ou la PFR, par exemple.

###### Les estimations de la direction du budget :

La direction du budget estime l'impact des différents facteurs (mesures portant sur la valeur du point, mesures statutaires et indemnitaires, effet de carrière, effet des entrées et sorties) sur l'évolution de la masse salariale d'une année sur l'autre. Ces estimations s'appliquent à l'ensemble des agents rémunérés sur le budget de l'Etat et concernent l'évolution des rémunérations brutes.

##### **Pour les fonctions publiques territoriale et hospitalière**

###### L'exploitation du système d'information des agents des services publics (SIASP, voir ci-dessus) à partir de 2009.

###### Les déclarations annuelles des données sociales (DADS) de l'Insee pour les salaires jusqu'en 2008 :

Les collectivités locales et les établissements publics de santé sont concernés par le système de collecte des données sociales (communément appelé DADS). Ce système, conçu comme outil de déclaration unifiée des données nécessaires à la collecte des cotisations sociales et aux déclarations fiscales des employeurs permet l'établissement d'agrégats nationaux. Pour les employeurs publics relevant de la FPT et de la FPH, ces agrégats concernent l'ensemble des éléments de rémunération ayant des incidences sur les assiettes de calcul des montants imposables, de la contribution sociale généralisée ou du RDS par exemple.

###### Les bilans sociaux des collectivités de la DGCL et leurs enquêtes complémentaires (pour la FPT) :

Les bilans sociaux, à savoir les rapports transmis aux comités techniques paritaires, font l'objet d'une exploitation statistique nationale tous les deux ans (2003, 2005, 2007, 2009, 2011).

Les données sur les rémunérations et charges susceptibles d'être recueillies à ce titre comprennent la NBI et les montants des primes y compris les heures supplémentaires. Cela concerne les personnels fonctionnaires, non-titulaires sur emplois permanents ou non permanents ainsi que les assistantes maternelles.

La DGCL a réalisé une enquête complémentaire aux bilans sociaux portant notamment sur la Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat.

Les enquêtes et sources spécifiques de la DGOS (pour la FPH) :

La source CABESTAN : les données sont issues du dispositif de suivi quadrimestriel de l'exécution des EPRD (Etat Prévisionnel des Recettes et des Dépenses) des établissements publics de santé et privés non lucratifs. L'exploitation de cette source ne permet pas encore d'afficher pour l'ensemble des 3 thèmes «Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA)», «Compte-Epargne-Temps (CET)» et «Indemnisation des Heures Supplémentaires» des résultats au niveau national. En effet, on constate un taux de réponses partielles encore assez élevé et une obligation de filtrage d'une partie des données renseignées. La méthodologie retenue consiste à sélectionner dans CABESTAN les établissements ayant répondu à tous les indicateurs du thème concerné pour les exercices 2009 et 2010 (3ème état quadrimestriel, soit la situation cumulée constatée au cours de la période courant du 1er janvier au 31 décembre de l'année).

Par ailleurs, la DGOS réalisait différentes enquêtes auprès des établissements hospitaliers.

Seule l'enquête coûts et carrières réalisée par la DGOS permettait de connaître les éléments sur la rémunération nette des agents de la fonction publique hospitalière. Cette enquête couvre une période de 5 ans

Une bonne part des résultats est issue d'informations relatant l'historique de carrière des agents sur les 5 dernières années ; les informations concernant les rémunérations sont directement issues de données de paie des 2 dernières années.

L'enquête est réalisée sur un échantillon d'établissements représentatifs de la distribution des personnels en filières, mais elle ne produit que des données non redressées.

**Méthodologie d'évaluation des rémunérations moyennes**

Les comparaisons de salaires moyens fonction publique / privé exigent de tenir compte des différences dans les méthodes statistiques utilisées et dans les structures des effectifs entre le secteur public et le secteur privé.

Dans le secteur privé

Les déclarations annuelles des données sociales (DADS) des entreprises (effectifs, salaires) portent sur les salariés présents ou non toute l'année, en équivalent temps plein (EQTP) annualisé pour les salaires mensuels moyens (hors secteur agricole et services à la personne). Les salaires bruts et nets comprennent les primes et indemnités. Les salaires nets sont nets des cotisations sociales, CSG et CRDS.

# I. L'EVOLUTION DES REMUNERATIONS

## I.1 – LES INDICATEURS D'ÉVOLUTION DES REMUNERATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE

### I.1.1 - Dans les trois versants de la fonction publique

Figure 1. Evolution de la valeur du point d'indice

| Années                                         | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|------------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| En glissement annuel (décembre N/décembre N-1) | 1,3  | 1,3  | 0,5  | 1,2  | 1,3  | 0    | 0,5  | 1,8  | 0,5  | 0,8  | 0,8  | 0,8  | 0,5  | 0,0  | 0,0  | 0,0  |
| En moyenne annuelle                            | 1,1  | 1,1  | 0,9  | 0,9  | 1,3  | 0,7  | 0,5  | 0,8  | 1,2  | 1,0  | 0,6  | 0,6  | 0,7  | 0,2  | 0,0  | 0,0  |

Sources : Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

#### Avertissement :

Il est désormais possible de présenter - à partir des données 2009 - des indicateurs d'évolution des salaires comparables entre les trois versants de la fonction publique, salaires exprimés en équivalent temps plein (EQTP) annualisé. Auparavant, les indicateurs portaient soit sur les seuls salariés à temps plein (FPT, FPH), soit sur des EQTP (FPE) annualisés.

Figure 2. Evolution en euros courants du salaire net moyen par tête par catégorie socioprofessionnelle (PCS Insee) et par catégorie hiérarchique pour les agents titulaires dans la fonction publique de l'État (ministères)

| Evolution du SMPT (en euros courants) |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |         |          |  |
|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|---------|----------|--|
| Années                                | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010(*) | 2011(*) | 2012(**) |  |
| FPE Ensemble (ministères)             | 1,5  | 1,7  | 2,2  | 2,0  | 2,7  | 1,6  | 1,7  | 0,9  | 2,6  | 2,9  | 3,7  | 2,1  | 2,2     | 1,6     | 1,0      |  |
| Titulaires                            |      |      |      |      |      |      |      |      | 2,1  | 3,1  | 3,9  | 2,0  | 1,7     | 1,7     |          |  |
| Catégorie A                           |      |      |      |      |      |      |      |      | 1,5  | 0,9  | 2,5  | 1,1  | 1,4     | 1,3     |          |  |
| Catégorie B                           |      |      |      |      |      |      |      |      | 2,5  | 3,0  | 1,9  | 2,9  | 2,0     | 2,6     |          |  |
| Catégorie C                           |      |      |      |      |      |      |      |      | 2,7  | 5,2  | 5,0  | 3,0  | 2,3     | 1,3     |          |  |
| Ensemble des autres agents            |      |      |      |      |      |      |      |      | n.d. | 1,6  | 3,3  | 3,0  | 4,5     | 1,1     |          |  |
| Catégorie socioprofessionnelle (PCS)  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |         |          |  |
| Cadres                                | 0,5  | 0,4  | 1,0  | 0,8  | 0,6  | 0,3  | 0,4  | -0,3 | 1,6  | 0,8  | 2,5  | 1,2  | 1,8     | 1,8     |          |  |
| Professions intermédiaires            | 1,5  | 1,3  | 1,4  | 1,2  | 1,8  | 1,4  | 2,2  | 1,6  | 3,1  | 3,1  | 2,1  | 2,7  | 2,3     | 2,3     |          |  |
| Employés et ouvriers                  | 1,8  | 1,8  | 1,7  | 1,0  | 3,4  | 2,3  | 1,8  | 1,3  | 3,2  | 4,5  | 4,5  | 3,4  | 4,2     | 1,1     |          |  |

Source : fichier général de l'État (FGE), DADS, SIASP, Insee, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

(\*) Les salariés des DOM sont inclus à partir de 2010.

(\*\*) Premiers résultats sur les salaires en 2012.

Note : Les évolutions de salaire incluent l'effet des transferts d'agents depuis la FPE vers les collectivités locales, principalement des agents de catégorie C (de l'ordre de 50 000 transferts entre 2007 et 2008, 17 000 entre 2008 et 2009, 2 500 entre 2009 et 2010).

Figure 3. Evolution en euros courants du salaire net moyen par tête par catégorie socioprofessionnelle (PCS Insee) dans la fonction publique territoriale

| Evolution du SMPT (en euros courants) |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |  |
|---------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|--|
| Années                                | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012(*) |  |
| FPT Ensemble                          |      |      |      |      |      | 2,1  | 1,3  | 2,3  | 3,4  | 2,8  | 2,2  | 3,0  | 1,4  | 1,3  | 1,4     |  |
| Catégorie socioprofessionnelle (PCS)  |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |  |
| Cadres                                |      |      |      |      |      | 3,6  | 2,1  | 3,1  | 3,7  | 3,8  | 1,2  | 2,0  | 1,2  | 0,3  |         |  |
| Professions intermédiaires            |      |      |      |      |      | 3,0  | 0,9  | 1,3  | 3,4  | 2,4  | 1,5  | 1,7  | 1,2  | 0,6  |         |  |
| Employés et ouvriers                  |      |      |      |      |      | 1,9  | 1,1  | 2,7  | 3,8  | 3,0  | 2,4  | 2,9  | 1,2  | 0,9  |         |  |

Source: DADS, SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière. Salariés à temps complet des collectivités locales jusqu'en 2008, en équivalent temps plein annualisé à partir de 2009. Hors assistants maternels et familiaux, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

(\*) Premiers résultats sur les salaires en 2012.

Note : Les évolutions de salaire incluent l'effet des transferts d'agents depuis la FPE vers les collectivités locales, principalement des agents de catégorie C (de l'ordre de 50 000 transferts entre 2007 et 2008, 17 000 entre 2008 et 2009, 2 500 entre 2010 et 2011).

**Figure 4. Evolution en euros courants du salaire net moyen par tête par catégorie socioprofessionnelle dans le secteur hospitalier public**

| Evolution du SMPT (en euros courants)                           |      |      |      |         |
|-----------------------------------------------------------------|------|------|------|---------|
| Années                                                          | 2009 | 2010 | 2011 | 2012(*) |
| Ensemble (hors stagiaires, étudiants, etc.)**                   | 0,9  | 0,9  | 1,5  | 1,3     |
| Ensemble (hors médecins, cadres, stagiaires, étudiants, etc.)** | n.d. | n.d. | 1,8  |         |
| Médecins, pharmaciens, psychologues                             | n.d. | 0,4  | -0,6 |         |
| Cadres direction, adm., gestion                                 | n.d. | -0,2 | 3,1  |         |
| PI soignants et sociales***                                     | n.d. | 0,8  | 1,9  |         |
| PI administratives et techniques                                | n.d. | 0,9  | 2,6  |         |
| Agents de service et employés adm. ****                         | n.d. | -0,2 | 1,5  |         |
| Ouvriers                                                        | n.d. | 0,8  | 2,9  |         |

Source: DADS, SIASP, Insee. Traitement Drees.

Champ : France entière. Hors bénéficiaires de contrats aidés, internes, externes, résidents.

(\*) Premiers résultats sur les salaires en 2012.

\*\* yc non ventilés.

\*\*\* PI : professions intermédiaires. Les professions intermédiaires « soignantes » sont constituées des infirmiers, des sages-femmes, des spécialistes de la rééducation et des techniciens médicaux. Les PI « sociales » regroupent les assistantes sociales et les éducateurs spécialisés.

\*\*\*\* Les « agents de service » recouvrent les agents de services hospitaliers, les aides-soignants et les ambulanciers.

**Figure 5. Evolution en euros courants de la rémunération nette moyenne des personnes en place (RMPP nette) par catégorie socioprofessionnelle (PCS Insee) et par catégorie hiérarchique pour les agents titulaires dans la fonction publique de l'État (ministères)**

| Evolution de la RMPP (en euros courants) |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |         |          |
|------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|---------|----------|
| Années                                   | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010(*) | 2011(*) | 2012(**) |
| FPE Ensemble                             | 3,5  | 4,1  | 4,0  | 5,2  | 3,7  | 3,6  | 2,3  | 3,5  | 3,3  | 4,5  | 3,6  | 3,2     | 3,0     | 1,9      |
| Titulaires                               |      |      |      |      |      |      |      | 3,7  | 3,4  | 4,4  | 3,5  | 3,2     | 3,0     |          |
| Catégorie A                              |      |      |      |      |      |      |      | 3,8  | 3,2  | 4,7  | 3,5  | 3,1     | 3,0     |          |
| Catégorie B                              |      |      |      |      |      |      |      | 3,5  | 4,2  | 3,6  | 4,1  | 3,7     | 3,6     |          |
| Catégorie C                              |      |      |      |      |      |      |      | 3,5  | 3,4  | 3,3  | 2,9  | 2,8     | 2,2     |          |
| Ensemble des autres agents               |      |      |      |      |      |      |      | n.d. | 2,2  | 4,4  | 3,6  | 3,4     | 2,9     |          |
| Catégorie socioprofessionnelle (PCS)     |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |         |          |
| Cadres                                   | 3,5  | 3,9  | 3,9  | 4,2  | 3,4  | 3,5  | 2,1  | 3,5  | 3,1  | 4,7  | 3,5  | 3,2     | 3,0     |          |
| Professions intermédiaires               | 3,7  | 3,8  | 3,8  | 5,1  | 4,2  | 3,9  | 2,7  | 3,5  | 4,1  | 3,9  | 4,1  | 3,1     | 3,1     |          |
| Employés et ouvriers                     | 3,3  | 3,3  | 3,6  | 5,0  | 3,8  | 3,5  | 2,0  | 3,5  | 3,3  | 3,5  | 3,3  | 3,4     | 2,7     |          |

Source : fichier général de l'État (FGE), DADS, SIASP, Insee, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ FPE : France métropolitaine jusqu'en 2009, France entière à partir de 2010. Agents présents 24 mois consécutifs chez le même employeur avec la même quotité de travail. Hors militaires, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ Etablissements publics de santé à partir de 2010 : France entière. Salariés en équivalent temps plein annualisé présents 24 mois dans le même établissement public ayant une activité économique principale hospitalière (APET 8610Z ou catégorie juridique 7364) avec la même quotité de travail.

(\*) Les salariés des DOM sont inclus à partir de 2010.

(\*) Premiers résultats sur les salaires en 2012.

**Figure 6. Evolution en euros courants de la rémunération nette moyenne des personnes en place (RMPP nette) par catégorie socioprofessionnelle (PCS Insee) dans la fonction publique territoriale**

| Evolution de la RMPP (en euros courants) |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |
|------------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|---------|
| Années                                   | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2012(*) |
| FPT Ensemble                             |      |      |      |      |      | 3,5  | 2,3  | 2,5  | 3,7  | 4,3  | 3,4  | 3,3  | 2,5  | 2,4     |
| Catégorie socioprofessionnelle (PCS)     |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |         |
| Cadres                                   |      |      |      |      |      | 5,5  | 2,5  | 2,8  | 3,7  | 4,2  | 3,6  | 3,4  | 3,3  | 3,0     |
| Professions intermédiaires               |      |      |      |      |      | 4,4  | 2,7  | 2,2  | 3,4  | 4,3  | 3,3  | 3,0  | 2,9  | 3,0     |
| Employés et ouvriers                     |      |      |      |      |      | 3,0  | 2,2  | 2,4  | 3,8  | 4,3  | 3,3  | 3,3  | 2,3  | 2,0     |
| Indéterminées                            |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      |      | 3,5  |         |

Source: DADS, SIASP, Insee, Drees. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière. Salariés à temps complet jusqu'en 2008, salariés en équivalent temps plein annualisé à partir de 2009. Agents présents deux années consécutives chez le même employeur. Hors assistants maternels et familiaux, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

(\*) Premiers résultats sur les salaires en 2012.

**Figure 7. Evolution en euros courants de la rémunération nette moyenne des personnes en place (RMPP nette) par catégorie socioprofessionnelle dans le secteur hospitalier public**

| Evolution de la RMPP (en euros courants)                        |      |      |      |         |
|-----------------------------------------------------------------|------|------|------|---------|
| Années                                                          | 2009 | 2010 | 2011 | 2012(*) |
| Ensemble (hors stagiaires, étudiants, etc.)**                   | 1,7  | 2,1  | 3,3  |         |
| Ensemble (hors médecins, cadres, stagiaires, étudiants, etc.)** | 2,1  | n.d. | 3,5  |         |
| Médecins, pharmaciens, psychologues                             | -0,6 | 2,9  | 3,3  | 1,8     |
| Cadres direction, adm., gestion                                 | 1,9  | 4,1  | 4,0  |         |
| PI soignantes et sociales***                                    | 2,2  | 2,1  | 4,1  |         |
| PI administratives et techniques                                | 2,3  | 2,5  | 4,1  |         |
| Agents de service et employés adm. ****                         | 2,1  | 1,6  | 2,7  |         |
| Ouvriers                                                        | 2,4  | 1,7  | 3,3  |         |

Source : Insee, DADS et SIASP. Traitement Drees.

Champ : France entière. Hors bénéficiaires de contrats aidés, internes, externes, résidents. Salariés ayant exercé deux années consécutives dans le même établissement public ayant une activité économique principale hospitalière (APET 8610Z ou catégorie juridique 7364) avec la même quotité de travail.

(\*) Premiers résultats sur les salaires en 2012.

\*\* PI : professions intermédiaires. Les professions intermédiaires « soignantes » sont constituées des infirmiers, des sages-femmes, des spécialistes de la rééducation et des techniciens médicaux. Les PI « sociales » regroupent les assistantes sociales et les éducateurs spécialisés.

\*\*\* Les « agents de service », recouvrent les agents de services hospitaliers, les aides-soignants et les ambulanciers.

\*\*\*\* yc non ventilés.

**Figure 8. Evolution des prix à la consommation (en moyenne annuelle)**

| Années                 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 |
|------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Indice hors tabac      | 0,5  | 1,6  | 1,6  | 1,8  | 1,9  | 1,7  | 1,7  | 1,7  | 1,5  | 2,8  | 0,1  | 1,5  | 2,1  | 1,9  | 0,7  |
| Indice y compris tabac | 0,5  | 1,7  | 1,6  | 1,9  | 2,1  | 2,1  | 1,7  | 1,7  | 1,5  | 2,8  | 0,1  | 1,5  | 2,1  | 2,0  | 0,9  |

Source : Insee, Indices des prix à la consommation, France entière. Traitement DGAFF, Département des études et des statistiques.

## I.1.2 - Dans la fonction publique de l'Etat

**Figure 9. Évolution moyenne de l'indice de traitement brut-grille indiciaire (ITB-GI) et de l'indice de traitement net-grille indiciaire (ITN-GI)**

| Années                 | 2001       | 2002       | 2003       | 2004       | 2005       | 2006       | 2007       | 2008       | 2009       | 2010       | 2011       | 2012       | 2013        |
|------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| <b>ITB-GI Ensemble</b> | <b>1,3</b> | <b>1,6</b> | <b>0,8</b> | <b>0,5</b> | <b>0,9</b> | <b>1,4</b> | <b>1,4</b> | <b>0,6</b> | <b>0,7</b> | <b>0,9</b> | <b>0,7</b> | <b>0,4</b> | <b>0,1</b>  |
| ITB-GI Catégorie A     | 1,2        | 1,5        | 0,7        | 0,5        | 0,9        | 1,2        | 1,1        | 0,6        | 0,6        | 0,9        | 0,6        | 0,4        | 0,0         |
| ITB-GI Catégorie B     | 1,2        | 1,6        | 0,9        | 0,5        | 0,9        | 1,3        | 1,2        | 0,7        | 0,9        | 1,1        | 1,1        | 0,4        | 0,3         |
| ITB-GI Catégorie C     | 1,4        | 1,7        | 0,7        | 0,5        | 1,0        | 1,6        | 2,1        | 0,8        | 0,8        | 0,8        | 0,4        | 0,6        | 0,2         |
| <b>ITN-GI Ensemble</b> | <b>1,3</b> | <b>1,6</b> | <b>0,8</b> | <b>0,5</b> | <b>0,7</b> | <b>1,4</b> | <b>1,4</b> | <b>0,6</b> | <b>0,7</b> | <b>0,9</b> | <b>0,4</b> | <b>0,0</b> | <b>-0,3</b> |
| ITN-GI Catégorie A     | 1,2        | 1,5        | 0,7        | 0,5        | 0,7        | 1,2        | 1,2        | 0,6        | 0,6        | 0,9        | 0,3        | -0,1       | -0,4        |
| ITN-GI Catégorie B     | 1,2        | 1,6        | 0,9        | 0,6        | 0,7        | 1,3        | 1,2        | 0,7        | 0,9        | 1,1        | 0,8        | 0,0        | -0,1        |
| ITN-GI Catégorie C     | 1,5        | 1,7        | 0,8        | 0,5        | 0,8        | 1,6        | 2,1        | 0,7        | 0,7        | 0,8        | 0,1        | 0,2        | -0,3        |

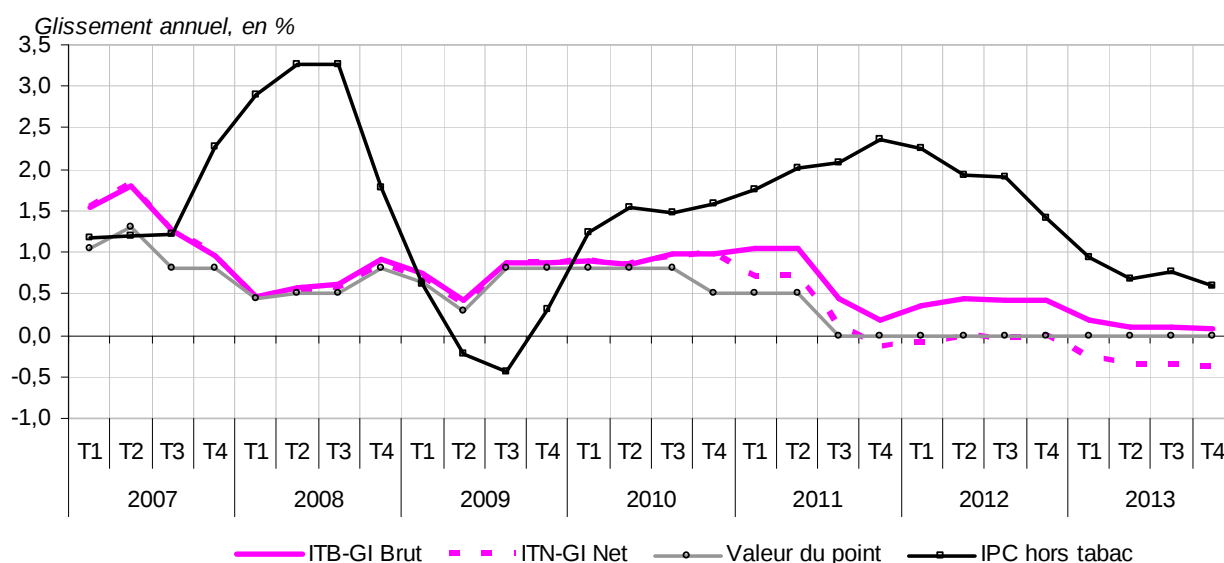
Source : Insee ; DGAFF, Département des études et des statistiques.

Champ : France entière. Agents titulaires civils des ministères.

En 2013, l'ITB-GI a augmenté de 0,1 % en moyenne pour l'ensemble des catégories, en ralentissement par rapport aux années précédentes. L'évolution en 2013 ne concerne que les catégories B et C ; elle provient de la revalorisation du minimum de traitement intervenue au 1<sup>er</sup> janvier, la revalorisation indiciaire des corps et des emplois des personnels des services actifs de la police nationale ainsi que l'intégration dans le NES de certains corps de catégorie B.

Entre 2001 et 2013, l'évolution moyenne de l'indice de traitement brut-grille indiciaire (ITB-GI) s'établit à 0,9 % par an : 0,8 % par an pour les agents de catégorie A, 0,9 % pour les agents de catégorie B et 1,0 % pour ceux de catégorie C.

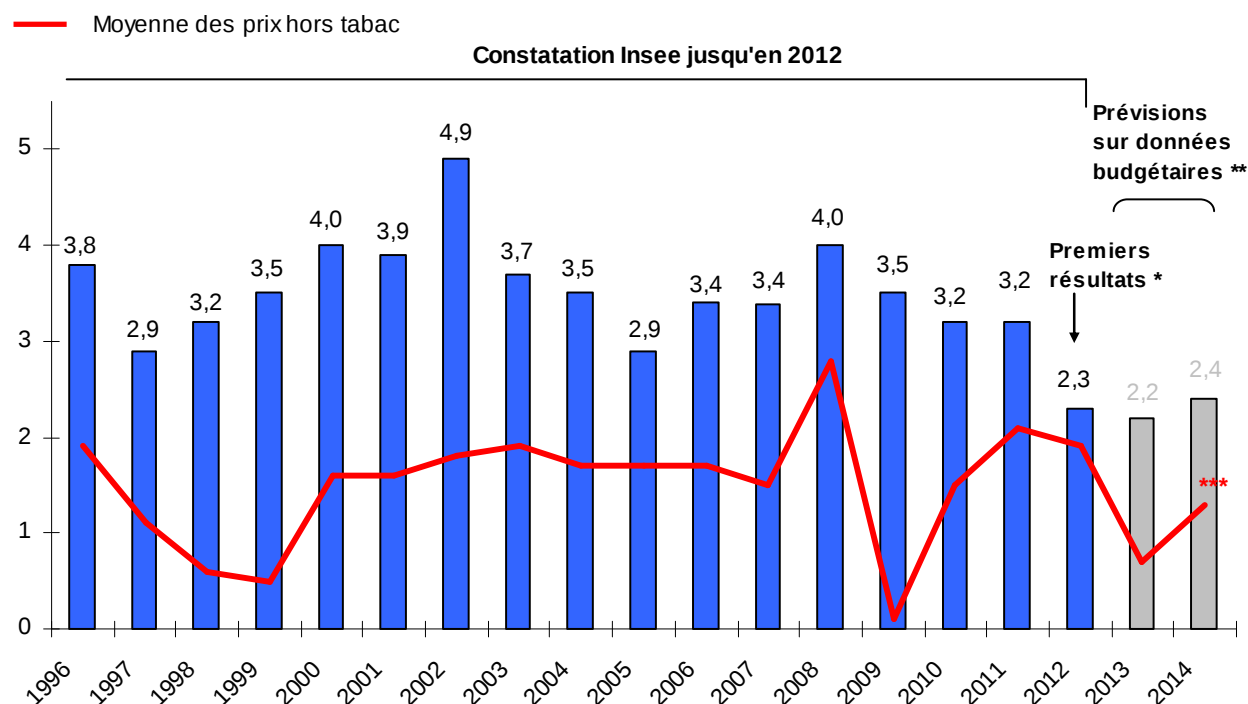
**Figure 10. Evolution (en glissement annuel) de l'ITB-GI (brut), de l'ITN-GI (net), de la valeur du point d'indice et de l'indice des prix à la consommation (hors tabac)**



Source : Insee ; DGAFF, Département des études et des statistiques.

Champ : France entière. Agents titulaires civils des ministères.

**Figure 11. Evolution comparée de la RMPP brute et de l'inflation moyenne hors tabac dans les ministères de 1996 à 2012, premières estimations 2013 et prévision 2014**



Sources : fichier général de l'État (FGE), SIASP ; Insee. Traitement Insee-DGAFP, Département des études et des statistiques.  
 Champ : Jusqu'en 2009, France métropolitaine, agents des ministères civils de l'Etat présents deux années consécutives. A partir de 2010, France entière, agents civils des ministères de l'Etat présents 24 mois consécutifs chez le même employeur avec la même quotité de travail.

(\*) Premiers résultats sur les salaires en 2012.

\*\*\* source : Projet de loi de finances 2014.

La Rémunération Moyenne des Personnes en Place (RMPP) résulte à la fois des mesures portant sur la valeur du point, des mesures statutaires et indemnitaires et du GVT positif (mesures d'avancement individuel).

En 2012, la RMPP brute des agents des ministères de l'État a augmenté de 2,3 % en euros courants, en ralentissement par rapport à 2011.

En 2013, la RMPP brute aurait progressé de 2,2 % selon de premières estimations, puis elle progresserait de 2,4 % en 2014 selon les prévisions de la Direction du Budget.

Une fois déduite l'évolution des prix à la consommation hors tabac, la RMPP brute a progressé de 0,4 % en pouvoir d'achat en 2012, Elle progresserait de 1,5 % en 2013, selon les premières estimations, et de 1,1 % en 2014 selon les prévisions de la Direction du Budget.

**Figure 12. Salaires annuels moyens en euros par catégorie socioprofessionnelle (\*) des agents titulaires des ministères civils et militaires employés à temps complet en métropole en 2011**

|                                                                                                                                                      | Structure des effectifs (en %) | Effectifs utilisés pour le calcul des salaires (en milliers) (1) | Traitement brut de base (2) | Primes et indemnités |                  |                            |                           |               | Salaire net global (5) |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------------|------------------|----------------------------|---------------------------|---------------|------------------------|
|                                                                                                                                                      |                                |                                                                  |                             | Montant (3)          | dont heures sup. | Part des primes (4) (en %) | Taux de primes (4) (en %) | Salaire brut  |                        |
| <b>Ensemble</b>                                                                                                                                      | <b>100,0</b>                   | <b>1 443,7</b>                                                   | <b>27 052</b>               | <b>8 041</b>         | <b>777</b>       | <b>22,5</b>                | <b>29,7</b>               | <b>35 747</b> | <b>30 024</b>          |
| dont : total enseignants                                                                                                                             | 42,0                           | 605,7                                                            | 31 069                      | 3 878                | 1 613            | 10,9                       | 12,5                      | 35 639        | 29 835                 |
| dont : total militaires                                                                                                                              | 20,0                           | 288,4                                                            | 21 762                      | 11 215               | 0                | 33,4                       | 51,5                      | 33 628        | 28 258                 |
| <b>PCS cadres et professions intellectuelles supérieures</b>                                                                                         | <b>30,0</b>                    | <b>432,8</b>                                                     | <b>34 320</b>               | <b>11 114</b>        | <b>1 810</b>     | <b>24,0</b>                | <b>32,4</b>               | <b>46 283</b> | <b>39 073</b>          |
| dont :                                                                                                                                               |                                |                                                                  |                             |                      |                  |                            |                           |               |                        |
| Ensemble des cadres de catégorie A (A et A+) dont :                                                                                                  | 29,9                           | 432,1                                                            | 34 319                      | 11 103               | 1 813            | 24,0                       | 32,4                      | 46 271        | 39 062                 |
| Cadres de catégorie A + <sup>(6)</sup> dont :                                                                                                        | 2,2                            | 31,6                                                             | 48 382                      | 25 479               | 451              | 33,9                       | 52,7                      | 75 201        | 64 181                 |
| Encadrement et direction <sup>(7)</sup>                                                                                                              | 0,6                            | 8,7                                                              | 47 651                      | 43 014               | 19               | 46,7                       | 90,3                      | 92 190        | 79 399                 |
| Juridiction, inspection, contrôle et expertise <sup>(8)</sup>                                                                                        | 0,8                            | 10,9                                                             | 50 119                      | 29 537               | 460              | 36,5                       | 58,9                      | 80 902        | 69 201                 |
| Enseignement supérieur, recherche et assimilés <sup>(9)</sup>                                                                                        | 0,7                            | 10,6                                                             | 46 655                      | 6 048                | 854              | 11,2                       | 13,0                      | 53 948        | 45 273                 |
| Officiers généraux <sup>(10)</sup>                                                                                                                   | 0,0                            | 0,7                                                              | 65 708                      | 42 902               | 0                | 38,6                       | 65,3                      | 111 044       | 94 774                 |
| <b>Cadres de catégorie A (à l'exception des A+)</b>                                                                                                  | <b>27,7</b>                    | <b>400,5</b>                                                     | <b>33 209</b>               | <b>9 969</b>         | <b>1 920</b>     | <b>22,7</b>                | <b>30,0</b>               | <b>43 989</b> | <b>37 081</b>          |
| Attachés et inspecteurs                                                                                                                              | 2,2                            | 32,3                                                             | 31 027                      | 15 885               | 31               | 33,4                       | 51,2                      | 47 610        | 40 439                 |
| dont attachés et inspecteurs principaux                                                                                                              | 0,6                            | 8,5                                                              | 37 419                      | 20 667               | 56               | 35,1                       | 55,2                      | 58 922        | 50 241                 |
| Ingénieurs de l'Etat et assimilés (hors ingénieurs militaires) <sup>(11)</sup>                                                                       | 1,1                            | 15,3                                                             | 31 703                      | 22 695               | 71               | 41,1                       | 71,6                      | 55 227        | 47 448                 |
| Officiers (sauf officiers généraux)                                                                                                                  | 2,6                            | 38,2                                                             | 33 206                      | 21 791               | 0                | 38,6                       | 65,6                      | 56 495        | 47 912                 |
| dont officiers supérieurs                                                                                                                            | 0,9                            | 13,5                                                             | 41 153                      | 28 173               | 0                | 39,1                       | 68,5                      | 71 967        | 61 158                 |
| dont officiers subalternes                                                                                                                           | 1,7                            | 24,7                                                             | 28 847                      | 18 290               | 0                | 38,1                       | 63,4                      | 48 009        | 40 647                 |
| Professeurs certifiés et agrégés                                                                                                                     | 17,7                           | 255,9                                                            | 32 618                      | 5 967                | 2 984            | 15,2                       | 18,3                      | 39 311        | 33 000                 |
| Autres enseignants de catégorie A                                                                                                                    | 0,2                            | 3,6                                                              | 35 777                      | 2 637                | 224              | 6,7                        | 7,4                       | 39 154        | 32 658                 |
| Police (commandants)                                                                                                                                 | 0,3                            | 3,8                                                              | 39 199                      | 18 785               | 234              | 31,7                       | 47,9                      | 59 230        | 48 789                 |
| Autres cadres de catégorie A <sup>(12)</sup>                                                                                                         | 3,6                            | 51,4                                                             | 37 356                      | 13 481               | 32               | 26,1                       | 36,1                      | 51 597        | 43 619                 |
| <b>PCS professions intermédiaires dont :</b>                                                                                                         | <b>38,2</b>                    | <b>551,9</b>                                                     | <b>27 671</b>               | <b>5 454</b>         | <b>392</b>       | <b>16,2</b>                | <b>19,7</b>               | <b>33 756</b> | <b>28 281</b>          |
| <b>Professions intermédiaires de catégorie A dont :</b>                                                                                              | <b>24,4</b>                    | <b>352,8</b>                                                     | <b>29 573</b>               | <b>2 823</b>         | <b>579</b>       | <b>8,5</b>                 | <b>9,5</b>                | <b>33 056</b> | <b>27 611</b>          |
| Professeurs des écoles                                                                                                                               | 18,9                           | 273,2                                                            | 28 910                      | 1 596                | 201              | 5,1                        | 5,5                       | 31 153        | 25 988                 |
| Professeurs de lycée professionnel                                                                                                                   | 3,7                            | 53,4                                                             | 31 832                      | 5 778                | 2 603            | 15,1                       | 18,2                      | 38 317        | 32 135                 |
| Professeurs de collège d'enseignement général                                                                                                        | 0,2                            | 3,3                                                              | 38 271                      | 4 537                | 1 819            | 10,5                       | 11,9                      | 43 103        | 36 026                 |
| Autres enseignants                                                                                                                                   | 0,1                            | 1,7                                                              | 35 930                      | 3 755                | 1 401            | 9,4                        | 10,5                      | 40 061        | 33 471                 |
| Police (capitaine et lieutenant)                                                                                                                     | 0,5                            | 6,5                                                              | 31 341                      | 14 890               | 239              | 31,5                       | 47,5                      | 47 314        | 39 044                 |
| <b>Professions intermédiaires de catégorie B</b>                                                                                                     | <b>13,8</b>                    | <b>199,0</b>                                                     | <b>24 303</b>               | <b>10 116</b>        | <b>61</b>        | <b>28,9</b>                | <b>41,6</b>               | <b>34 997</b> | <b>29 468</b>          |
| Greffiers <sup>(13)</sup>                                                                                                                            | 0,4                            | 6,3                                                              | 23 721                      | 6 441                | 423              | 21,1                       | 27,2                      | 30 538        | 25 711                 |
| Instituteurs                                                                                                                                         | 0,4                            | 5,8                                                              | 27 032                      | 1 764                | 118              | 6,0                        | 6,5                       | 29 495        | 24 512                 |
| Personnels administratifs et techniques (secrétaires administratifs, contrôleurs et techniciens)                                                     | 6,1                            | 88,1                                                             | 23 888                      | 9 065                | 57               | 27,2                       | 37,9                      | 33 385        | 28 150                 |
| dont secrétaires administratifs                                                                                                                      | 1,4                            | 20,8                                                             | 23 688                      | 9 286                | 82               | 27,8                       | 39,2                      | 33 439        | 28 309                 |
| Corps d'encadrement de l'administration pénitentiaire (commandants, capitaines et lieutenants pénitentiaires)                                        | 0,1                            | 0,9                                                              | 26 808                      | 11 198               | 145              | 28,8                       | 41,8                      | 38 824        | 31 824                 |
| Sous-officiers supérieurs : adjudants-chefs, adjudants et sous-officiers de rang supérieur de l'armée et de la gendarmerie (yc pompiers militaires)  | 4,4                            | 64,2                                                             | 24 674                      | 13 647               | 0                | 34,9                       | 55,3                      | 39 146        | 32 869                 |
| Autres professions intermédiaires de catégorie B <sup>(14)</sup>                                                                                     | 2,3                            | 33,8                                                             | 24 258                      | 8 236                | 109              | 25,0                       | 34,0                      | 32 989        | 27 928                 |
| <b>PCS employés et ouvriers dont :</b>                                                                                                               | <b>31,5</b>                    | <b>454,2</b>                                                     | <b>19 460</b>               | <b>8 261</b>         | <b>269</b>       | <b>29,3</b>                | <b>42,5</b>               | <b>28 218</b> | <b>23 589</b>          |
| <b>Employés et ouvriers de catégorie B</b>                                                                                                           | <b>13,6</b>                    | <b>196,9</b>                                                     | <b>20 645</b>               | <b>10 698</b>        | <b>179</b>       | <b>33,5</b>                | <b>51,8</b>               | <b>31 962</b> | <b>26 509</b>          |
| Police (corps d'encadrement et d'application : gardiens de la paix, brigadiers...)                                                                   | 6,7                            | 96,1                                                             | 21 991                      | 11 829               | 367              | 34,2                       | 53,8                      | 34 570        | 28 560                 |
| dont brigadiers (y compris chefs et majors)                                                                                                          | 2,9                            | 41,2                                                             | 25 212                      | 13 058               | 364              | 33,4                       | 51,8                      | 39 138        | 32 217                 |
| dont gardiens de la paix                                                                                                                             | 3,8                            | 54,9                                                             | 19 577                      | 10 908               | 370              | 35,0                       | 55,7                      | 31 147        | 25 819                 |
| Sous-officiers subalternes : sergents et sous-officiers de grade équivalent de l'armée et de la gendarmerie (yc pompiers militaires) <sup>(15)</sup> | 7,0                            | 100,8                                                            | 19 360                      | 9 621                | 0                | 32,6                       | 49,7                      | 29 475        | 24 553                 |
| <b>Employés et ouvriers de catégorie C</b>                                                                                                           | <b>17,8</b>                    | <b>256,6</b>                                                     | <b>18 508</b>               | <b>6 368</b>         | <b>335</b>       | <b>25,2</b>                | <b>34,4</b>               | <b>25 277</b> | <b>21 286</b>          |
| Adjointes administratifs et adjoints techniques                                                                                                      | 10,2                           | 147,4                                                            | 19 293                      | 5 819                | 257              | 22,8                       | 30,2                      | 25 526        | 21 542                 |
| Personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire                                                                                          | 1,6                            | 23,0                                                             | 20 314                      | 9 543                | 1 971            | 31,3                       | 47,0                      | 30 535        | 25 248                 |
| Militaires et hommes du rang (yc pompiers militaires)                                                                                                | 5,9                            | 84,5                                                             | 16 859                      | 6 213                | 0                | 26,6                       | 36,9                      | 23 381        | 19 710                 |
| dont caporaux-chefs                                                                                                                                  | 2,5                            | 35,4                                                             | 17 559                      | 6 676                | 0                | 27,0                       | 38,0                      | 24 739        | 20 867                 |
| dont caporaux et soldats                                                                                                                             | 3,4                            | 49,0                                                             | 16 353                      | 5 878                | 0                | 26,24                      | 35,95                     | 22 400        | 18 873                 |

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, Département des études et des statistiques.

Champ : France métropolitaine. Agents titulaires civils et militaires des ministères de l'Etat, travaillant à temps complet.

(1) Exprimés en équivalent temps plein annualisé. La PCS n'est pas connue pour 5000 agents.

(2) Traitement indiciaire brut de base.

(3) Rémunérations imposables (autres que le traitement, l'indemnité de résidence et le supplément familial de traitement), soit les primes, indemnités diverses et rémunérations d'activité diverses.

(4) La part des primes est égale au quotient des primes par le salaire brut ; le taux de primes est égal au quotient des primes par le traitement indiciaire brut. Les modalités de présentation de la contribution des primes à la rémunération sont en cours

(5) Rémunération nette totale, soit le traitement brut de base, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement et les primes et indemnités, moins le total des cotisations sociales obligatoires, la CSG et la CRDS.

(6) Les catégories A + correspondent à l'ensemble des corps ou emplois fonctionnels dont l'indice terminal du grade supérieur est au moins égal à la hors échelle B (HEB).

(7) Regroupe les emplois à la décision du gouvernement et assimilés, les autres corps et emplois d'encadrement et de direction (par exemple les dirigeants d'administration centrale).

(8) Regroupe les corps ENA Juridictions administratives et financières (dont la Cour des comptes), les Juridictions judiciaires (dont les magistrats) ainsi que les corps d'inspection et de contrôle.

(9) Regroupe les chercheurs, les professeurs de l'enseignement supérieur, les maîtres de conférence, les inspecteurs de l'enseignement.

(10) Dans l'édition précédente du Rapport annuel, les officiers généraux étaient regroupés dans la catégorie Encadrement et direction.

(11) Par exemple : ingénieurs des travaux publics de l'Etat. Dans l'édition précédente du Rapport annuel, cette catégorie comprenait des personnels militaires, désormais ventilés entre officiers généraux, officiers, etc.

(12) Par exemple : conseiller principal d'éducation.

(13) Les greffiers étaient précédemment codés par erreur en tant que cadres dans SIASP. Dans dans l'édition précédente du Rapport annuel, ces derniers étaient donc regroupés au sein des cadres de catégorie B.

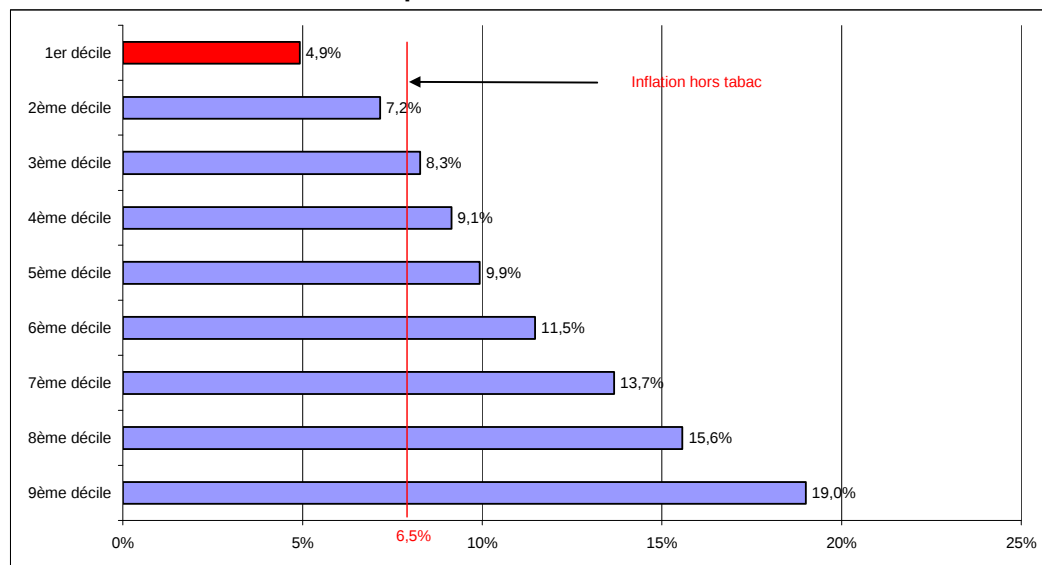
(14) Par exemple : infirmiers des services de l'Etat, de l'Education nationale ou de la Défense. Corps de techniciens.

(15) Dans l'édition précédente du Rapport annuel, les sous-officiers subalternes avaient été classés à tort parmi les employés et ouvriers de catégorie C.

(\*) La catégorie socioprofessionnelle, issue de SIASP-Insee, repose désormais sur la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, qui est la nomenclature de référence pour le suivi de l'emploi et des salaires à l'Insee

Note : Des modifications dans le traitement des données issues de SIASP conduisent à estimer des niveaux de salaire pour l'année 2010 légèrement révisés par rapport à ceux publiés dans l'édition 2012 du Rapport annuel.

**Figure 13. Distribution des évolutions de traitement indiciaire brut des agents titulaires civils des ministères et des établissements publics de l'État entre 2007 et 2011 en euros courants**

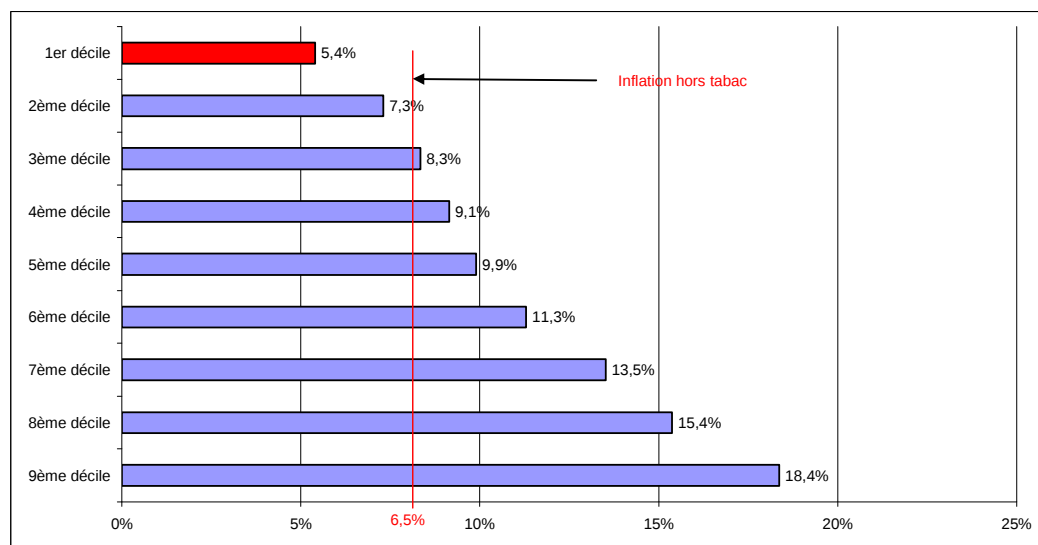


Source : SIASP, Insee. Traitement Insee-DGAFP, Département des études et des statistiques.

Champ : France entière. Agents titulaires civils des ministères et des établissements publics de l'Etat présents toute l'année en 2007 et 2011, dans le même ministère et ayant la même quotité de travail les deux années.

Note de lecture : 10 % des agents ont vu leur traitement indiciaire progresser de moins de 4,9 % ; 90 % des agents ont vu leur traitement indiciaire progresser de moins de 19,0 %.

**Figure 14. Distribution des évolutions de traitement indiciaire brut des agents titulaires civils des ministères entre 2007 et 2011 en euros courants**



Source : SIASP, Insee. Traitement Insee-DGAFP, Département des études et des statistiques.

Champ : France entière. Agents titulaires civils des ministères de l'Etat présents toute l'année en 2007 et 2011, dans le même ministère et ayant la même quotité de travail les deux années.

Note de lecture : 10 % des agents ont vu leur traitement indiciaire progresser de moins de 5,4 % ; 90 % des agents ont vu leur traitement indiciaire progresser de moins de 18,4 %.

Entre 2007 et 2011, la moitié des agents titulaires de la FPE (ministères et des établissements publics de l'État) présents toute l'année à la fois en 2007 et en 2011 chez le même employeur et travaillant selon la même quotité a bénéficié d'une augmentation de traitement brut indiciaire supérieure à 9,9 % en euros courants (voir figure 13). Aux deux extrémités de la distribution, 10 % des agents ont bénéficié d'une augmentation de moins de 4,9 %, tandis qu'à l'autre extrémité, 10 % des agents ont bénéficié d'une augmentation de plus de 19 %. Une fois déduite la hausse des prix à la consommation hors tabac de 6,5 % sur la période, le traitement brut indiciaire de 16,2 % des agents (soit un peu plus de 1 agent sur 6) a augmenté moins vite que les prix. Ces évolutions de traitement brut indiciaire sont moins favorables que celles constatées sur les périodes précédentes, en relation avec la stabilisation de la valeur du point.

## I.2 – LES ELEMENTS DE COMPARAISONS PUBLIC-PRIVE

### Précautions méthodologiques :

**La comparaison des salaires entre le secteur public et le secteur privé peut s'appuyer sur différents indicateurs tels que le SMPT ou le salaire minimum ainsi que la RMPP, cet indicateur étant désormais également calculé pour le secteur privé.**

La comparaison directe, que ce soit en niveau de salaire ou en évolution reste cependant délicate pour plusieurs raisons :

Les pratiques salariales des employeurs ne sont pas les mêmes, si bien que la composition des salaires bruts n'est pas directement comparable entre public et privé (en ce qui concerne les primes notamment). Il existe également une différence dans le passage du salaire brut au salaire net liée aux différences existant dans les taux de prélèvements sociaux sur les salaires bruts.

Ensuite, la comparaison directe des rémunérations moyennes entre public et privé reste délicate étant données les différences de caractéristiques entre les agents de la fonction publique et les salariés du privé :

- **la structure par catégorie socioprofessionnelle** diffère entre la fonction publique et le secteur privé : on compte davantage de cadres dans la fonction publique de l'État (FPE) et la fonction publique hospitalière (FPH) que dans la fonction publique territoriale (FPT) et le secteur privé ; davantage d'employés et ouvriers dans la FPT que dans le secteur hospitalier public.

- **l'ancienneté** : les salariés sont plus âgés en moyenne dans le public que dans le privé ; En outre, la courbe des salaires en fonction de l'ancienneté est plus marquée dans le privé (plus fortes croissances en début de carrière, stabilité ou même recul en fin de carrière) que dans le public.

- **la féminisation** (ou la masculinisation) plus ou moins marquée de certaines catégories socioprofessionnelles ;

- la proportion de **temps partiel** ou/et de temps non complet parmi les salariés n'est pas la même entre la fonction publique et le secteur privé.

**La comparaison des salaires entre secteurs public et privé constitue donc un exercice à considérer avec prudence. En effet, les écarts salariaux observés sont en grande partie attribuables aux différences entre les structures de qualification et d'âge des deux secteurs. Des analyses plus approfondies, notamment de type économétrique (« toutes choses égales par ailleurs »), sont nécessaires afin de prendre en compte au mieux ces effets de composition et de parvenir à des comparaisons plus robustes.**

**Néanmoins, afin de limiter les effets liés aux différences en matière de quotité travaillée entre fonction publique (voire entre versants de la fonction publique) et secteur privé, on présente dans l'exercice de comparaison qui suit des salaires exprimés en « équivalent temps plein (EQTP) annualisé ».**

**Enfin, les travaux menés par la Drees sur les professions de santé (médecins, personnel soignant/personnel non soignant) entre secteur hospitalier public et privé sont précieux, sachant qu'ils ont conduit à constituer des catégories socio-professionnelles spécifiquement appropriées à l'exercice.**

**Figure 15. Âge moyen comparé FPE / FPT / FPH / Privé au 31/12/2011**

| 31/12/2011            | FPE | FPT | FPH | 3 FP | Privé |
|-----------------------|-----|-----|-----|------|-------|
| Âge moyen (en années) | 42  | 44  | 41  | 42   | 40    |

Source : SIASP pour la fonction publique, Enquête emploi pour le secteur privé, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ 3FP : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière (hors COM et étranger).

Champ privé : France métropolitaine. Hors stagiaires et bénéficiaires de contrats aidés.

### ► Comparaison de la structure des effectifs par catégorie socioprofessionnelle

Dans le secteur privé, les niveaux de salaires sont traditionnellement ventilés par grandes catégories socioprofessionnelles sur la base de la nomenclature PCS de l'Insee (cadres, professions intermédiaires, employés et ouvriers, voir encadré 1).

#### Encadré 1. La catégorie socioprofessionnelle au sens de la PCS (Insee) dans SIASP

Le système d'information des agents des services publics (SIASP) produit par l'Insee doit permettre une meilleure comparabilité entre fonction publique et secteur privé, en s'appuyant sur la nomenclature PCS-Insee (nomenclature de référence pour le suivi de l'emploi et des salaires à l'Insee). Il faut toutefois préciser que la PCS-Insee recueillie dans les sources administratives pour les fonctions publiques territoriales et hospitalières peut poser des problèmes de qualité. L'utilisation de la PCS-Insee pour des comparaisons entre versants de la fonction publique reste tout de même peu fréquente. A cet égard, les travaux menés par la Drees pour la FPH ont conduit à constituer des catégories socioprofessionnelles spécifiques s'articulant au mieux avec les catégories hiérarchiques.

Dans la fonction publique, les niveaux de salaires sont traditionnellement ventilés par catégorie hiérarchique (A, B, C). Or, ces dernières catégories ne sont pas assimilables aux grandes catégories socioprofessionnelles utilisées dans le secteur privé, notamment sous l'effet des plans de requalifications intervenus depuis une dizaine d'années. Par exemple, certains corps de catégorie A sont classés dans les professions intermédiaires au sens de la PCS (Figure 16) et non parmi les cadres : c'est le cas notamment des professeurs des écoles, corps issu de celui des instituteurs (catégorie B).

**Figure 16. Répartition des agents de la FPE par PCS-Insee selon la catégorie hiérarchique au 31/12/2010 (en %)**

|                            | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C | Catégorie indéterminée (1) | Ensemble |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|----------------------------|----------|
| Cadres                     | 60,6        | 2,4         | 0,0         | 0,0                        | 34,6     |
| Professions intermédiaires | 38,9        | 73,0        | 2,3         | 0,1                        | 37,6     |
| Employés, ouvriers         | 0,5         | 24,6        | 97,7        | 68,6                       | 27,3     |
| PCS indéterminée           | 0,0         | 0,0         | 0,0         | 31,3                       | 0,5      |
| Total                      | 100,0       | 100,0       | 100,0       | 100,0                      | 100,0    |

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France entière. Emplois principaux, agents civils (hors militaires). Hors bénéficiaires d'emploi aidés.

(1) La qualité de la catégorie hiérarchique doit faire l'objet d'améliorations, en particulier pour les non-titulaires.

### Des structures de qualification sensiblement différentes dans les trois fonctions publiques

Les catégories (ou niveaux) hiérarchiques<sup>1</sup> de la fonction publique correspondent pour la catégorie A à des fonctions de conception, de direction et d'encadrement ; pour la catégorie B, à des fonctions d'application et de rédaction ; et pour la catégorie C, à des fonctions d'exécution.

Si dans les trois fonctions publiques réunies, près de trois agents sur dix appartiennent à la catégorie A, la part de cette catégorie est beaucoup plus forte dans la FPE que dans les deux autres versants : fin 2011, 53 % des agents appartiennent à cette catégorie dans la FPE (60 % hors militaires) contre 9 % dans la fonction publique territoriale et 29 % dans la fonction publique hospitalière, en y incluant les médecins. La catégorie A est prépondérante dans la fonction publique de l'État en raison du poids des enseignants. En effet, dans la FPE fin 2011, 98 % des enseignants sont de catégorie A contre 27 % des agents civils hors enseignants. Par rapport à 2000, la part des agents de catégorie A a progressé de 12 points dans ce versant. Cette évolution est en grande partie due au remplacement progressif du corps des instituteurs classé en catégorie B jusqu'en 1990, par le corps des professeurs des écoles, classé en A (voir encadré 2). La requalification des corps d'encadrement et d'application de la Police nationale de catégorie C en

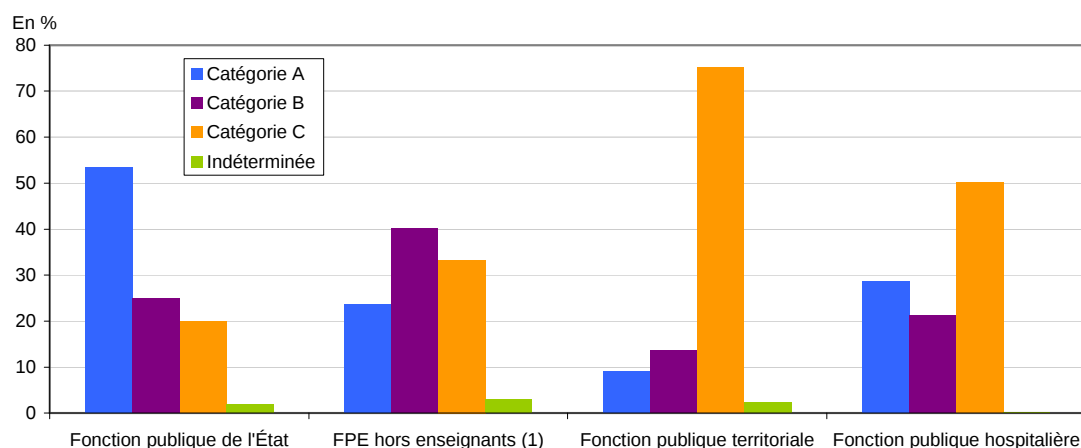
<sup>1</sup> La qualité de la catégorie hiérarchique doit encore faire l'objet d'améliorations dans la nouvelle source d'information assurant le suivi statistique des agents de la fonction publique, en particulier pour les non-titulaires.

catégorie B entre 2005 et 2006 contribue, quant à elle, à la baisse du poids de la catégorie C sur la période étudiée.

La part des agents relevant de la catégorie A a aussi progressé dans la FPH, avec une augmentation de 16 points entre 2000 et 2011. La fonction publique hospitalière a fait l'objet d'importantes mesures de revalorisation au cours des dix dernières années qui ont conduit à requalifier des corps de catégorie B en catégorie A. Les décisions prises dans le cadre du protocole d'accord du 14 mars 2001 conduisent à la requalification en catégorie A de personnels ou de corps classés auparavant en B (notamment, les infirmiers spécialisés<sup>2</sup>). Un nouveau protocole a été signé le 2 février 2010 qui s'est traduit par l'introduction dans la loi du 5 juillet 2010 d'un droit d'option pour les infirmiers diplômés d'État, entre la conservation de la catégorie active et le maintien dans un corps de catégorie B ou l'intégration dans un corps de catégorie A. Au terme des 6 mois pendant lesquels les infirmiers pouvaient exercer leur droit d'option, 52 % des infirmiers ont été intégrés dans le corps des infirmiers de soins généraux classé en catégorie A. Le corps des infirmiers diplômés d'État, classé en catégorie B, a été mis en extinction.

Cependant, les agents de la catégorie C restent plus nombreux dans la FPH et la FPT : plus de trois agents sur quatre dans la FPT et un agent sur deux dans la FPH. Dans les trois fonctions publiques réunies, près d'un agent sur deux appartient à la catégorie C.

**Figure 17. Répartition des effectifs physiques par catégorie hiérarchique dans chacun des trois versants de la fonction publique au 31 décembre 2011 en France (Métropole + DOM) (en %)**



Sources : SIASP, Insee. Traitement DGAFFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = Métropole + DOM (hors COM et étranger).

(1) Enseignants : professeurs de l'enseignement supérieur, professeurs agrégés, certifiés et assimilés, enseignants en coopération, chercheurs, professeurs des collèges et maîtres auxiliaires, instituteurs et assimilés, élèves enseignants. Hors chercheurs

**Figure 18. Répartition par catégorie hiérarchique des effectifs des trois fonctions publiques en 2000 et 2011**

|                                                        | Catégorie A |             | Catégorie B |             | Catégorie C |             | Catégorie indéterminée |            | Total        |              |
|--------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------------------|------------|--------------|--------------|
|                                                        | 2000        | 2011        | 2000        | 2011        | 2000        | 2011        | 2000                   | 2011       | 2000         | 2011         |
| <b>Fonction publique de l'État (ministères et Épa)</b> | <b>41,7</b> | <b>53,4</b> | <b>26,4</b> | <b>24,9</b> | <b>31,0</b> | <b>19,9</b> | <b>0,9</b>             | <b>1,8</b> | <b>100,0</b> | <b>100,0</b> |
| Agents civils                                          | 46,1        | 59,6        | 21,2        | 20,5        | 31,7        | 17,8        | 1,0                    | 2,1        | 100,0        | 100,0        |
| dont enseignants <sup>(1)</sup>                        | 83,1        | 97,7        | 16,8        | 2,2         | 0,0         | 0,0         | 0,1                    | 0,0        | 100,0        | 100,0        |
| hors enseignants                                       | 18,7        | 26,6        | 24,4        | 36,4        | 55,2        | 33,2        | 1,7                    | 3,9        | 100,0        | 100,0        |
| Militaires                                             | 12,7        | 13,0        | 61,2        | 53,4        | 26,1        | 33,5        | 0,0                    | 0,1        | 100,0        | 100,0        |
| <b>Fonction publique territoriale</b>                  | <b>7,9</b>  | <b>9,0</b>  | <b>13,4</b> | <b>13,5</b> | <b>78,8</b> | <b>75,1</b> | <b>0,0</b>             | <b>2,3</b> | <b>100,0</b> | <b>100,0</b> |
| <b>Fonction publique hospitalière</b>                  | <b>13,1</b> | <b>28,6</b> | <b>34,4</b> | <b>21,2</b> | <b>47,1</b> | <b>50,1</b> | <b>5,3</b>             | <b>0,1</b> | <b>100,0</b> | <b>100,0</b> |
| <b>Total</b>                                           | <b>26,4</b> | <b>33,0</b> | <b>24,2</b> | <b>20,2</b> | <b>48,0</b> | <b>45,1</b> | <b>1,5</b>             | <b>1,6</b> | <b>100,0</b> | <b>100,0</b> |
| dont civils non-enseignants                            | 13,0        | 19,3        | 22,7        | 21,9        | 62,4        | 56,7        | 2,0                    | 2,1        | 100,0        | 100,0        |

Source : FGE, Colter, DADS, SIASP, Insee; enquête SAE. Traitement DGAFFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = Métropole + DOM (hors COM et étranger).

(1) Enseignants : professeurs de l'enseignement supérieur, professeurs agrégés, certifiés et assimilés, enseignants en coopération, professeurs des collèges et maîtres auxiliaires, instituteurs et assimilés, élèves enseignants. Hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

<sup>2</sup> Infirmiers anesthésistes, infirmiers de bloc opératoire et puéricultrices.

## **Encadré 2. Les principales requalifications statutaires et indiciaires intervenues dans les trois versants de la fonction publique**

- Le corps des professeurs des écoles est créé par la loi d'orientation sur l'éducation n°89-486 du 10 juillet 1989, avec la création des IUFM dès le 1er septembre 1990 en remplacement des écoles de formation des maîtres qui formaient les instituteurs. Ces derniers ont eu, s'ils le souhaitaient, la possibilité de devenir professeurs des écoles par le biais d'un concours interne ou de promotions spécifiques puis du fait de l'ancienneté.

- Les corps actifs de la Police nationale – le corps d'encadrement et d'application, le corps de commandement et le corps de conception et de direction – ont connu une réforme profonde en 2004 et 2005 qui s'est traduite par la refonte complète des trois statuts particuliers concernés. Cette « réforme des corps et carrières » de la Police nationale comporte notamment le rehaussement des conditions de recrutement des gardiens de la paix et lieutenants de police qui s'accompagne d'une refonte de leur grille indiciaire. Ainsi, si l'on retient le niveau de recrutement pour le classement en catégorie hiérarchique comme cela est généralement le cas, le corps d'encadrement et d'application appartient à la catégorie B et le corps de commandement à la catégorie A.

- Les personnels de surveillance de l'administration pénitentiaire ont parallèlement connu une réforme statutaire et indiciaire. La grille du corps d'encadrement et d'application du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire, ainsi que celle du corps de commandement, ont été alignées sur celles des corps correspondants de la Police nationale. Cependant, contrairement à la Police nationale, le niveau de recrutement n'a pas été relevé et le concours externe reste ouvert aux titulaires d'un diplôme de niveau V (brevet des collèges) pour les surveillants, et aux titulaires d'un diplôme de niveau « bac+2 » pour les lieutenants pénitentiaires. Avec pour critère de classement le niveau de recrutement de l'agent, ces deux corps restent donc respectivement classés en catégories C et B.

- Le protocole d'accord du 2 février 2010 prévoit la mise en extinction progressive du corps des infirmiers diplômés d'État de catégorie statutaire B remplacé par le corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés classé en catégorie A. À compter du 1er décembre 2010, les nouveaux infirmiers sont directement recrutés dans le corps des infirmiers en soins généraux et spécialisés. Les agents appartenant au corps des infirmiers diplômés d'État, en fonction au 1er décembre 2010, ont pu opter soit pour la conservation de la catégorie active et le maintien dans le corps de catégorie B soit pour l'intégration dans le corps des infirmiers de soins généraux et spécialisés. À l'issue de la période pendant laquelle les infirmiers hospitaliers ont pu exercer leur droit d'option, 52 % d'entre eux ont choisi d'intégrer le corps classé en catégorie A, entraînant une modification de la répartition des agents par catégorie au sein de la FPH (la part des agents de catégorie A est ainsi passée de 18 % en 2010 à 29 % en 2011).

### **► Comparaison des niveaux de salaires moyens**

La figure 19 en termes de niveaux pour 2011 et d'évolution entre 2010 et 2011 et la figure 20 pour 2011 retracent les **salaires nets en équivalent temps plein annualisé** par catégorie socioprofessionnelle (PCS Insee).

La figure 21 permet ensuite de comparer pour chaque versant de la fonction publique ainsi que pour le privé. Pour la fonction publique, elle permet de comparer les salaires en EQTP annualisé (notamment par statut) avec les salaires à temps complet pour 2010 et 2011. Les salaires moyens des temps complets sont supérieurs aux salaires moyens par EQTP notamment car les personnels à temps partiel ou à « temps non complet » sont en moyenne moins qualifiés que les personnels à temps complet.

La figure 22 fait le lien avec les salaires nets antérieurement calculés à partir de sources statistiques hétérogènes et publiés dans les anciennes éditions du rapport annuel sur l'état de la fonction publique : il s'agit d'une part des salaires moyens entre 2006 et 2009 perçus par les seuls agents à temps complet de la FPT, des établissements publics de santé et du privé et d'autre part, les salaires traditionnellement calculés en EQTP annualisé pour la FPE.

**Figure 19. Salaires nets mensuels moyens (\*) par sexe et par catégorie socioprofessionnelle en 2011 (en euros courants)**

|                                | FPE (Ministères et établissements publics) |                |                | FPT            |                |                | Secteur hospitalier public |                |                | Secteur privé  |                |                |
|--------------------------------|--------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                | Femmes                                     | Hommes         | Ensemble       | Femmes         | Hommes         | Ensemble       | Femmes                     | Hommes         | Ensemble       | Femmes         | Hommes         | Ensemble       |
| <b>Année 2011</b>              | <b>2 270 €</b>                             | <b>2 670 €</b> | <b>2 434 €</b> | <b>1 734 €</b> | <b>1 944 €</b> | <b>1 823 €</b> | <b>2 072 €</b>             | <b>2 652 €</b> | <b>2 208 €</b> | <b>1 866 €</b> | <b>2 313 €</b> | <b>2 130 €</b> |
| PCS Cadres                     | 2 822 €                                    | 3 284 €        | 3 042 €        | 2 949 €        | 3 499 €        | 3 204 €        | 3 968 €                    | 5 060 €        | 4 527 €        | 3 363 €        | 4 302 €        | 3 988 €        |
| PCS Professions intermédiaires | 2 165 €                                    | 2 409 €        | 2 240 €        | 2 122 €        | 2 268 €        | 2 172 €        | 2 251 €                    | 2 377 €        | 2 271 €        | 2 011 €        | 2 309 €        | 2 182 €        |
| PCS Employés, ouvriers         | 1 743 €                                    | 2 085 €        | 1 903 €        | 1 523 €        | 1 719 €        | 1 609 €        | 1 644 €                    | 1 695 €        | 1 656 €        | 1 493 €        | 1 672 €        | 1 596 €        |
| <b>Evolution 2010/2011</b>     | <b>2,1%</b>                                | <b>1,9%</b>    | <b>2,0%</b>    | <b>1,3%</b>    | <b>1,5%</b>    | <b>1,3%</b>    | <b>1,6%</b>                | <b>1,3%</b>    | <b>1,5%</b>    | <b>2,7%</b>    | <b>2,2%</b>    | <b>2,3%</b>    |
| PCS Cadres                     | 3,0%                                       | 2,5%           | 2,9%           | 0,6%           | 0,3%           | 0,3%           | 0,5%                       | 0,0%           | 0,1%           | 1,7%           | 1,0%           | 1,0%           |
| PCS Professions intermédiaires | 2,2%                                       | 2,6%           | 2,3%           | 0,3%           | 1,2%           | 0,6%           | 1,8%                       | 2,7%           | 2,0%           | 1,5%           | 1,9%           | 1,8%           |
| PCS Employés, ouvriers         | 1,6%                                       | 0,4%           | 1,1%           | 0,8%           | 1,0%           | 0,9%           | 1,6%                       | 2,3%           | 1,7%           | 3,1%           | 3,2%           | 3,2%           |

Sources : DADS, SIASP, Insee. Traitement Insee, Drees, DGCL, département des études et des statistiques locales et DGAFF, département des études et des statistiques

Champ pour la fonction publique de l'État : France entière. Hors militaires, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

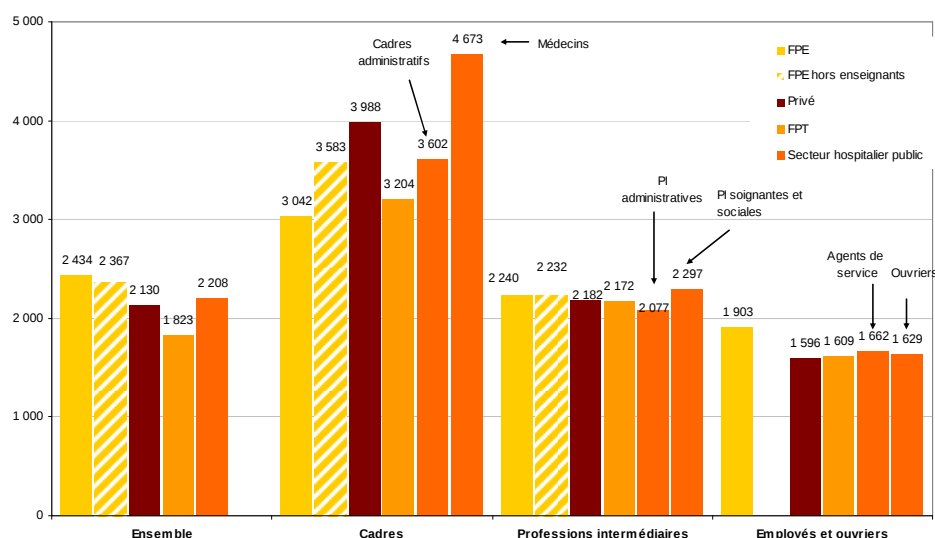
Champ pour la fonction publique territoriale : France entière. Hors assistants maternels et familiaux, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ pour le secteur hospitalier public : France entière. Hors bénéficiaires de contrats aidés, internes, externes, résidents.

Champ pour le privé : France entière. Salariés du privé et des entreprises publiques.

(\*) Exprimés en équivalent temps plein annualisé.

**Figure 20. Salaires nets mensuels moyens(\*) par catégorie socioprofessionnelle (PCS Insee) dans les trois versants de la fonction publique et dans le secteur privé en 2011 (en euros)**



Sources : DADS, SIASP, Insee. Traitement Insee, Drees, DGCL-Desl et DGAFF, Département des études et des statistiques.

Champ pour la fonction publique de l'État : France entière. Hors militaires, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ pour la fonction publique territoriale : France entière. Hors assistants maternels et familiaux, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ pour le secteur hospitalier public : France entière. Hors bénéficiaires de contrats aidés, internes, externes, résidents.

Champ pour le privé : France entière. Salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

(\*) Exprimés en équivalent temps plein annualisé.

**Figure 21. Comparaison des salaires nets mensuels moyens (\*) dans les trois versants de la fonction publique et le secteur privé (en euros courants)**

|                                                  | FPE (Ministères et établissements publics) |                | FPE (Ministères) |                | FPT            |                | Secteur hospitalier public |                | Privé          |                |
|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                  | 2010                                       | 2011           | 2010             | 2011           | 2010           | 2011           | 2010                       | 2011           | 2010           | 2011           |
| <b>Salaires en EQTP annualisé</b>                | <b>2 385 €</b>                             | <b>2 434 €</b> | <b>2 446 €</b>   | <b>2 485 €</b> | <b>1 799 €</b> | <b>1 823 €</b> | <b>2 175 €</b>             | <b>2 208 €</b> | <b>2 082 €</b> | <b>2 130 €</b> |
| Titulaires                                       | 2 539 €                                    | 2 586 €        | 2 513 €          | 2 556 €        | 1 863 €        | 1 886 €        | 2 009 €                    | 2 050 €        |                |                |
| Non-titulaires                                   | 1 860 €                                    | 1 989 €        | 1 907 €          | 1 933 €        | 1 603 €        | 1 622 €        | 1 512 €                    | 1 536 €        |                |                |
| Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>      | 2 211 €                                    | 2 238 €        | 2 208 €          | 2 234 €        | 1 868 €        | 1 818 €        | 5 058 €                    | 5 011 €        |                |                |
| <b>Hors bénéficiaires de contrats aidés</b>      | <b>2 407 €</b>                             | <b>2 467 €</b> | <b>2 447 €</b>   | <b>2 487 €</b> | <b>n.d.</b>    | <b>1 839 €</b> | <b>2 175 €</b>             | <b>2 208 €</b> | <b>n.d.</b>    | <b>n.d.</b>    |
| Bénéficiaires de contrats aidés                  | 1 199 €                                    | 1 150 €        | 1 239 €          | 1 267 €        | 1 147 €        | 1 159 €        |                            |                |                |                |
| <b>Salaires des Temps complets<sup>(2)</sup></b> | <b>2 450 €</b>                             | <b>2 497 €</b> | <b>2 479 €</b>   | <b>2 518 €</b> | <b>1 854 €</b> | <b>1 888 €</b> | <b>2 157 €</b>             | <b>2 202 €</b> | <b>n.d.</b>    | <b>n.d.</b>    |

Sources : DADS, SIASP, Insee. Traitement Insee, Drees, DGCL, département des études et des statistiques locales et DGAFF, département des études et des statistiques

Champ pour la fonction publique de l'État : France entière. Hors militaires, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ pour la fonction publique territoriale : France entière. Hors assistants maternels et familiaux, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ pour le secteur hospitalier public : France entière. Hors bénéficiaires de contrats aidés, internes, externes, résidents.

Champ pour le privé : France entière. Salariés du privé et des entreprises publiques, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

(1) La catégorie "autres catégories et statuts" recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

(2) Salaires des temps complets : le calcul des salaires moyens est effectué sur les seuls salariés à temps complet.

(\*) Exprimés en équivalent temps plein annualisé.

n.d. : non disponible

**Figure 22. Salaires nets moyens dans les trois fonctions publiques et le secteur privé de 2006 à 2009**  
(en euros courants)

|                                                                                  | FPE<br>(EQTP<br>annualisé) | FPT<br>(temps complet) | Etablissements<br>publics de<br>santé (temps<br>complet) | Secteur privé<br>et semi-public<br>(temps<br>complet) |
|----------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| <b>2009 Salaire moyen 2009</b>                                                   | <b>2 377 €</b>             | <b>1 830 €</b>         | <b>2 156 €</b>                                           | <b>2 094 €</b>                                        |
| Cadres                                                                           | 2 620 €                    | 3 179 €                | 4 659 €                                                  | 3 905 €                                               |
| <i>dont cadres hors enseignants</i>                                              | 3 799 €                    |                        |                                                          |                                                       |
| <i>dont médecins et pharmaciens</i>                                              |                            |                        | 4 889 €                                                  |                                                       |
| <i>dont cadres administratifs et de direction (hors médecins et pharmaciens)</i> |                            |                        | 3 537 €                                                  |                                                       |
| Professions intermédiaires                                                       | 2 096 €                    | 2 166 €                | 2 215 €                                                  | 2 120 €                                               |
| <i>P.I. soignants et sociaux</i>                                                 |                            |                        | 2 241 €                                                  |                                                       |
| <i>P.I. administratifs et techniciens</i>                                        |                            |                        | 2 036 €                                                  |                                                       |
| Employés, ouvriers                                                               | 1 743 €                    | 1 618 €                | 1 643 €                                                  | 1 555 €                                               |
| <i>dont : agents de service et employés administratifs</i>                       |                            | 1 592 €                | 1 653 €                                                  |                                                       |
| <i>ouvriers</i>                                                                  |                            | 2 006 €                | 1 599 €                                                  |                                                       |
| <b>2008 Salaire moyen 2008</b>                                                   | <b>2 328 €</b>             | <b>1 744 €</b>         | <b>2 158 €</b>                                           | <b>2 069 €</b>                                        |
| Cadres                                                                           | 2 587 €                    | 3 120 €                | 4 713 €                                                  | 4 083 €                                               |
| <i>dont cadres hors enseignants</i>                                              | 3 707 €                    |                        |                                                          |                                                       |
| <i>dont médecins et pharmaciens</i>                                              |                            |                        | 4 920 €                                                  |                                                       |
| <i>dont cadres administratifs et de direction (hors médecins et pharmaciens)</i> |                            |                        | 3 578 €                                                  |                                                       |
| Professions intermédiaires                                                       | 2 041 €                    | 2 016 €                | 2 205 €                                                  | 2 068 €                                               |
| <i>P.I. soignants et sociaux</i>                                                 |                            |                        | 2 231 €                                                  |                                                       |
| <i>P.I. administratifs et techniciens</i>                                        |                            |                        | 2 015 €                                                  |                                                       |
| Employés, ouvriers                                                               | 1 685 €                    | 1 543 €                | 1 622 €                                                  | 1 487 €                                               |
| <i>dont : agents de service et employés administratifs</i>                       |                            |                        | 1 632 €                                                  |                                                       |
| <i>ouvriers</i>                                                                  |                            |                        | 1 575 €                                                  |                                                       |
| <b>2007 Salaire moyen 2007</b>                                                   | <b>2 244 €</b>             | <b>1 706 €</b>         | <b>2 128 €</b>                                           | <b>1 997 €</b>                                        |
| Cadres                                                                           | 2 525 €                    | 3 082 €                | 4 713 €                                                  | 3 997 €                                               |
| <i>dont cadres hors enseignants</i>                                              | 3 625 €                    |                        |                                                          |                                                       |
| <i>dont médecins et pharmaciens</i>                                              |                            |                        | 4 656 €                                                  |                                                       |
| <i>dont cadres administratifs et de direction (hors médecins et pharmaciens)</i> |                            |                        | 3 534 €                                                  |                                                       |
| Professions intermédiaires                                                       | 1 998 €                    | 1 987 €                |                                                          | 2 017 €                                               |
| <i>P.I. soignants et sociaux</i>                                                 |                            |                        | 2 203 €                                                  |                                                       |
| <i>P.I. administratifs et techniciens</i>                                        |                            |                        | 2 027 €                                                  |                                                       |
| Employés, ouvriers                                                               | 1 612 €                    | 1 508 €                |                                                          | 1 433 €                                               |
| <i>dont : agents de service et employés administratifs</i>                       |                            |                        | 1 650 €                                                  |                                                       |
| <i>ouvriers</i>                                                                  |                            |                        | 1 667 €                                                  |                                                       |
| <b>2006 Salaire moyen 2006</b>                                                   | <b>2 181 €</b>             | <b>1 663 €</b>         | <b>2 071 €</b>                                           | <b>1 938 €</b>                                        |
| Cadres                                                                           | 2 503 €                    | 2 963 €                | 4 041 €                                                  | 3 852 €                                               |
| <i>dont cadres hors enseignants</i>                                              | 3 529 €                    |                        |                                                          |                                                       |
| <i>dont médecins et pharmaciens</i>                                              |                            |                        | 4 098 €                                                  |                                                       |
| <i>dont cadres administratifs et de direction (hors médecins et pharmaciens)</i> |                            |                        | 3 439 €                                                  |                                                       |
| Professions intermédiaires                                                       | 1 938 €                    | 1 943 €                | 2 140 €                                                  | 1 965 €                                               |
| Employés, ouvriers                                                               | 1 542 €                    | 1 464 €                | 1 565 €                                                  | 1 398 €                                               |

Sources : fichier général de l'État (FGE), DADS, SIASP, Insee. Traitement Insee, Drees et DGAFP, département des études et des statistiques

Champ pour la fonction publique de l'État : France métropolitaine, agents des ministères civils de l'État, titulaires et non-titulaires. Sont inclus les enseignants des établissements d'enseignement privé sous contrat, ainsi que les emplois-jeunes de la Police nationale et de la Justice. Sont exclus les agents en congé de fin d'activité, les salariés des établissements publics (notamment les emplois-jeunes en poste dans les établissements d'enseignement), ainsi que les fonctionnaires de la Poste et de France Télécom.

Champ pour les établissements publics de santé : France entière, salariés à temps complet ayant exercé dans un établissement du secteur public ayant une activité économique principale hospitalière, hors apprentis et stagiaires.

Cadres : médecins et pharmaciens hors internes, externes et résidents, cadres de direction administrative. Professions intermédiaires : infirmiers, sages-femmes, techniciens médicaux, assistantes sociales, éducateurs spécialisés. Employés, ouvriers : agents de services hospitaliers, aides-soignants, ambulanciers.

Champ pour la fonction publique territoriale : France entière, salariés à temps complet des collectivités territoriales.

Champ pour le secteur privé : France entière, salariés à temps complet du secteur privé et semi-public hors secteur agricole et des services à la personne.

## ► Distribution des salaires

La distribution des salaires mensuels nets constitue également une donnée de comparaison des rémunérations entre secteur public et secteur privé.

Comme pour l'étude des moyennes, les différents effets de structure sont à prendre en compte dans les comparaisons. La dispersion des salaires nets est, d'après le rapport entre le dernier et le premier décile, inférieure dans la fonction publique par rapport au secteur privé. C'est dans la fonction publique territoriale qu'elle est la plus faible.

**Figure 23. Distribution des salaires nets mensuels en EQTP annualisé en 2011 (en euros)**

|                       | FPE (Ministères et établissements publics) | FPT        | SHP        | Secteur privé |
|-----------------------|--------------------------------------------|------------|------------|---------------|
| <b>1er décile =D1</b> | 1 458                                      | 1 274      | 1 382      | 1 170         |
| <b>2e décile =D1</b>  | 1 743                                      | 1 376      | 1 514      | 1 305         |
| <b>3e décile =D1</b>  | 1 921                                      | 1 459      | 1 635      | 1 428         |
| <b>4e décile =D1</b>  | 2 076                                      | 1 540      | 1 754      | 1 559         |
| <b>5e décile =D5</b>  | 2 236                                      | 1 636      | 1 883      | 1 712         |
| <b>6e décile =D5</b>  | 2 412                                      | 1 751      | 2 042      | 1 902         |
| <b>7e décile =D5</b>  | 2 636                                      | 1 905      | 2 268      | 2 156         |
| <b>8e décile =D5</b>  | 2 966                                      | 2 133      | 2 583      | 2 569         |
| <b>9e décile =D9</b>  | 3 538                                      | 2 573      | 3 151      | 3 400         |
| <b>D9/D1</b>          | <b>2,4</b>                                 | <b>2,0</b> | <b>2,3</b> | <b>2,9</b>    |

Source : SIASP, DADS, Insee.

Champ FPE : France entière. Agents civils des ministères.

Champ FPT : France entière. Salariés des collectivités territoriales.

Champ Etablissements publics de santé : France entière. Salariés ayant exercé dans un établissement ayant une activité économique principale hospitalière (APET 8610Z ou catégorie juridique 7364).

Champ secteur privé : France entière. Salariés du secteur privé et semi-public hors secteur agricole et services à la personne.

Lecture : en 2011, 10 % des agents civils de la fonction publique de l'Etat ont perçu un salaire net en équivalent temps plein annualisé inférieur à 1 458 €. Leur salaire médian net s'est élevé à 2 236 €.

## ► Indicateurs d'évolution des rémunérations

**Figure 24. Evolution du salaire moyen par tête (SMPT) en euros courants dans les trois versants de la fonction publique et dans le secteur privé en 2011 (en %)**

|                  | FPE | FPT | Etablissements publics de santé | Secteur privé et semi-public |
|------------------|-----|-----|---------------------------------|------------------------------|
| <b>SMPT brut</b> | 2,2 | 1,5 | 1,8                             | 2,4                          |
| <b>SMPT net</b>  | 2,0 | 1,3 | 1,5                             | 2,3                          |

Source : fichier général de l'État (FGE), DADS, SIASP, Insee, Drees. Traitement Insee, Drees, DGCL, département des études et des statistiques locales et DGAFF, département des études et des statistiques.

Champ FPE : France métropolitaine jusqu'en 2009, France entière à partir de 2010. Hors militaires, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ FPT : France entière. Salariés à temps complet des collectivités locales jusqu'en 2008, en équivalent temps plein annualisé à partir de 2009. Hors assistants maternels et familiaux, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ SHP : France entière. Salariés à temps complet jusqu'en 2008, en équivalent temps plein annualisé à partir de 2009. Hors bénéficiaires de contrats aidés, internes, externes, résidents.

Champ secteur privé et semi-public : France entière. Salariés en EQTP annualisé du privé et des entreprises publiques. Extrait de l'Insee première N° 1471

**Figure 25. Evolution de la rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) en euros courants dans les trois versants de la fonction publique et dans le secteur privé en 2011 (en %)**

|                   | FPE | FPT | Etablissement s publics de santé | Secteur privé et semi-public |
|-------------------|-----|-----|----------------------------------|------------------------------|
| <b>RMPP brute</b> | 3,2 | 2,5 | 3,6                              | nd                           |
| <b>RMPP nette</b> | 3,0 | 2,3 | 3,3                              | 4,1                          |

Source : fichier général de l'État (FGE), DADS, SIASP, Insee, Drees. Traitement Insee, Drees, DGCL, département des études et des statistiques locales et DGAFF, département des études et des statistiques.

Champ FPE : France entière. Hors militaires, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ FPT : France entière. Hors assistants maternels et familiaux, y compris bénéficiaires de contrats aidés.

Champ SHP : France entière. Hors bénéficiaires de contrats aidés, internes, externes, résidents.

Champ secteur privé et semi-public : France entière. Salariés en EQTP annualisé du privé et des entreprises publiques. Extrait de l'Insee première N° 1471



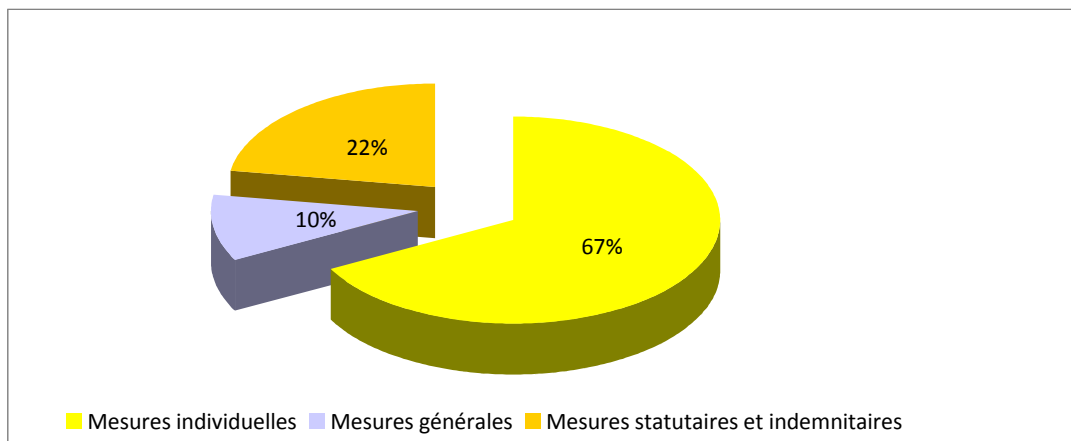
## **II. LE BILAN DES MESURES GENERALES DE POLITIQUE SALARIALE**

L'évolution de la rémunération des fonctionnaires dépend :

- des mesures d'avancement individuelles ou glissement vieillesse technicité (GVT positif) ;
- des mesures portant sur la valeur du point ;
- des mesures statutaires et indemnitaires ;

A titre d'exemple, les éléments existants et relatifs à la fonction publique de l'Etat sont les suivants :

**Figure 26. Ventilation des facteurs de progression des rémunérations par type de mesure en 2012 (hors heures supplémentaires et rachat de jours de CET)**



Source : Direction du Budget - RAP.

🔗 **Les mesures individuelles** s'appliquent aux agents par référence à leurs caractéristiques personnelles. Cette notion renvoie à la notion de « glissement vieillesse technicité » (GVT) positif.

Elles se décomposent en :

- mesures automatiques qui peuvent être assimilées à la part « vieillesse » du GVT positif ;  
*ex : changement d'échelon.*
- mesures non automatiques que les collectivités publiques et les ministères peuvent piloter chaque année en fonction de leur politique de gestion des ressources humaines.  
*ex : changement de grade ou de corps.*

Concernant la fonction publique de l'Etat, la croissance du GVT positif est de l'ordre de 2% en moyenne annuelle. En 2011, le GVT positif a entraîné une progression de la masse salariale de 1,4 milliards d'euros.

🔗 **Les mesures portant sur la valeur du point** concernent tout ou partie des agents.

*ex : revalorisation du point fonction publique (la dernière revalorisation de 0,5 % est intervenue le 1<sup>er</sup> juillet 2010) ou attribution de points d'indice majorés sur tout ou partie de la grille indiciaire (attribution ciblée de points d'indice majorés au 1<sup>er</sup> janvier 2013).*

Une hausse de 1 % de la valeur du point fonction publique représente une dépense d'environ 1,8 Md€ pour les trois fonctions publiques, dont 780 M€ pour la fonction publique de l'Etat.

🔗 **Les mesures statutaires et indemnitaires** s'appliquent à une certaine catégorie de personnels désignée par son statut ou son métier.

Elles jouent soit sur la structure ou le niveau de la grille indiciaire, soit sur les indemnités, soit sur le niveau des emplois :

- les mesures statutaires de revalorisation indiciaire :
  - Poursuite des adhésions des corps et cadres d'emplois de la catégorie B des trois fonctions publiques au « Nouvel Espace Statutaire » (NES), notamment des corps sociaux (2012 et 2013) et des contrôleurs du travail (2013).
  - Revalorisation des corps sociaux de catégorie A (IB terminal 730- IM 604).
  - Revalorisation du corps d'encadrement et d'application du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 et du 1<sup>er</sup> janvier 2015 (Décret n°

2013-1256 du 27 décembre 2013 modifiant le décret n° 2006-441 du 14 avril 2006 portant statut particulier des corps du personnel de surveillance de l'administration pénitentiaire et décret n° 2013-1257 du 27 décembre 2013 modifiant le décret n° 2010-1641 du 23 décembre 2010 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels placés sous statut spécial des services déconcentrés de l'administration pénitentiaire).

▪ Revalorisation des grilles de rémunération des corps et cadres d'emplois de catégorie C des trois versants de la fonction publique (1,6 millions d'agents concernés - décrets du 29 janvier 2014 publiés au Journal officiel du 31 janvier 2014). Applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2014, la création au sein des échelles 4 et 5 d'un douzième échelon et un neuvième échelon en échelle 6 s'accompagne d'un nouvel échelonnement indiciaire et d'une revalorisation des IM terminaux de chaque échelle de rémunération. L'IB terminal de l'échelle 6 est ainsi porté à 537 (IM 457). Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, chaque échelon sera doté de 5 points d'indices majorés supplémentaires. L'IB terminal de l'échelle 6 sera alors fixé à 543 (IM 462).

- les mesures indemnitaires :

▪ Création d'une indemnité de suivi et d'accompagnement des élèves au bénéfice des personnels enseignants du premier degré.

▪ Création d'une indemnité de responsabilités et de performance allouée aux fonctionnaires du corps de commandement de la police nationale ;

▪ Harmonisation et convergence des montants de l'indemnité spécifique de service servie aux corps techniques de la catégorie B en conséquence de la fusion de certains corps techniques et de leur adhésion au nouvel espace statutaire.

- les autres mesures statutaires portant sur le niveau des emplois :

*Les corps d'infirmiers de la fonction publique de l'Etat ont bénéficié en 2012 de la réforme appliquée en 2010 aux corps infirmiers de la fonction publique hospitalière.*

*Si le corps ou les emplois étaient classés en catégorie active, un droit d'option pouvait être exercé pour conserver la catégorie active et être reclassé dans un corps de catégorie B bénéficiant du NES ou pour perdre le bénéfice de la catégorie active et être reclassé dans un corps revalorisé de catégorie A (2 grades - IB terminal 730 au 1er juillet 2015).*

*Si le corps ou les emplois n'étaient pas classés en catégorie active, le reclassement dans un corps revalorisé de catégorie A a été automatique (3 grades - IB terminal 730 au 1er juillet 2015).*

## II.1 - BILAN DES MESURES PORTANT SUR LA VALEUR DU POINT

**Figure 27. Bilan de la valeur du point d'indice dans les trois fonctions publiques**

| Années | Date                     | Ampleur | Valeur de l'indice 100 (€) | Points uniformes | Observations                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|--------|--------------------------|---------|----------------------------|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1998   | 1 <sup>er</sup> avril    | 0,80%   | 5 004,60                   |                  | Années couvertes par l'accord salarial du 10 février 1998                                                                                                                                                                                                                                             |
|        | 1 <sup>er</sup> juillet  |         |                            | 1 à 2            | Attribution de 2 points jusqu'à l'IM 316 et 1 point jusqu'à l'IM 412                                                                                                                                                                                                                                  |
|        | 1 <sup>er</sup> novembre | 0,50%   | 5 029,29                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 1999   | 1 <sup>er</sup> avril    | 0,50%   | 5 054,45                   | 1                | Attribution d'un point uniforme                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|        | 1 <sup>er</sup> juillet  |         |                            | 1 à 2            | Attribution de 2 points jusqu'à l'IM 294 et 1 point jusqu'à l'IM 374 (1)                                                                                                                                                                                                                              |
|        | 1 <sup>er</sup> décembre | 0,80%   | 5 094,69                   | 1                | Attribution d'un point uniforme                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 2000   | 1 <sup>er</sup> décembre | 0,50%   | 5 120,15                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 2001   | 1 <sup>er</sup> mai      | 0,50%   | 5 145,76                   | 1 à 5            | Attribution de 5 points jusqu'à l'IM 254, 4 points jusqu'à l'IM 263, 3 points jusqu'à l'IM 275, 2 points jusqu'à l'IM 321, 1 point jusqu'à l'IM 350.                                                                                                                                                  |
|        | 1 <sup>er</sup> juillet  |         |                            | 1 à 3            | Attribution de 3 points jusqu'à l'IM 259, 2 points jusqu'à l'IM 261, 1 point jusqu'à l'IM 263                                                                                                                                                                                                         |
|        | 1 <sup>er</sup> novembre | 0,70%   | 5 181,74                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 2002   | 1 <sup>er</sup> mars     | 0,60%   | 5 212,84                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|        | 1 <sup>er</sup> décembre | 0,70%   | 5 249,33                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 2004   | 1 <sup>er</sup> janvier  | 0,50%   | 5 275,58                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|        | 1 <sup>er</sup> juillet  |         |                            | 1 à 2            | Attribution de 2 points jusqu'à l'IM 261 et 1 point à l'IM 262                                                                                                                                                                                                                                        |
| 2005   | 1 <sup>er</sup> février  | 0,50%   | 5 301,96                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|        | 1 <sup>er</sup> juillet  | 0,50%   | 5 328,47                   | 1 à 12           | Attribution de points d'indice : 12 points jusqu'à l'IM 263, 11 points à l'IM 264, 10 points à l'IM 265, 9 points à l'IM 266, 8 points à l'IM 267, 7 points à l'IM 268, 6 points à l'IM 269, 5 points à l'IM 270, 4 points à l'IM 271, 3 points à l'IM 272, 2 points à l'IM 273 et 1 point à l'IM 274 |
|        | 1 <sup>er</sup> novembre | 0,80%   | 5 371,10                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 2006   | 1 <sup>er</sup> juillet  | 0,50%   | 5 397,95                   | 1 à 4            | Attribution de points d'indice : 4 points jusqu'à l'IM 275, 3 points à l'IM 276, 2 points à l'IM 277, 1 point à l'IM 278                                                                                                                                                                              |
|        | 1 <sup>er</sup> novembre |         |                            | 1                | Attribution d'1 point uniforme                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| 2007   | 1 <sup>er</sup> février  | 0,80%   | 5 441,13                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|        | 1 <sup>er</sup> juillet  |         |                            | 1 à 3            | Attribution de points d'indice : 3 points jusqu'à l'IM 280, 2 points à l'IM 281, 1 point à l'IM 282                                                                                                                                                                                                   |
| 2008   | 1 <sup>er</sup> mars     | 0,50%   | 5 468,34                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|        | 1 <sup>er</sup> mai      |         |                            | 1 à 5            | L'indice minimum de la fonction publique est porté à l'IM 288. Attribution supplémentaire de points d'indice différenciés : 5 points jusqu'à l'IM 283, 4 points à l'IM 284, 3 points à l'IM 285, 2 points à l'IM 286 et 1 point à l'IM 287.                                                           |
|        | 1 <sup>er</sup> juillet  |         |                            | 1 à 2            | Attribution de points d'indice : 2 jusqu'à l'IM 288, 1 à l'IM 289.                                                                                                                                                                                                                                    |
|        | 1 <sup>er</sup> octobre  | 0,30%   | 5 484,75                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 2009   | 1 <sup>er</sup> juillet  | 0,50%   | 5 512,17                   | 1 à 2            | Attribution de points d'indice : 2 jusqu'à l'IM 292, 1 à l'IM 293 et à l'IM 294.                                                                                                                                                                                                                      |
|        | 1 <sup>er</sup> octobre  | 0,30%   | 5 528,71                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 2010   | 1 <sup>er</sup> juillet  | 0,50%   | 5 556,35                   |                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| 2011   | 1 <sup>er</sup> janvier  | 0,00%   | 5 556,35                   | 1 à 3            | Attribution de points d'indice : 3 jusqu'à l'IM 295, 2 à l'IM 296, 1 à l'IM 297 et 1 à l'IM 298.                                                                                                                                                                                                      |
| 2012   | 1 <sup>er</sup> janvier  | 0,00%   | 5 556,35                   | 1 à 7            | Attribution de points d'indice : 7 points de l'IM 295 à l'IM 299, 6 points à l'IM 300, 5 points à l'IM 301, 4 points à l'IM 302, 3 points à l'IM 303, 2 points aux IM 304 et 305, 1 point à l'IM 306                                                                                                  |
|        | 1 <sup>er</sup> juillet  | 0,00%   | 5 556,35                   | 1 à 6            | Attribution de points d'indice : 6 points de l'IM 302 à l'IM 308, 5 points à l'IM 309, 4 points à l'IM 310 et 311, 3 points à l'IM 312 et 313, 2 points à l'IM 314, 1 point à l'IM 315                                                                                                                |
| 2013   | 1 <sup>er</sup> janvier  | 0,00%   | 5 556,35                   | 1 à 6            | Attribution de points d'indice : 1 point de l'IM 308 à l'IM 313.                                                                                                                                                                                                                                      |

Source : DGAFP. Extrait du rapport annuel sur l'état de la fonction publique, édition 2013.

(1) Valeur des indices majorés à la signature de l'accord.

**Figure 28. Coût pour l'Etat des mesures portant sur la valeur du point depuis 2001**

|                                                                                         | 2001  | 2002  | 2003  | 2004  | 2005  | 2006 | 2007  | 2008  | 2009 <sup>(3)</sup> | 2010  | 2011 <sup>(4)</sup> | 2012 | 2013 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|-------|---------------------|-------|---------------------|------|------|
| Dépenses indexées sur le point en Mds d'euros (budgets en exécution, hors pensions) (1) | 79    | 82    | 83    | 83    | 85    | 84   | 84    | 83    | 86                  | 86    | 84,5                | 84,5 | 84,5 |
| Variation annuelle du point en %                                                        | 0,91  | 1,31  | 0,74  | 0,5   | 0,84  | 1,21 | 0,98  | 0,56  | 0,63                | 0,73  | 0,25                | 0    | 0    |
| Coût de la variation du point en Mds d'euros (2)                                        | 0,984 | 1,484 | 0,852 | 0,416 | 0,745 | 1,04 | 0,833 | 0,464 | 0,542               | 0,628 | 0,21125             | 0    | 0    |

Source : Direction du Budget.

(1) Les pensions ne sont plus indexées sur le point depuis 2004.

(2) Les seules variations du point sont prises en compte (hors attribution de points uniformes).

(3) Y compris à partir de 2009 les universités ayant accédé au régime des compétences élargies et les établissements publics à caractère scientifique et technique.

(4) Les données 2011 (données exécutées) sont présentées hors universités. Le coût de la variation du point correspond à l'extension année pleine des variations intervenues en 2010.

## II.2 – COMPARAISON DU MINIMUM DE TRAITEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU SMIC

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le minimum de traitement de la fonction publique est fixé à l'indice majoré 309. Le traitement brut mensuel correspondant s'établit ainsi à 1 430,76 euros depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

La cohérence entre le minimum de traitement mensuel brut de la fonction publique et le SMIC brut mensuel (1 445,38 euros depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014) a été assurée via le versement d'une indemnité différentielle.

Par ailleurs, depuis le 1<sup>er</sup> février 2014, les grilles des agents de catégorie C ont été réévaluées, portant ainsi l'indice minimum de la catégorie C à l'indice majoré 316, soit au-dessus de l'indice correspondant au minimum de traitement de la fonction publique.

**Figure 29. Comparaison du minimum de traitement de la fonction publique et du Smic depuis 1998 (en euros)**

| Date                          | Salaire minimum interprofessionnel de croissance |                                       |                                      | Minimum de traitement de la fonction publique (2) |                                       |                                      | Ecart sur le net |
|-------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------|
|                               | Taux horaire<br>(en euros)                       | Montant<br>mensuel brut<br>(en euros) | Montant<br>mensuel net<br>(en euros) | Indice majoré                                     | Montant<br>mensuel brut<br>(en euros) | Montant<br>mensuel net<br>(en euros) |                  |
| 1 <sup>er</sup> janvier 1998  | 6,01                                             | 1 015,87 (1)                          | 807,51 (1)                           | 233                                               | 964,00 (3)                            | 815,06                               |                  |
| 1 <sup>er</sup> juillet 1998  | 6,13                                             | 1 036,22 (1)                          | 821,10 (1)                           | 233                                               | 1 015,87(4)                           | 862,99                               | 6,9%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 1999  | 6,13                                             | 1 036,22 (1)                          | 818,51 (1)                           | 249                                               | 1 038,46                              | 878,01                               | 6,9%             |
| 1 <sup>er</sup> juillet 1999  | 6,21                                             | 1 049,11 (1)                          | 828,69 (1)                           | 249                                               | 1 038,58                              | 882,34                               | 7,8%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2000  | 6,21                                             | 1 049,11 (1)                          | 828,69 (1)                           | 252                                               | 1 061,44                              | 897,46                               | 8,3%             |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2000  | 6,41                                             | 1 082,60 (1)                          | 855,14 (1)                           | 253                                               | 1 074,13                              | 908,18                               | 9,6%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2001  | 6,41                                             | 1 082,60 (1)                          | 836,34 (1)                           | 253                                               | 1 074,13                              | 906,65                               |                  |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2001  | 6,41                                             | 1 082,60 (1)                          | 836,34 (1)                           | 253                                               | 1 082,60 (4)                          | 916                                  | 7,1%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2002  | 6,67                                             | 1 126,40 (1)                          | 890,98 (1)                           | 253                                               | 1 079,50 (3)                          | 912,72                               |                  |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2002  | 6,67                                             | 1 126,40 (1)                          | 890,98 (1)                           | 253                                               | 1 082,60 (4)                          | 915,58                               | 9,5%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2003  | 6,67                                             | 1 011,64                              | 801,22                               | 261                                               | 1 119,20 (3)                          | 946,29                               |                  |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2003  | 6,67                                             | 1 011,64                              | 801,22                               | 261                                               | 1 126,40 (4)                          | 952,93                               | 7,0%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2004  | 6,83                                             | 1 035,88                              | 819,38                               | 261                                               | 1 127,03                              | 952,9                                | 18,9%            |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2004  | 6,83                                             | 1 035,88                              | 816,27                               | 261                                               | 1 133,79                              | 958,62                               | 17,0%            |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2005  | 6,83                                             | 1 035,88                              | 816,27                               | 261                                               | 1 141,72                              | 965,32                               | 18,3%            |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2005  | 7,19                                             | 1 090,51                              | 859,32                               | 261                                               | 1 141,72                              | 965,32                               | 12,3%            |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2006  | 7,19                                             | 1 090,51                              | 859,32                               | 261                                               | 1 147,43                              | 970,15                               | 12,9%            |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2006  | 7,61                                             | 1 153,76                              | 912,73                               | 263                                               | 1 156,23                              | 975,73                               | 6,9%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2007  | 8,03                                             | 1 217,88                              | 959,71                               | 275                                               | 1 221,11                              | 1 030,49                             | 7,4%             |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2007  | 8,27                                             | 1 254,28                              | 984,61                               | 279                                               | 1 255,02                              | 1 059,11                             | 7,6%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2008  | 8,44                                             | 1 280,07                              | 1 005,07                             | 283                                               | 1 283,20                              | 1 080,90                             | 7,5%             |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2008  | 8,63                                             | 1 308,88                              | 1 027,99                             | 288                                               | 1 312,40                              | 1 107,54                             | 7,7%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2009  | 8,71                                             | 1 321,05                              | 1 036,37                             | 290                                               | 1 321,51                              | 1 103,05                             | 6,4%             |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2009  | 8,82                                             | 1 337,70                              | 1 050,63                             | 292                                               | 1 341,29                              | 1 131,91                             | 7,7%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2010  | 8,86                                             | 1 343,77                              | 1 056,24                             | 292                                               | 1 345,32                              | 1 135,32                             | 7,5%             |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2010  | 8,86                                             | 1 343,77                              | 1 056,24                             | 292                                               | 1 352,05                              | 1 140,99                             | 8,0%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2011  | 9,00                                             | 1 365,00                              | 1 072,07                             | 295                                               | 1 365,94                              | 1 149,03                             | 7,2%             |
| 1 <sup>er</sup> décembre 2011 | 9,19                                             | 1 393,82                              | 1 094,71                             | 295                                               | 1 365,94                              | 1 149,03                             | 5,0%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2012  | 9,22                                             | 1 398,37                              | 1 096,94                             | 302                                               | 1 398,35                              | 1 171,12                             | 6,8%             |
| 1 <sup>er</sup> juillet 2012  | 9,40                                             | 1 425,67                              | 1 118,36                             | 308                                               | 1 426,13                              | 1 194,38                             | 6,8%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2013  | 9,43                                             | 1 430,22                              | 1 120,43                             | 309                                               | 1 430,76                              | 1 192,37                             | 6,4%             |
| 1 <sup>er</sup> janvier 2014  | 9,53                                             | 1 445,38                              | 1 128,00                             | 309                                               | 1 430,76                              | 1 187,53                             | 5,3%             |

Source : DGAFP, département des études et des statistiques.

(1) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, le SMIC est calculé sur la base de 35 heures hebdomadaires (151,67 h mensuelles). Il était précédemment calculé sur une base hebdomadaire de travail de 39 h (169 h mensuelles).

(2) Traitement minimum des agents titulaires, en 3<sup>ème</sup> zone d'indemnité de résidence (taux à 0%).

(3) Hors indemnité différentielle instituée à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1991.

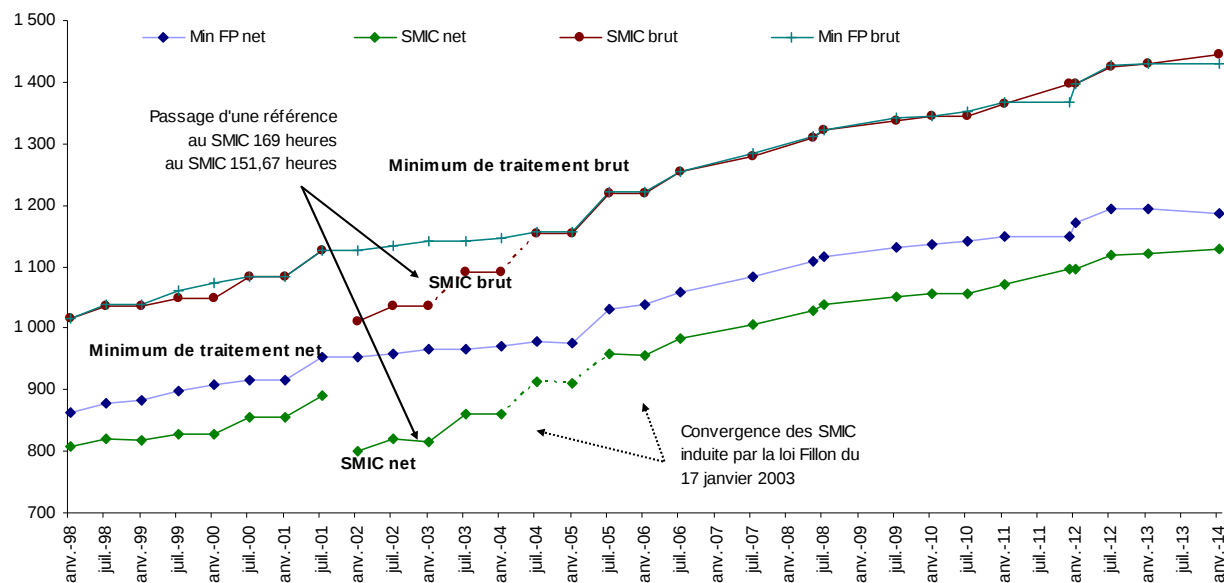
(4) Compte tenu de l'indemnité différentielle.

(5) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, le taux pour pension est de 8,39%.

Note de lecture : Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le minimum de traitement de la fonction publique net est supérieur de 5,3 % au SMIC net.

**Figure 30. Évolution du minimum de traitement (brut et net) de la fonction publique et du Smic (brut et net) de référence**

en euros



Source : DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ pour le SMIC : secteur privé.

Champ pour le minimum de traitement de la fonction publique : fonction publique de l'État, fonction publique territoriale, fonction publique hospitalière.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, l'écart entre le montant du SMIC net et le minimum de traitement est de 5,3 %. Ainsi, le salaire net minimal de la fonction publique est supérieur à celui du secteur privé, du fait des différences de prélèvements sociaux sur les salaires bruts, qui sont inférieurs pour les titulaires de la fonction publique (notamment pas de cotisations salariales liées au chômage ou à la maladie).

Par ailleurs, lorsque l'agent perçoit des primes et indemnités, cet écart avec le SMIC s'accroît.

Par exemple, pour les adjoints administratifs et adjoints techniques, la part de primes et indemnités moyenne exprimée en pourcentage du salaire brut, est de 22,8 % en 2011. Pour les militaires et hommes du rang, il s'élève à 26,6 %.

## II.3- LA GARANTIE INDIVIDUELLE DE POUVOIR D'ACHAT (GIPA)

La « garantie individuelle de pouvoir d'achat » est une prime qui compense l'écart d'évolution du traitement indiciaire vis-à-vis de l'inflation sur une période de référence de 4 ans lorsque le traitement indiciaire a eu une évolution inférieure à l'inflation.

Cette garantie a été créée à l'occasion des relevés de conclusion de février 2008 : elle s'applique aux fonctionnaires et à certains agents publics non titulaires des administrations de l'État, des régions, des départements, des communes, des collectivités à statuts particuliers, des collectivités d'Outre-mer et de leurs établissements publics. Elle ouvre des droits à la retraite dans le cadre du RAFP, en dehors du plafond de 20 %.

Techniquement, la garantie individuelle du pouvoir d'achat résulte d'une comparaison établie entre l'évolution du traitement indiciaire brut (TIB) détenu par l'agent sur une période de référence de quatre ans et celle de l'indice des prix à la consommation (IPC hors tabac en moyenne annuelle) sur la même période. Si le TIB effectivement perçu par l'agent au terme de la période a évolué moins vite que l'inflation, un montant indemnitaire brut équivalent à la perte de pouvoir d'achat ainsi constatée est versé à chaque agent concerné.

Un premier examen de la situation de l'ensemble des agents a eu lieu en 2008, au titre de la période comprise entre le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2007.

En raison du contexte d'inflation, le bénéfice de la GIPA a été étendu en 2009 à l'ensemble des agents des trois fonctions publiques dont le traitement indiciaire brut a évolué moins vite que l'inflation constatée sur la période 2004-2008.

En 2010, conformément aux accords salariaux, la GIPA a été mise en œuvre dans les deux cas suivants :

- pour les fonctionnaires bloqués au sommet de leur grille de rémunération ;
- pour les agents faisant valoir leurs droits à la retraite en 2010.

En 2011, il avait été décidé de prolonger le dispositif de la GIPA de 2011 à 2013, pour l'ensemble des agents de la fonction publique.

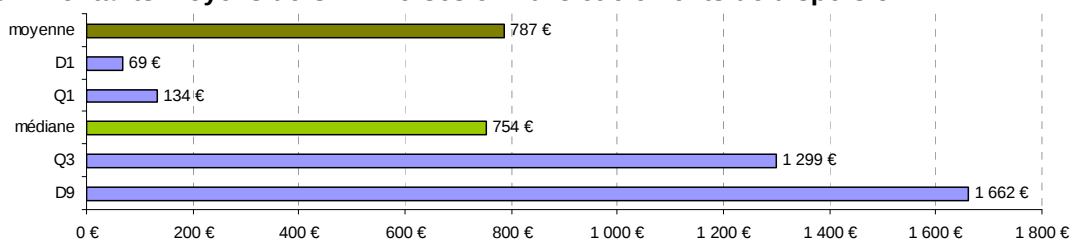
Dans la suite, on fournit les données disponibles concernant la GIPA les plus récentes selon les versants : ces données sont relatives à la GIPA versée en 2013 (au titre de la période 2008-2012) dans la FPE sur le champ des ministères, en 2012 (au titre de la période 2007-2011) dans la FPT et quelques éléments sur la GIPA versé en 2011 (au titre de la période 2006-2010) aux personnels non médicaux du secteur hospitalier public.

### a. Le dispositif GIPA versé en 2013 dans la FPE (au titre de la période 2008-2012)

Sur le champ des dépenses de personnel de l'Etat (titre 2 de la Lof), incluant les militaires et l'enseignement privé sous contrat, 99,4 millions d'euros ont été versés en 2012 au titre de la GIPA relative à la période 2007-2011, après 65,3 millions d'euros versés en 2011 (période 2006-2010) et 43,4 millions d'euros en 2010 (période 2005-2009).

Les dernières données disponibles sur les bénéficiaires de la GIPA dans la FPE pour l'année 2013 porte sur le champ des ministères incluant les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies, hors militaires et enseignement privé sous contrat. Sur ce champ, la GIPA a été attribuée en 2013 à 104 665 agents civils de l'Etat, pour un montant total de 82,4 M€, soit un montant moyen de 787 € par agent. En 2012 (au titre de la période 2007-2011) sur le même champ, la GIPA avait été attribuée à 137 270 agents civils de l'Etat, pour un montant total de 98,7 M€, soit un montant moyen de 719 € par agent.

**Figure 31. Montants moyens de GIPA versés en 2013 et éléments de dispersion :**



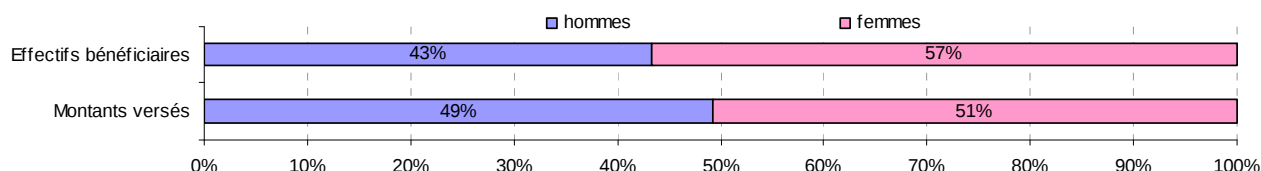
Source : Fichiers ON (DGFiP). Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013.

Lecture : Pour les bénéficiaires, le montant moyen de GIPA versé est de 787 € en 2013. D1 et D9 : 10 % des bénéficiaires de la GIPA ont reçu moins de 69 € annuellement, alors que 10 % des bénéficiaires ont reçu un montant de GIPA supérieur à 1 662 € en 2013. Q1 et Q3 : 25 % des bénéficiaires de la GIPA ont reçu moins de 134 € annuellement, alors que 25 % des bénéficiaires ont reçu plus de 1 299 € en 2011.

**Figure 32. Répartition des effectifs bénéficiaires de la GIPA et des montants versés en 2013**

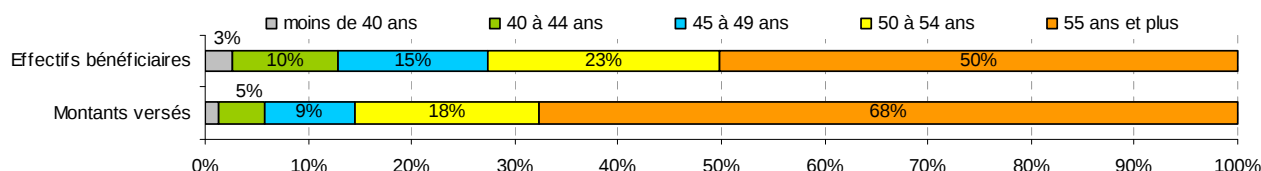
- **selon le sexe :**



Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013.

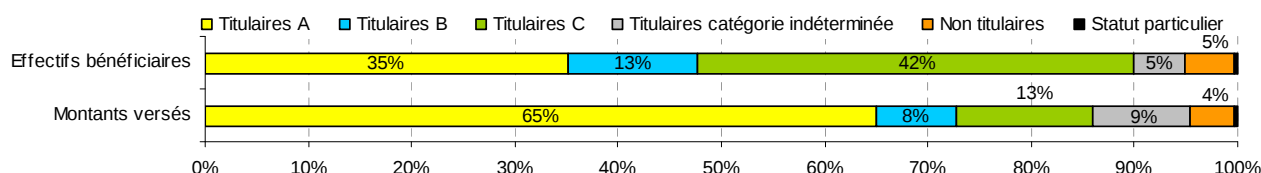
- **selon l'âge :**



Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013.

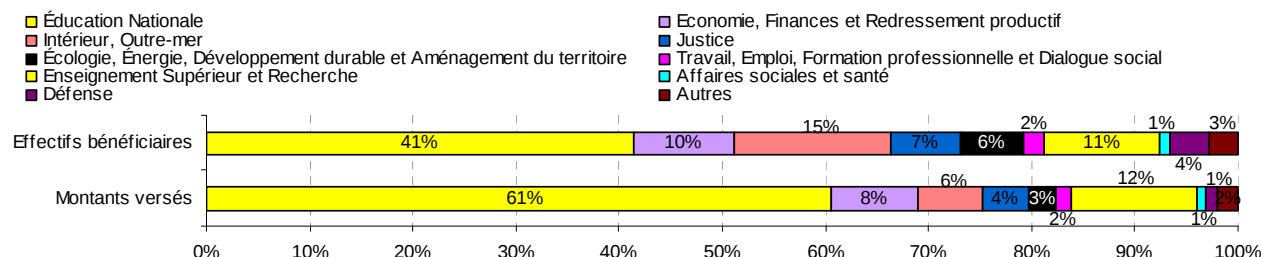
- **selon le statut :**



Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013.

- **selon le ministère :**



Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013.

En 2013, pour la deuxième année consécutive, les femmes bénéficiaires sont plus nombreuses (56, 7%) que les hommes (43,3 %) à bénéficier du dispositif mais pour des montants versés inférieurs (un montant moyen de 705 euros et un montant médian de 664 euros pour les femmes contre un montant moyen de 895 euros et un montant médian de 832 euros pour les hommes). Parmi les titulaires, les agents de catégorie C sont les premiers bénéficiaires (44,5 %), alors qu'il s'agissait des agents de catégorie A (51,3 %) jusqu'au dispositif 2011.

Le ministère de l'Éducation nationale représente 41 % des bénéficiaires et 61 % des montants versés. Les 50 ans et plus représentent 73 % des effectifs bénéficiaires et 86 % des montants versés au titre de la GIPA. Si l'on excepte les moins de 35 ans qui ne représentent que 0,6 % des bénéficiaires, le montant moyen versé augmente avec l'âge pour atteindre 1 064 € pour les agents âgés de 55 ans et plus.

Concernant les militaires, pour lesquels l'information n'est pas disponible pour les années 2012 et 2013, les montants de GIPA versés précédemment en 2009, 2010 et 2011 ont été les suivants :

**Figure 33. Effectifs et montants en euros de la GIPA versé aux militaires en 2009, 2010 et 2011 (hors militaires rattachés au MIOMCT)**

|             | Nombre de bénéficiaires | Montant moyen        | Montant total |
|-------------|-------------------------|----------------------|---------------|
| <b>2009</b> | 25 969                  | 417 €                | 10 831 862 €  |
| <b>2010</b> | 2 989                   | 361 €                | 1 078 837 €   |
| <b>2011</b> | 9 164 <sup>(1)</sup>    | 218 € <sup>(1)</sup> | 2 585 306 €   |

Source : Ministère de la Défense.

(1) chiffres couvrant la période janvier- septembre 2011.

#### **b. Le dispositif GIPA versé en 2012 dans la FPT (au titre de la période 2007-2011)**

En 2012, 75,8 millions d'euros<sup>3</sup> ont été versés au titre de la GIPA pour la période 2007-2011 (voir figure 34), en augmentation de 123 % par rapport au montant versé en 2011 pour la période 2006-2010. La prime correspondant à la GIPA a été versée à 159 000 agents (dont 150 000 titulaires, voir figure 35) soit trois fois plus de bénéficiaires que lors du dispositif 2011, pour un montant moyen de 477 euros. Ce sont principalement les agents titulaires de catégorie C qui en ont bénéficié : ils sont ainsi cinq fois plus nombreux en 2012 qu'en 2011 à avoir bénéficié de la GIPA.

**Figure 34. Montants versés au titre de la GIPA dans la fonction publique territoriale en 2011 et 2012**

|                                                       | Ensemble |      | dont titulaires |      | dont non-titulaires sur emplois permanents |      |
|-------------------------------------------------------|----------|------|-----------------|------|--------------------------------------------|------|
|                                                       | 2011     | 2012 | 2011            | 2012 | 2011                                       | 2012 |
| Dépense totale (en millions d'euros)                  | 34,0     | 75,8 | 30,0            | 69,0 | 4,0                                        | 6,8  |
| Montant moyen perçu par agent bénéficiaire (en euros) | 632      | 477  | 646             | 461  | 600                                        | 721  |

Source : enquête complémentaire aux bilans sociaux, DGCL, Département des études et des statistiques locales.

**Figure 35. Effectifs bénéficiaires de la GIPA dans la fonction publique territoriale en 2011 et 2012**

|                                      | Ensemble      |                | dont titulaires |                | dont non-titulaires sur emplois permanents |              |
|--------------------------------------|---------------|----------------|-----------------|----------------|--------------------------------------------|--------------|
|                                      | 2011          | 2012           | 2011            | 2012           | 2011                                       | 2012         |
| Nombre d'agents éligibles            | 149 000       | 250 000        | 137 000         | 236 000        | 12 000                                     | 14 000       |
| <b>Nombre d'agents bénéficiaires</b> | <b>53 800</b> | <b>159 000</b> | <b>47 000</b>   | <b>150 000</b> | <b>6 800</b>                               | <b>9 000</b> |
| dont catégorie A                     | 13 100        | 16 800         | 10 000          | 13 300         | 3 100                                      | 3 500        |
| dont catégorie B                     | 15 200        | 19 800         | 12 700          | 16 800         | 2 500                                      | 3 000        |
| dont catégorie C                     | 25 100        | 121 200        | 24 000          | 118 600        | 1 100                                      | 2 600        |

Source : enquête complémentaire aux bilans sociaux, DGCL, Département des études et des statistiques locales.

#### **c. Le dispositif GIPA versé dans la FPH aux personnels non médicaux du secteur hospitalier public en 2011 (au titre de la période 2006-2010)**

En 2011, on estime à 28,8 millions d'euros<sup>4</sup> le montant de GIPA versé aux personnels non médicaux du secteur hospitalier public pour la période 2006-2010. A ce stade, il n'existe pas de données disponibles sur les personnels concernés ni leurs caractéristiques.

Pour mémoire, en 2009, la dépense au titre de la GIPA avait été estimée à 33 millions d'euros pour environ 45 000 personnels non médicaux et à 26,6 millions d'euros en 2008 pour 41 200 agents comptabilisés en équivalents temps plein (ETP).

<sup>3</sup> Ces chiffres sont issus de l'enquête complémentaire au Bilan social, effectuée par la DGCL. Les employés des SDIS (Services départementaux d'incendie et de secours), les assistants maternels et familiaux ainsi que les emplois aidés et apprentis ne sont pas pris en compte.

<sup>4</sup> Ces données sont issues des DADS brutes 2011.

## II.4- L'INDEMNITE DE RESIDENCE

D'après les données relatives aux budgets d'exécution (source Direction du Budget), le montant total d'indemnité de résidence (IR) versé en 2012 sur le champ du titre 2 (y compris les militaires) s'élève à 1,168 milliards d'euros (1,175 milliards d'euros en 2011), ce montant incluant les indemnités de résidence des civils et militaires en poste à l'étranger (IRE) ainsi que les IR des militaires de réserve (en métropole ou à l'étranger).

Dans le système d'information sur les agents des services publics (SIASP, Insee), l'indemnité de résidence perçue par les agents de la fonction publique est définie à l'exclusion de l'IRE et de l'IR versée aux militaires de réserve. Cette information est disponible pour les agents de la FPE, ce qui permet de comptabiliser les **agents ayant perçu l'IR et les montants concernés selon la commune de leur lieu de travail**. Concernant la FPT et la FPH, l'indemnité de résidence n'est pas une information directement disponible, mais elle a été imputée aux agents titulaires ainsi que, plus généralement, aux agents ayant un indice. Sur cette base, des effectifs de bénéficiaires et les montants correspondants ont pu être calculés en appliquant le taux d'indemnité de résidence, lié à la commune d'affectation et au montant du traitement brut perçu.

D'après les données de SIASP (Insee), le montant total de l'indemnité de résidence perçue par les agents en 2011, représente 578 millions d'euros dans la FPE (dont 122 millions d'euros pour les militaires en poste en France et 24 millions d'euros pour les enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat), 294 millions d'euros pour la FPT et 137 millions d'euros pour la FPH.

**Figure 36. Effectif total, nombre de bénéficiaires de l'IR et montant total de l'IR dans la FPE en 2011**

|                                       | Effectif total | FPE (1)                        |         |         |                         |                             |             |             |             |
|---------------------------------------|----------------|--------------------------------|---------|---------|-------------------------|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|
|                                       |                | Nombre d'agents percevant l'IR |         |         |                         | Montant total perçu de l'IR |             |             |             |
|                                       |                | 0%                             | 1%      | 3%      |                         | 0%                          | 1%          | 3%          | Total       |
| Effectifs physiques au 31/12/2011     | 2 398 672      | 43 395                         | 391 622 | 528 452 | montants correspondants | 23 920 492                  | 104 016 395 | 450 368 718 | 578 305 605 |
| Effectifs en EOTP annualisés (2) 2011 | 2 315 364      | 42 053                         | 380 724 | 517 237 | montants correspondants | 25 312 988                  | 112 518 833 | 494 107 150 | 631 938 971 |

|                                       | Dont militaires et volontaires militaires de la FPE |                           |        |        |                         |                             |           |             |             |
|---------------------------------------|-----------------------------------------------------|---------------------------|--------|--------|-------------------------|-----------------------------|-----------|-------------|-------------|
|                                       | Effectif total                                      | Nombre d'agents percevant |        |        |                         | Montant total perçu de l'IR |           |             |             |
|                                       |                                                     | 0%                        | 1%     | 3%     |                         | 0%                          | 1%        | 3%          | Total       |
| Effectifs physiques au 31/12/2011     | 318 292                                             | 27 286                    | 27 747 | 80 233 | montants correspondants | 18 842 995                  | 7 563 326 | 95 824 532  | 122 230 853 |
| Effectifs en EQTP annualisés (2) 2011 | 309 458                                             | 26 605                    | 27 320 | 79 191 | montants correspondants | 19 763 687                  | 7 720 192 | 103 609 998 | 131 093 877 |

|                                       | Dont enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat de la FPE (1) |                           |        |        |                         |                             |           |            |            |
|---------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|--------|--------|-------------------------|-----------------------------|-----------|------------|------------|
|                                       | Effectif total                                                                           | Nombre d'agents percevant |        |        |                         | Montant total perçu de l'IR |           |            |            |
|                                       |                                                                                          | 0%                        | 1%     | 3%     |                         | 0%                          | 1%        | 3%         | Total      |
| Effectifs physiques au 31/12/2011     | 140 962                                                                                  | 1 119                     | 29 592 | 22 855 | montants correspondants | 250 003                     | 7 465 988 | 15 946 212 | 23 662 203 |
| Effectifs en EQTP annualisés (2) 2011 | 132 058                                                                                  | 1 047                     | 27 980 | 21 148 | montants correspondants | 278 730                     | 8 068 411 | 17 505 024 | 25 852 165 |

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ pour les effectifs physiques au 31/12 : France entière. Postes principaux non annexes au 31/12. Hors élus, bénéficiaires d'emplois aidés..

(1) Les enseignants et documentalistes de l'enseignement privé sous contrat sont intégrés dans le champ de la FPE à partir de l'exercice 2011.

(2) Exprimer les effectifs en équivalent temps plein annualisé consiste à transformer les effectifs au prorata de la durée et de la quotité de travail correspondants.

\* effectivement concernés pour la FPE

**Figure 37. Effectif total, nombre de bénéficiaires de l'IR et montant total de l'IR dans la FPT en 2011**

|                                       | FPT            |                                           |         |         |                         |                              |            |             |             |
|---------------------------------------|----------------|-------------------------------------------|---------|---------|-------------------------|------------------------------|------------|-------------|-------------|
|                                       | Effectif total | Nombre d'agents titulaires ou avec indice |         |         |                         | Montant total estimé de l'IR |            |             |             |
|                                       |                | 0%                                        | 1%      | 3%      |                         | 0%                           | 1%         | 3%          | Total       |
| Effectifs physiques au 31/12/2011     | 1 830 663      | 951 284                                   | 339 834 | 385 164 | montants correspondants | 0                            | 66 603 522 | 227 764 582 | 294 368 104 |
| Effectifs en EQTP annualisés (2) 2011 | 1 704 381      | 878 310                                   | 320 533 | 369 260 | montants correspondants | 0                            | 69 720 403 | 250 319 567 | 320 039 970 |

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ pour les effectifs physiques au 31/12 : France entière. Postes principaux non annexes au 31/12. Hors élus, bénéficiaires d'emplois aidés.

(2) Exprimer les effectifs en équivalent temps plein annualisé consiste à transformer les effectifs au prorata de la durée et de la quotité de travail correspondants.

\* estimés pour la FPT : sont alors éligibles à l'IR les agents ayant un indice ou étant titulaire.

**Figure 38. Effectif total, nombre de bénéficiaires de l'IR et montant total de l'IR dans la FPH en 2011**

|                                       | FPH            |                                           |         |         |                         |                              |            |             |             |
|---------------------------------------|----------------|-------------------------------------------|---------|---------|-------------------------|------------------------------|------------|-------------|-------------|
|                                       | Effectif total | Nombre d'agents titulaires ou avec indice |         |         |                         | Montant total estimé de l'IR |            |             |             |
|                                       |                | 0%                                        | 1%      | 3%      |                         | 0%                           | 1%         | 3%          | Total       |
| Effectifs physiques au 31/12/2011     | 1 129 438      | 565 167                                   | 188 976 | 160 208 | montants correspondants | 0                            | 39 231 192 | 98 261 392  | 137 492 584 |
| Effectifs en EOTF annualisés (2) 2011 | 1 049 360      | 527 863                                   | 177 373 | 152 779 | montants correspondants | 0                            | 40 502 204 | 102 942 816 | 143 445 020 |

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ pour les effectifs physiques au 31/12 : France entière. Postes principaux non annexes au 31/12. Hors élus, bénéficiaires d'emplois aidés et élèves de la FPH.

(2) Exprimer les effectifs en équivalent temps plein annualisé consiste à transformer les effectifs au prorata de la durée et de la quotité de travail correspondants.

\* estimés pour la FPH : sont alors éligibles à l'IR les agents ayant un indice ou étant titulaire.

## II.4- LE SUPPLEMENT FAMILIAL DE TRAITEMENT

D'après l'enquête Famille et Logements 2011 de l'Insee, 53 % des agents de la fonction publique vivent avec un enfant âgé de moins de 25 ans, ce qui est supérieur à la moyenne nationale.

**Figure 39. Situation familiale des agents de la fonction publique selon le versant**

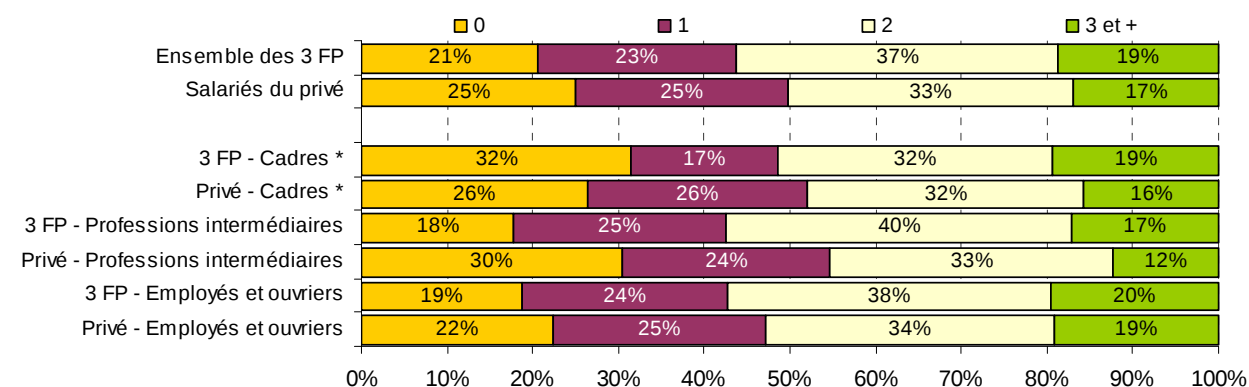
|                                 | FPE   | Dont :<br>enseignants | FPT   | FPH   | 3FP   |
|---------------------------------|-------|-----------------------|-------|-------|-------|
| <b>Ensemble des agents</b>      | 100,0 | 100,0                 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| dont: Sans enfant               | 45,9  | 40,7                  | 44,7  | 44,8  | 45,3  |
| Avec enfants                    | 54,1  | 59,2                  | 55,3  | 55,2  | 54,7  |
| Avec enfants de moins de 25 ans | 52,5  | 58,3                  | 52,8  | 53,3  | 52,8  |
| Avec enfants de moins de 18 ans | 46,3  | 52,5                  | 43,5  | 46,3  | 45,4  |

Source : Insee, enquête Famille et Logements 2011. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France métropolitaine, population des ménages ordinaires, agents de la fonction publique de 18 ans ou plus, enfants vivant en famille.

Les premières analyse de la composition familiale des agents de la fonction publique à partir de l'enquête Famille et Logements 2011 de l'Insee ont vocation à être poursuivies, en particulier avec des éléments de comparaison avec le secteur privé, qui permettront d'actualiser et d'affiner les données suivantes (enquête Familles et Employeurs 2004/2005) :

**Figure 40. Répartition de chaque catégorie socioprofessionnelle selon le nombre d'enfants**



Source : Enquête Familles et Employeurs 2004/2005, volet familles, Ined. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France métropolitaine. Individus âgés de 20 à 49 ans, en emploi et en couple à la date de l'enquête, ou ayant déjà vécu en couple. \* et professions intellectuelles supérieures.

Lecture : 38 % des employés et ouvriers de la fonction publique âgés de moins de 50 ans au 31/12/2004 ont deux d'enfants contre 34 % parmi les employés et ouvriers du privé.

Le supplément familial de traitement (SFT) est versé aux agents ayant au moins un enfant à charge, au sens des prestations familiales. D'après le rapport IGAS-CGEFI de février 2010, le montant total de SFT versé sur le champ des **trois versants de la fonction publique en 2007** est évalué à **1,5 milliard d'euros**.

D'après les données relatives aux budgets d'exécution (source Direction du Budget), le montant total de supplément familial de traitement (SFT) versé en 2012 dans la FPE sur le champ du titre 2 (y compris les militaires) s'élève à 901 millions d'euros (comme en 2011).

Sur le champ des ministères incluant les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies ainsi que les enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrats, selon les données issues des fichiers de paie de la DGFIP, le montant total de supplément familial de traitement versé en 2013 s'élève à **643,8 millions d'euros** (après 651,0 millions d'euros en 2011 et 648,7 millions en 2010), au profit de **671 814 bénéficiaires** pour un **montant moyen de 958 euros annuels par agent**.

**Figure 41. Bilan du supplément familial de traitement perçu en 2013 (y compris rappels) dans les ministères (hors militaires, établissements publics et enseignement privé) selon le nombre d'enfants**

|                   | Effectifs<br>bénéficiaires | Montant total<br>(en millions<br>d'euros) | Montant moyen<br>par agents (en<br>euros) | Montant du<br>premier décile<br>(en euros) | Montant<br>médian (en<br>euros) | Montant du<br>neuvième<br>décile (en<br>euros) |
|-------------------|----------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------------|
| <b>Ensemble</b>   | <b>671 814</b>             | <b>643,8</b>                              | <b>958</b>                                | <b>27</b>                                  | <b>876</b>                      | <b>2 383</b>                                   |
| 0 enfant          | 32 946                     | 7,0                                       | 213                                       | 2                                          | 18                              | 715                                            |
| 1 enfant          | 217 422                    | 15,5                                      | 71                                        | 27                                         | 27                              | 46                                             |
| 2 enfants         | 301 447                    | 298,1                                     | 989                                       | 838                                        | 953                             | 1 293                                          |
| 3 enfants         | 101 517                    | 243,7                                     | 2 401                                     | 1 659                                      | 2 362                           | 3 272                                          |
| 4 enfants         | 15 215                     | 60,5                                      | 3 974                                     | 2 010                                      | 3 862                           | 5 701                                          |
| 5 enfants et plus | 3 267                      | 19,1                                      | 5 833                                     | 2 278                                      | 5 484                           | 8 386                                          |

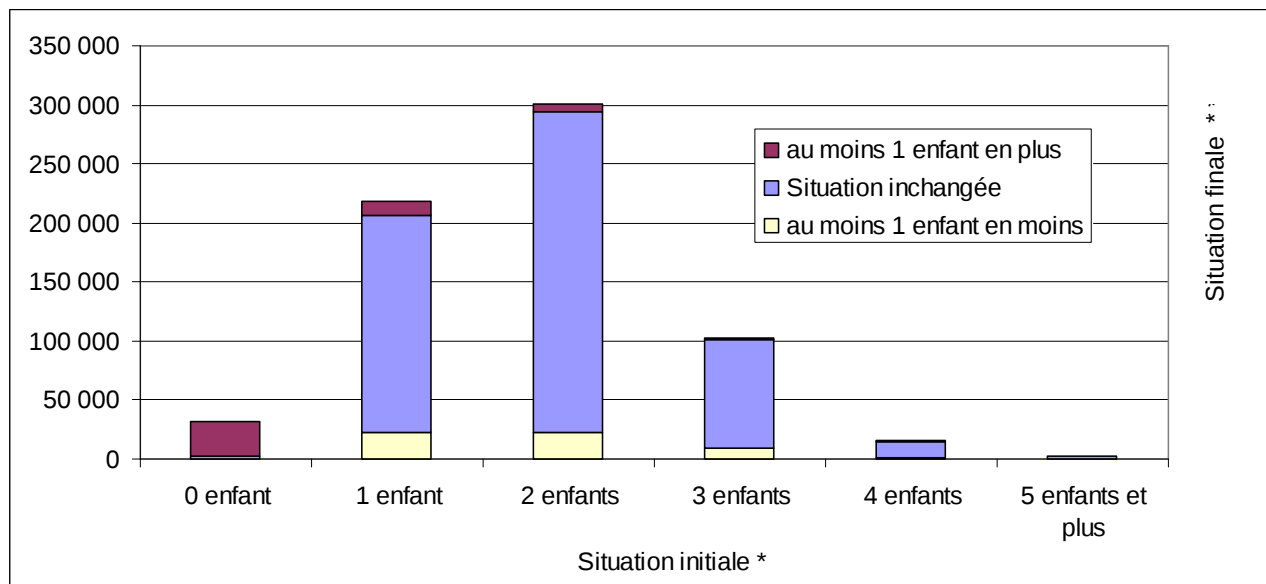
Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat, des universités autonomes et de l'enseignement privé sous contrat, hors militaires et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013. Effectifs au 31 décembre 2013 ayant touché au moins une fois le SFT dans l'année. Le nombre d'enfants et l'indice sont les derniers connus de l'année, ce qui explique la modalité « 0 enfant » qui concerne des agents ayant perçu le SFT (ou des rappels de SFT) en cours d'année mais qui ne sont plus éligibles au dispositif en fin d'année.

Sur ce champ, le nombre de bénéficiaires du SFT dans la FPE décroît légèrement d'une année à l'autre, tout en restant du même ordre de grandeur (671 814 en 2012, 674 336 en 2011, 682 251 en 2010 et 684 139 en 2009), en lien probablement avec le vieillissement relatif des agents (la part des agents de 50 ans et plus dans les ministères est passée de 27,6 % au 31 décembre 2008 à 28,2 % au 31 décembre 2011).

Parmi les agents de la FPE bénéficiaires du SFT au cours de l'année 2013, 15,8 % ont connu un changement de situation impliquant un changement de droits au cours de l'année 2013, dont 7,3 % en raison d'un enfant à charge supplémentaire ouvrant des droits au SFT, 8,5 % en raison d'un enfant à charge en moins.

**Figure 42. Bilan des flux de bénéficiaires du supplément familial de traitement en 2013 selon le nombre d'enfants dans les ministères (hors militaires, établissements publics et enseignement privé) en 2013**



Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat, des universités autonomes et de l'enseignement privé sous contrat, hors militaires et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013. Effectifs au 31 décembre 2013 ayant touché au moins une fois le SFT dans l'année. Le nombre d'enfants et l'indice sont les derniers connus de l'année.

\* On compare pour les agents de la FPE ayant perçu le SFT en 2013, leur situation initiale (qui correspond au premier mois de l'année où ils perçoivent le SFT) avec \*\* leur situation finale (qui correspond au dernier mois où ils perçoivent le SFT).

Lecture : parmi les 218 683 agents ayant perçu le SFT au cours de 2013 au titre d'un enfant à charge, la majorité n'a pas connu de changement de situation.

## II.5- LA PRIME DE FONCTIONS ET DE RESULTATS (PFR) DANS LA FPE

La prime de fonctions et de résultats (PFR), instituée par le décret n°2008-1533 du 22 décembre 2008, est un dispositif indemnitaire constitué de deux parts :

- une part tenant compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées ;
- une part tenant compte des résultats de la procédure d'évaluation individuelle et de la manière de servir.

Concernant le champ des ministères incluant les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies, hors militaires et enseignement privé sous contrat, 61 791 agents ont bénéficié de la PFR en 2013 (soit +2,5 % par rapport à 2012), pour un montant total de 544 millions d'euros (soit +7,0 % par rapport à 2012), dont un peu plus des deux tiers ont été versés au titre de la partie fonction et le reste au titre de la partie résultat (voir figure 43).

**Figure 43. Répartition des effectifs bénéficiaires de la PFR et des montants versés en 2013**

|                    | PFR - Part fonction - 2013 |                              | PFR - Part résultat + versement |                              | Total - 2013           |               |
|--------------------|----------------------------|------------------------------|---------------------------------|------------------------------|------------------------|---------------|
|                    | Montants versés (en €)     | Part du montant total (en %) | Montants versés (en €)          | Part du montant total (en %) | Montants versés (en €) | Effectifs     |
| <b>Catégorie A</b> | <b>225 753 062</b>         | <b>63,8%</b>                 | <b>128 102 471</b>              | <b>36,2%</b>                 | <b>353 855 534</b>     | <b>29 543</b> |
| Hommes             | 104 116 135                | 62,6%                        | 62 088 599                      | 37,4%                        | 166 204 734            | 12 630        |
| Femmes             | 121 636 927                | 64,8%                        | 66 013 873                      | 35,2%                        | 187 650 800            | 16 913        |
| <b>Catégorie B</b> | <b>137 500 374</b>         | <b>72,3%</b>                 | <b>52 649 534</b>               | <b>27,7%</b>                 | <b>190 149 908</b>     | <b>32 248</b> |
| Hommes             | 33 559 638                 | 73,3%                        | 12 212 109                      | 26,7%                        | 45 771 747             | 6 953         |
| Femmes             | 103 940 736                | 72,0%                        | 40 437 425                      | 28,0%                        | 144 378 161            | 25 295        |
| <b>Ensemble</b>    | <b>363 253 436</b>         | <b>66,8%</b>                 | <b>180 752 006</b>              | <b>33,2%</b>                 | <b>544 005 442</b>     | <b>61 791</b> |

Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFF, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013.

**Figure 44. Répartition des effectifs bénéficiaires de la PFR et des montants versés en 2012**

|                    | PFR - Part fonction - 2012 |                              | PFR - Part résultat + versement |                              | Total - 2012           |               |
|--------------------|----------------------------|------------------------------|---------------------------------|------------------------------|------------------------|---------------|
|                    | Montants versés (en €)     | Part du montant total (en %) | Montants versés (en €)          | Part du montant total (en %) | Montants versés (en €) | Effectifs     |
| <b>Catégorie A</b> | <b>208 557 208</b>         | <b>64,2%</b>                 | <b>116 467 296</b>              | <b>35,8%</b>                 | <b>325 024 505</b>     | <b>28 041</b> |
| Hommes             | 98 713 329                 | 62,9%                        | 58 216 105                      | 37,1%                        | 156 929 433            | 12 771        |
| Femmes             | 109 843 880                | 65,3%                        | 58 251 191                      | 34,7%                        | 168 095 071            | 15 770        |
| <b>Catégorie B</b> | <b>134 257 868</b>         | <b>73,2%</b>                 | <b>49 185 677</b>               | <b>26,8%</b>                 | <b>183 443 545</b>     | <b>32 236</b> |
| Hommes             | 33 180 850                 | 74,1%                        | 11 603 299                      | 25,9%                        | 44 784 149             | 6 996         |
| Femmes             | 101 077 018                | 72,9%                        | 37 582 378                      | 27,1%                        | 138 659 396            | 25 240        |
| <b>Ensemble</b>    | <b>342 815 077</b>         | <b>67,4%</b>                 | <b>165 652 973</b>              | <b>32,6%</b>                 | <b>508 468 050</b>     | <b>60 277</b> |

Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFF, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2011 et 2012.

**Figure 45. Répartition des effectifs bénéficiaires de la PFR et des montants versés en 2011**

|                    | PFR - Part fonction - 2011 |                              | PFR - Part résultat + versement |                              | Total - 2011           |               |
|--------------------|----------------------------|------------------------------|---------------------------------|------------------------------|------------------------|---------------|
|                    | Montants versés (en €)     | Part du montant total (en %) | Montants versés (en €)          | Part du montant total (en %) | Montants versés (en €) | Effectifs     |
| <b>Catégorie A</b> | <b>172 160 707</b>         | <b>64,7%</b>                 | <b>94 065 561</b>               | <b>35,3%</b>                 | <b>266 226 268</b>     | <b>24 622</b> |
| Hommes             | 81 825 177                 | 63,1%                        | 47 822 760                      | 36,9%                        | 129 647 937            | 10 705        |
| Femmes             | 90 335 530                 | 66,1%                        | 46 242 801                      | 33,9%                        | 136 578 331            | 13 917        |
| <b>Catégorie B</b> | <b>100 651 205</b>         | <b>71,4%</b>                 | <b>40 333 442</b>               | <b>28,6%</b>                 | <b>140 984 647</b>     | <b>31 348</b> |
| Hommes             | 22 788 284                 | 71,5%                        | 9 094 939                       | 28,5%                        | 31 883 223             | 6 733         |
| Femmes             | 77 862 921                 | 71,4%                        | 31 238 503                      | 28,6%                        | 109 101 424            | 24 615        |
| <b>Ensemble</b>    | <b>272 811 912</b>         | <b>67,0%</b>                 | <b>134 399 003</b>              | <b>33,0%</b>                 | <b>407 210 915</b>     | <b>55 970</b> |

Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFF, département des études et des statistiques.

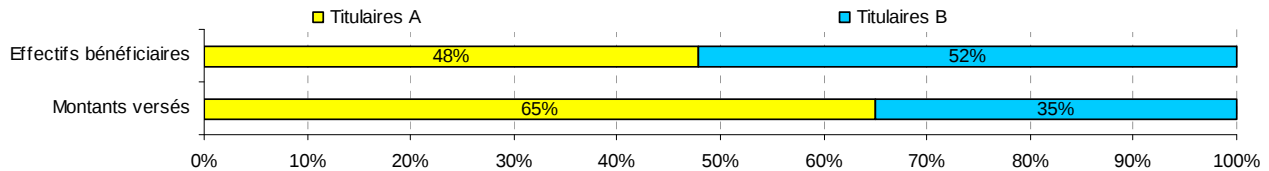
Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2011 et 2012.

Les principaux bénéficiaires sont les agents du ministère de l'Éducation nationale davantage en termes d'effectifs bénéficiaires (39 %) qu'en termes de montants versés (26%), devant ceux du ministère de l'Écologie de l'énergie du Développement durable et de l'aménagement du Territoire et ceux de l'Enseignement supérieur, de la recherche et des universités autonomes.

Les montants perçus par les agents sont plus élevés pour les agents de catégorie A (11 978 euros pour le montant moyen, 10 210 euros pour le montant médian) que pour ceux de catégorie B (5 896 euros pour le montant moyen, 5 120 euros pour le montant médian).

**Figure 46. Répartition des effectifs bénéficiaires de la PFR et des montants versés en 2013**

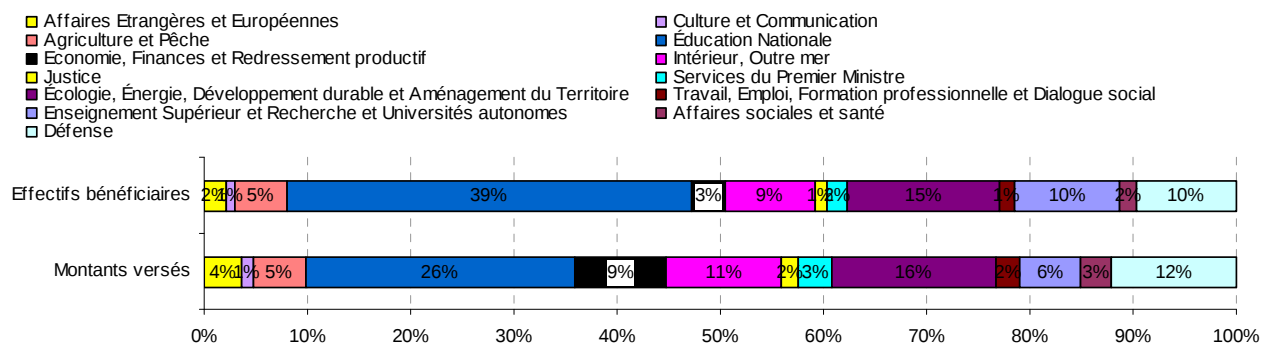
- Selon la catégorie hiérarchique :



Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFF, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013.

- Selon le ministère :



Source : Fichiers ON (DGFIP). Traitement DGAFF, département des études et des statistiques.

Champ : agents des ministères de l'Etat et des universités autonomes, hors militaires, enseignement privé sous contrat et établissements publics administratifs. Sont incluses les universités passées au régime des responsabilités et compétences élargies pour permettre la comparaison des données entre 2012 et 2013.

## II.6- L'ACTION SOCIALE

A l'instar des grandes entreprises du secteur privé, **l'Etat met en place une action sociale importante en faveur de ses salariés**, répartie entre un niveau interministériel et par ministère.

Depuis 2006, l'action sociale interministérielle, qui constitue le socle de l'action sociale commun à l'ensemble des ministères, s'est fortement développée tant en terme de domaines d'intervention qu'en termes de masses financières consacrées aux prestations. Le budget annuel qui lui est dévolu a quasiment doublé depuis 2006 afin de permettre la mise en place et la montée en charge de nouveaux dispositifs, analogues à ceux du secteur privé, tels le CESU garde d'enfants, la réservation de places en crèches et de logements. Les crédits inscrits en LFI 2014 sont de 125,3 M€ en CP.

**Figure 47. Crédits d'action sociale interministérielle (gérés par la Direction générale de l'administration et de la fonction publique), par type d'action en 2013 et 2014, en millions d'euros**

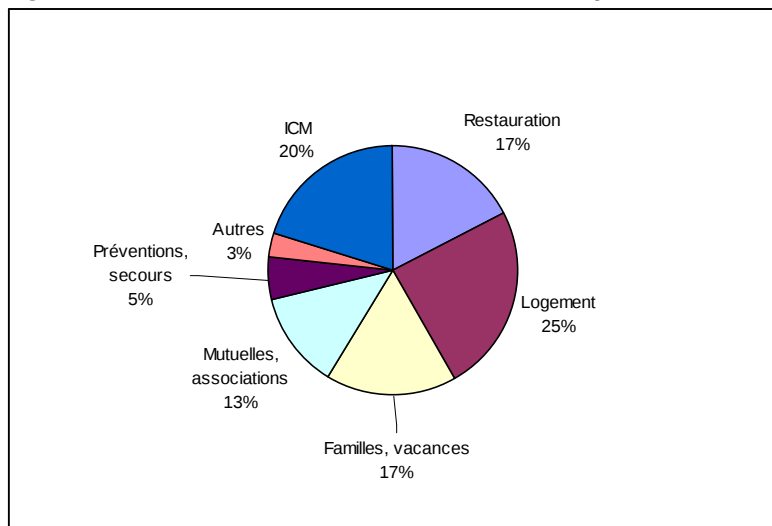
| Type d'action                                                                       | Exécution 2013                  |                          | LFI 2014                        |                          |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------------|--------------------------|
|                                                                                     | Autorisations d'engagement (AE) | Crédits de paiement (CP) | Autorisations d'engagement (AE) | Crédits de paiement (CP) |
| <b>Aides aux familles</b>                                                           | <b>97,6</b>                     | <b>109,2</b>             | <b>104,6</b>                    | <b>104,8</b>             |
| Chèque vacances                                                                     | 37,9                            | 36,8                     | 36                              | 36                       |
| Chèque emploi service universel (Cesu) pour la garde des enfants de 0 à 6 ans       | 43                              | 55,4                     | 48,3                            | 48,3                     |
| Réservations de places en crèches                                                   | 16,7                            | 17                       | 20,3                            | 20,5                     |
| <b>Retraités</b>                                                                    | <b>2,1</b>                      | <b>2,1</b>               | <b>2,1</b>                      | <b>2,1</b>               |
| Participation au financement de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie  | 2,1                             | 2,1                      | 2,1                             | 2,1                      |
| <b>Logement</b>                                                                     | <b>6,1</b>                      | <b>5,8</b>               | <b>0,6</b>                      | <b>1,6</b>               |
| Aide à l'installation des personnels                                                | 5,2                             | 4,4                      | 0 (*)                           | 0 (*)                    |
| Logements                                                                           | 0,9                             | 1,4                      | 0,6                             | 1,6                      |
| <b>Restauration</b>                                                                 | <b>12,3</b>                     | <b>7,2</b>               | <b>9,3</b>                      | <b>13,6</b>              |
| <b>Projets d'action sociale interministérielle déconcentrée (projets « Srias »)</b> | <b>2,9</b>                      | <b>3,2</b>               | <b>3,1</b>                      | <b>3,1</b>               |
| <b>Total</b>                                                                        | <b>120,9</b>                    | <b>127,4</b>             | <b>119,8</b>                    | <b>125,3</b>             |

Sources : Lois de finances - DGAFP, Bureau des politiques sociales, de la santé et de la sécurité au travail.

(\*) L'aide à l'installation des personnels de l'Etat non budgétée en LFI 2014 a été dotée en gestion 2014 (4,8 M€).

En LFI 2014, les prestations ministérielles, dont les dispositions sont propres à chaque ministère, s'élèvent à 564,71 M€ et correspondent : au versement de prêts et de secours pour faire face à des situations financières difficiles et exceptionnelles ; à des prestations pour favoriser les vacances ou l'accès au logement (non comprise l'indemnité pour charges militaires) ; au financement de la médecine de prévention obligatoire, de la restauration, de l'aide à la famille en faveur des enfants (crèches, arbres de Noël...) ; au soutien aux associations de personnels (activités culturelles, sportives et de loisirs). Elles s'établissent à 708,71 M€ si l'on y intègre l'ICM pour les militaires.

**Figure 48. Action sociale ministérielle en 2012 (en millions d'euros)**



Source : Loi de finances initiale 2014.



### **III. LES DEPENSES DE PERSONNEL DANS LES FINANCES PUBLIQUES**

### III.1 – LES DEPENSES DE PERSONNEL

#### Avertissement méthodologique

*Il existe deux approches de la notion du personnel public, la première, juridique (5,2 millions d'agents), consiste à dénombrer, les personnels qui, fonctionnaires, relèvent des titres II, III et IV du statut général de la fonction publique, ou qui, fonctionnaires ou non fonctionnaires, dépendent d'administrations ou d'organismes relevant de ces textes (définition par le statut de l'employeur).*

*S'agissant de cette première approche, les sources statistiques proviennent des différents organismes rattachés à chaque fonction publique : DGAFF, DGFIP, DB, Observatoire des finances locales, DGCL, DGOS.*

**La seconde approche** (6,1 millions de personnes), celle de la **Comptabilité Nationale**, revient à comptabiliser l'ensemble des personnels des administrations publiques financées majoritairement par prélèvements obligatoires. Elle est publiée par l'Insee.

#### III.1.1 Les dépenses de personnel des trois versants de la fonction publique (données budgétaires)

Les dépenses de personnel au sens de l'approche administrative et budgétaire sont récapitulées dans le tableau suivant :

**Figure 49. Les dépenses de personnel des trois versants de la fonction publique de 2008 à 2012**

|                                                                                             | 2008         | 2009         | 2010         | 2011         | 2012         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Dépenses de personnel de la FPE (1)</b>                                                  | <b>119,6</b> | <b>119,2</b> | <b>117,8</b> | <b>117,7</b> | <b>119,1</b> |
| Rémunérations d'activité                                                                    | 73,1         | 72,2         | 70,5         | 69,6         | 69,5         |
| Cotisations et contributions sociales (2)                                                   | 46,5         | 46,5         | 46,5         | 46,5         | 46,5         |
| <b>Dépenses de personnel de la FPT</b>                                                      | <b>48,0</b>  | <b>50,3</b>  | <b>51,7</b>  | <b>53,0</b>  | <b>54,7</b>  |
| Rémunérations d'activité                                                                    | nd           | nd           | nd           | nd           | nd           |
| Cotisations et contributions sociales                                                       | nd           | nd           | nd           | nd           | nd           |
| <b>Dépenses de personnel de la FPH<br/>(Etablissements publics de santé<br/>uniquement)</b> | <b>38,5</b>  | <b>38,9</b>  | <b>39,8</b>  | <b>40,6</b>  | <b>42,0</b>  |
| Rémunérations d'activité                                                                    | 25,5         | 25,7         | 26,2         | 26,7         | 27,7         |
| Cotisations et contributions sociales (3)                                                   | 13,0         | 13,3         | 13,6         | 13,9         | 14,3         |

Source : Direction du Budget, DGCL et DGOS / Données budgétaires.

\* Données provisoires.

nd : non disponible.

(1) Dépenses relatives au titre 2, y compris l'enseignement privé sous contrat.

(2) Y compris la contribution employeur au CAS pensions et les prestations sociales pour la FPE. A titre informatif, la contribution employeur au CAS pensions s'élève à 33,4 Md€ en 2008, 34,2 Md€ en 2009, 34,8 Md€ en 2010, 35,9 Md€ en 2011 et 37,7 en 2012 (civils, militaires et ouvriers d'Etat, format Lolf).

(3) Y compris la taxe sur les salaires pour les établissements publics de santé.

Pour la seule fonction publique de l'Etat, la notion de « dépense de personnel » recouvre plusieurs notions selon le champ étudié :

- Le **traitement indiciaire brut** correspond au produit de l'indice majoré par la valeur du point fonction publique. Il inclut la part salariale des cotisations sociales.

- Les **rémunérations d'activité (ou rémunération brute)** comprennent, outre le traitement indiciaire brut, les indemnités et primes versées aux personnels en activité.

- Le **titre 2** des dépenses de l'Etat (nomenclature budgétaire) englobe :

1. les **rémunérations d'activité** comprenant la masse des rémunérations brutes, y compris la part salariale des cotisations sociales, versées aux personnels en activité ;

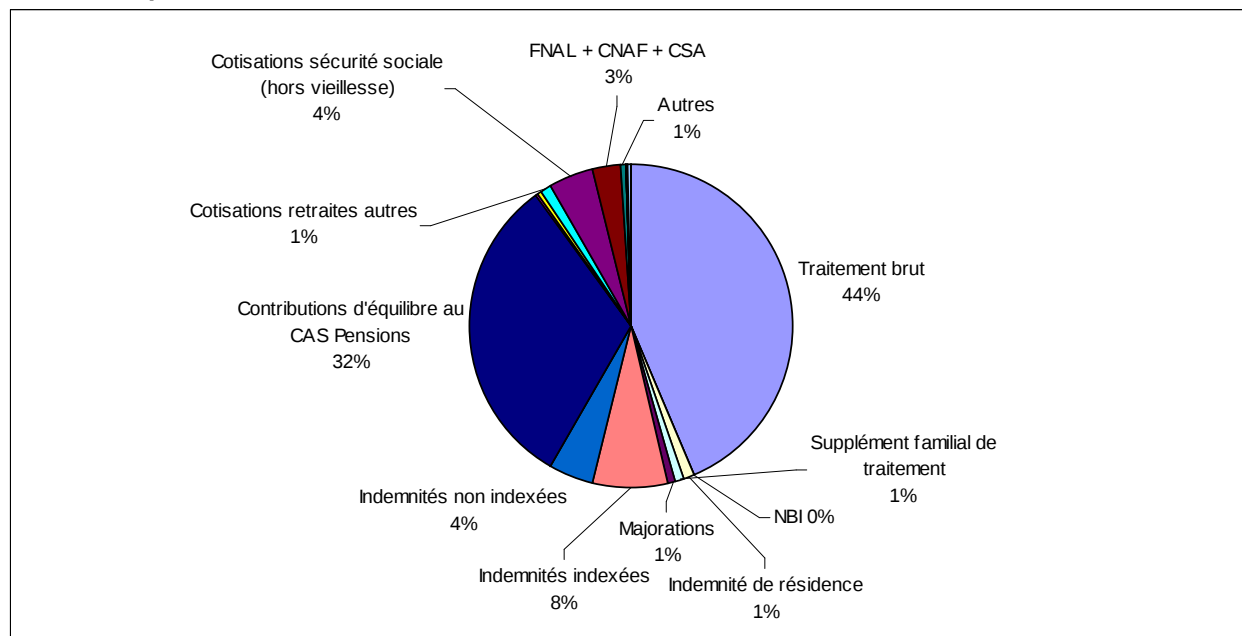
2. les **cotisations sociales à la charge de l'Etat-employeur, y compris la contribution employeur au CAS pensions** ;

3. les **prestations sociales et allocations diverses** ;

**Les dépenses de personnel du titre 2 de la Lof s'élèvent en 2012 à 119,1 Md€ (y.c. cotisations au CAS Pensions), soit environ 39,7 % du budget de l'État (299,5 milliards d'euros), soit encore 5,9 % du PIB (2 032,3 Md€).**

- Les **dépenses induites** pour la fonction publique de l'Etat, notion utilisée antérieurement à la Lof, comprennent le titre 2 et certaines dépenses désormais imputées sur d'autres titres de dépense. Pour la fonction publique de l'Etat, les dépenses de personnels se décomposent ainsi :

**Figure 50. Les différentes composantes de dépenses de personnel de l'Etat en 2012 (budgets d'exécution)**



Source : Budgets d'exécution (Direction du budget). Traitement DGAFP, Département des études et des statistiques.  
Note : l'enseignement privé est désormais imputé en titre 2 (dépenses de personnel).

#### **Quelques chiffres clés :**

■ **Budget de l'État en 2012 : 299,5 milliards d'euros.**

■ **Dépenses de personnel de l'État en 2012 : 39,7 % du total des dépenses du budget de l'État** (nettes des remboursements et dégrèvements d'impôts), soit **119,1 milliards d'euros** (5,9 % du PIB), dont 69,5 milliards d'euros de rémunérations d'activité et 48,8 milliards d'euros de cotisations et prestations sociales. **Pensions civiles, militaires et d'ouvriers d'État en 2012 : 52,0 milliards d'euros** (dépenses annexes du titre 2).

■ **Action sociale ministérielle : 536,2 millions d'euros** : restauration : 123,0 ; logement : 155,9 ; famille vacances : 102,3 ; mutuelles, associations : 89,4 ; prévention, secours : 37,5 ; autres : 28,1 (LFI 2013). **Action sociale interministérielle : 134,4 millions d'euros** (crédits de paiement, LFI 2013). **Action sociale gérée par le CGOS : 376,3 millions d'euros** : enfants : 105,7 ; vacances loisirs culture : 69,2 ; protection : 86,1 ; retraite : 30,2 ; mariage : 3,4 ; autres : 14,5 ; aides remboursables vie quotidienne : 46,6 ; CESU : 20,7.

■ **Contribution employeur de l'Etat au CAS Pensions en 2012 : 37,7 Md€.**

### III.1.2 Les dépenses de personnel des administrations publiques (comptabilité nationale)

Les dépenses de personnel au sens de la comptabilité nationale sont récapitulées dans le tableau suivant :

**Figure 51. Dépenses de rémunération des administrations publiques de 2008 à 2012 (comptabilité nationale)**

| Dépenses de rémunération                       | 2008                 |                    | 2009                 |                    | 2010                 |                    | 2011 *               |                    | 2012 **              |                    |
|------------------------------------------------|----------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------------------|--------------------|----------------------|--------------------|
|                                                | En milliards d'euros | Part du PIB (en %) | En milliards d'euros | Part du PIB (en %) | En milliards d'euros | Part du PIB (en %) | En milliards d'euros | Part du PIB (en %) | En milliards d'euros | Part du PIB (en %) |
| <b>Administrations publiques centrales (1)</b> | <b>128,3</b>         | <b>6,6%</b>        | <b>130,1</b>         | <b>6,9%</b>        | <b>132,1</b>         | <b>6,8%</b>        | <b>133,0</b>         | <b>6,6%</b>        | <b>134,7</b>         | <b>6,6%</b>        |
| dont État                                      | 116,8                | 6,0%               | 117,3                | 6,2%               | 116                  | 6,0%               | 116,3                | 5,8%               | 117,5                | 5,8%               |
| <b>Administrations publiques locales (2)</b>   | <b>64,0</b>          | <b>3,3%</b>        | <b>66,7</b>          | <b>3,5%</b>        | <b>68,6</b>          | <b>3,5%</b>        | <b>70,1</b>          | <b>3,5%</b>        | <b>72,3</b>          | <b>3,6%</b>        |
| dont collectivités locales                     | 51,1                 | 2,6%               | 53,4                 | 2,8%               | 54,8                 | 2,8%               | 56,3                 | 2,8%               | 58,2                 | 2,9%               |
| <b>Administrations de sécurité sociale (3)</b> | <b>54,7</b>          | <b>2,8%</b>        | <b>57,3</b>          | <b>3,0%</b>        | <b>58,7</b>          | <b>3,0%</b>        | <b>59,6</b>          | <b>3,0%</b>        | <b>60,7</b>          | <b>3,0%</b>        |
| dont hôpitaux publics                          | 44,4                 | 2,3%               | 46,6                 | 2,5%               | 47,9                 | 2,5%               | 49,6                 | 2,5%               | 50,7                 | 2,5%               |
| <b>Toutes administrations publiques</b>        | <b>247</b>           | <b>12,8%</b>       | <b>254,1</b>         | <b>13,5%</b>       | <b>259,4</b>         | <b>13,4%</b>       | <b>262,7</b>         | <b>13,1%</b>       | <b>267,7</b>         | <b>13,2%</b>       |
| <b>Produit intérieur brut</b>                  | <b>1 933,2</b>       | <b>100,0%</b>      | <b>1 885,8</b>       | <b>100,0%</b>      | <b>1 936,7</b>       | <b>100,0%</b>      | <b>2 001,4</b>       | <b>100,0%</b>      | <b>2 032,3</b>       | <b>100,0%</b>      |

Source : Comptes nationaux annuels, Insee. Traitement DGAFF, département des études et des statistiques.

Note : les dépenses de rémunération qui figurent dans le tableau ci-dessus intègrent le financement de la charge des pensions.

\* : Résultats semi-définitifs

\*\* : Résultats provisoires

(1) État et divers organismes d'administration centrale.

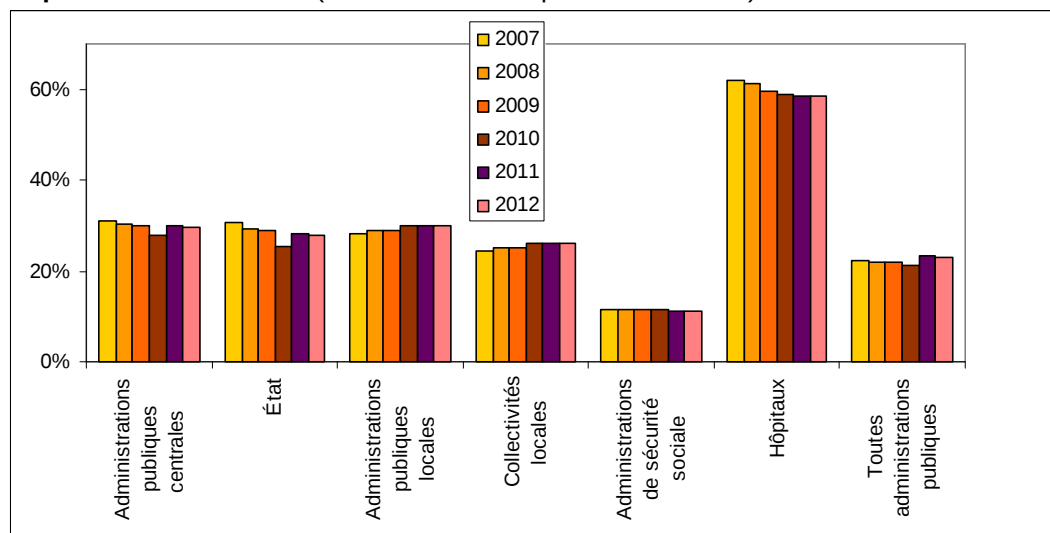
(2) Collectivités locales et divers organismes d'administration locale.

(3) Les administrations de Sécurité sociale comprennent les régimes d'assurance sociale et les organismes dépendant des assurances sociales (principalement les hôpitaux à financement public).

## III. 2 - L'EVOLUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

### III. 2.1 L'évolution des dépenses de personnel selon la comptabilité nationale

**Figure 52. Poids des dépenses de rémunération des administrations publiques dans leur budget respectif de 2007 à 2012 (au sens de la comptabilité nationale)**

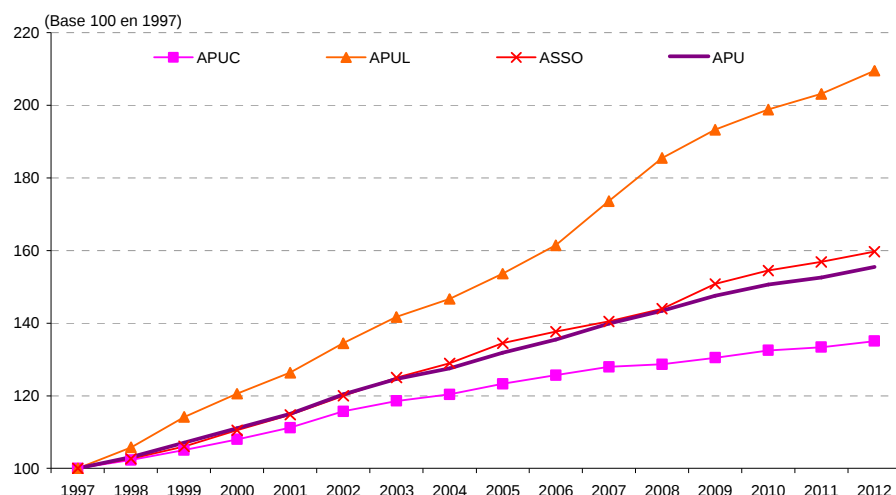


Source : Comptes de la Nation, Insee. Traitement DGAFF, département des études et des statistiques.

N.B. : Les dépenses de rémunération ci-dessus intègrent le financement de la charge des pensions.

Les dépenses de personnel des administrations publiques ont augmenté de 55 % entre 1997 et 2012 tandis que les prix (hors tabac) ont augmenté de 25 % sur la même période.

**Figure 53. Évolution depuis 1997 des dépenses de personnel dans les administrations publiques en comptabilité nationale**



Source : Comptes nationaux annuels, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.  
 APUC : Administrations publiques centrales. Les APUC recouvrent le champ de l'État et de ses établissements publics.  
 APUL : Administrations publiques locales.  
 ASSO : Administrations de sécurité sociale, y compris les hôpitaux à financement public.  
 APU : Ensemble des administrations publiques.

Les dépenses de personnel ont augmenté en moyenne annuelle depuis 1997 de 2,0 % pour les administrations publiques centrales, de 5,1 % pour les administrations publiques locales, de 3,2 % pour les administrations de sécurité sociale et de 3,0 % pour l'ensemble des administrations publiques.

### III.2.2 L'évolution des dépenses de personnel de la fonction publique de l'Etat dans le budget de l'Etat

**Figure 54. Détail de l'ensemble des dépenses de personnel de l'État (titre 2) en format LOLF (en milliards d'euros)**

| Catégories et sous-catégories                                  | 2008           | 2009           | 2010           | 2011           | 2012           | dont ministère de la Défense |
|----------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------------------|
| <b>Rémunérations d'activité</b>                                | <b>73,076</b>  | <b>72,160</b>  | <b>70,502</b>  | <b>69,607</b>  | <b>69,469</b>  | <b>10,592</b>                |
| Traitement brut                                                | 56,224         | 54,846         | 53,007         | 51,911         | 51,838         | 6,719                        |
| Nouvelle bonification indiciaire (NBI)                         | 0,218          | 0,214          | 0,209          | 0,200          | 0,195          | 0,028                        |
| Indemnité de résidence                                         | 1,138          | 1,154          | 1,158          | 1,175          | 1,168          | 0,288                        |
| Supplément familial de traitement                              | 0,913          | 0,906          | 0,903          | 0,901          | 0,901          | 0,180                        |
| Majorations                                                    | 1,181          | 1,177          | 1,176          | 1,166          | 1,162          | 0,089                        |
| Indemnités indexées                                            | 9,497          | 9,597          | 9,357          | 9,352          | 8,968          | 2,410                        |
| Indemnités non indexées                                        | 3,905          | 4,264          | 4,691          | 4,901          | 5,236          | 0,878                        |
| Rémunérations d'activité non ventilées                         | 0,000          | 0,000          | 0,000          | 0,000          | 0,000          | 0,000                        |
| <b>Cotisations et contributions sociales</b>                   | <b>45,218</b>  | <b>46,056</b>  | <b>46,297</b>  | <b>47,104</b>  | <b>48,830</b>  | <b>9,198</b>                 |
| Contributions d'équilibre au CAS Pensions                      | 33,449         | 34,245         | 34,846         | 35,916         | 37,688         | 7,736                        |
| CAS pensions civils + ATI (1)                                  | 24,535         | 24,933         | 25,427         | 25,927         | 26,918         | 0,562                        |
| CAS pensions militaires (1)                                    | 7,896          | 8,238          | 8,324          | 8,612          | 9,205          | 6,128                        |
| Contributions au FSPOEIE et au CAS cultes                      | 1,018          | 1,074          | 1,095          | 1,140          | 1,188          | 1,046                        |
| Contribution exceptionnelle au CAS                             | 0,000          | 0,000          | 0,000          | 0,237          | 0,376          | 0,000                        |
| Régime additionnel de la fonction publique (RAFP)              | 0,363          | 0,360          | 0,353          | 0,351          | 0,347          | 0,055                        |
| Cotisations patronales au FSPOEIE                              | 0,275          | 0,318          | 0,299          | 0,323          | 0,310          | 0,236                        |
| Cotisations retraites autres                                   | 1,036          | 1,312          | 1,475          | 1,410          | 1,458          | 0,035                        |
| Cotisations sécurité sociale (hors vieillesse)                 | 6,031          | 5,904          | 5,561          | 5,416          | 5,271          | 0,663                        |
| FNAL + CNAF + CSA                                              | 3,367          | 3,286          | 3,152          | 3,074          | 3,130          | 0,401                        |
| Autres (2) (3)                                                 | 0,697          | 0,631          | 0,611          | 0,614          | 0,626          | 0,072                        |
| <b>Prestations sociales et allocations diverses</b>            | <b>1,286</b>   | <b>0,995</b>   | <b>1,008</b>   | <b>0,998</b>   | <b>0,755</b>   | <b>0,304</b>                 |
| Prestations sociales (3)                                       | 0,104          | 0,109          | 0,101          | 0,102          | 0,100          | 0,019                        |
| Remboursement transport                                        | 0,081          | 0,079          | 0,077          | 0,083          | 0,082          | 0,011                        |
| Capital-décès                                                  | 0,051          | 0,047          | 0,047          | 0,043          | 0,044          | 0,007                        |
| Congé de fin d'activité (CFA) et CAA (4)                       | 0,058          | 0,064          | 0,065          | 0,063          | 0,066          | 0,064                        |
| dont CFA                                                       | 0,000          | (5) 0,000      | 0,000          | 0,000          | 0,000          | 0,000                        |
| Congé de longue durée (CLD)                                    | 0,262          | 0,252          | 0,242          | 0,240          | (6) -          | (6) -                        |
| Allocation de retour à l'emploi                                | 0,300          | 0,310          | 0,341          | 0,342          | 0,336          | 0,137                        |
| Accidents du travail (3)                                       | 0,135          | 0,121          | 0,118          | 0,121          | 0,123          | 0,066                        |
| Autres                                                         | 0,294          | 0,011          | 0,017          | 0,004          | 0,004          | 0,001                        |
| <b>Total des dépenses de personnel (titre 2)</b>               | <b>119,580</b> | <b>119,211</b> | <b>117,807</b> | <b>117,709</b> | <b>119,054</b> | <b>20,094</b>                |
| Dépenses annexes :                                             |                |                |                |                |                |                              |
| Pensions civiles, militaires et ouvriers d'État                | 43,394         | 45,165         | 46,764         | 50,290         | 52,000         | -                            |
| <b>Budget de l'État</b>                                        | <b>278,234</b> | <b>290,911</b> | <b>322,753</b> | <b>291,251</b> | <b>299,536</b> | <b>-</b>                     |
| Part des dépenses de personnel dans le budget de l'État (en %) | <b>43,0%</b>   | <b>41,0%</b>   | <b>36,5%</b>   | <b>40,4%</b>   | <b>39,7%</b>   | <b>-</b>                     |

*Périmètre : Budget général*

*Source : Budgets d'exécution (Direction du budget). Traitement DGAFF, département des études et des statistiques.*

Note : l'enseignement privé est désormais imputé en titre 2 (dépenses de personnel).

(1) Le compte d'affectation spéciale "Pensions" a été créé par la LOLF. Il retrace toutes les recettes et les dépenses de pensions. Il est financé par les contributions versées par les ministères, ainsi que par d'autres recettes : notamment les retenues sur salaires (cotisations salariales) et les contributions des autres employeurs de fonctionnaires (notamment les EP dont La Poste et France Télécom). La spécificité des contributions des ministères provient du fait qu'elles sont calculées pour équilibrer le CAS Pensions (fixation d'un taux d'équilibre).

Depuis l'adoption de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités, des crédits initialement budgétés sur le titre 2 (HCAS et CAS) sont chaque année versés aux universités sur le titre 3 (après fongibilité asymétrique), au titre du passage aux responsabilités et compétences élargies de ces établissements. Pour la première fois en 2012, la part de cette dépense initialement budgétée sur le T2 CAS et exécuté sur le T3 (soit 108,5 M€) a fait l'objet d'un retraitement afin de ne pas dégrader artificiellement l'exécution de la norme « 0 valeur », d'où l'écart entre les données présentées ici (26,918 Md€ pour le CAS pensions des civils) et celles issues des rapports annuels de performance 2012 (26,810 Md€).

(2) Non compris les versements des affiliations rétroactives.

(3) Non compris les programmes du compte d'affectation spéciale « Pensions » : Pensions civiles et militaires de retraite, Ouvriers des établissements industriels de l'État, Pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et autres pensions.

(4) L'allocation spécifique de cessation anticipée d'activité concerne uniquement le ministère de la Défense (décrets 2001-1269 du 21 décembre 2001 et 2006-418 du 7 avril 2006) et est comptabilisée avec le CFA. Seuls 80 088 euros ont été versés au titre du CFA en 2009.

(5) Montant de 80 088 euros versés en 2009.

(6) A compter du 1er janvier 2012, les CLD sont imputés sur la catégorie 21 (traitement brut).

**Figure 55. Principales composantes des rémunérations d'activité dans la fonction publique de l'État**  
(en milliards d'euros)

|                                                                | 2008          | 2009          | 2010          | 2011             | 2012             | Évolution en %<br>2011-2012 |
|----------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|------------------|------------------|-----------------------------|
| <b>Rémunérations principales :</b>                             | <b>57,946</b> | <b>56,638</b> | <b>54,843</b> | <b>53,725</b>    | <b>53,401</b>    | <b>-0,6%</b>                |
| - Titulaires                                                   | 42,022        | 40,884        | 39,224        | 38,263           | 38,438           | -1,6%                       |
| - Stagiaires                                                   | 0,982         | 0,949         | 0,835         | 0,814            | (1) -            | -                           |
| - Non-titulaires (2)                                           | 2,709         | 2,574         | 2,356         | 2,332            | 2,416            | 3,6%                        |
| - Ouvriers d'État                                              | 0,712         | 0,686         | 0,676         | 0,774            | 0,731            | -5,5%                       |
| - Enseignants de l'enseignement privé sous contrat             | 3,889         | 3,891         | 3,918         | 3,697            | 3,803            | 2,9%                        |
| - Militaires                                                   | 7,208         | 7,152         | 7,160         | 7,143            | 7,321            | 2,5%                        |
| - Rémunérations à l'acte, à la tâche, à l'heure                | 0,324         | 0,348         | 0,375         | 0,360            | 0,320            | -11,1%                      |
| - Autres rémunérations                                         | 0,100         | 0,155         | 0,301         | 0,342            | 0,372            | 8,7%                        |
| <b>Charges connexes à la rémunération principale :</b>         | <b>4,576</b>  | <b>4,839</b>  | <b>4,936</b>  | <b>5,001</b>     | <b>5,124</b>     | <b>2,5%</b>                 |
| - Supplément familial de traitement                            | 0,913         | 0,906         | 0,903         | 0,901            | 0,901            | 0,0%                        |
| - Indemnités de résidence et liées à la mobilité               | 1,649         | 1,667         | 1,740         | 1,752            | 1,676            | -4,4%                       |
| - Heures supplémentaires et astreintes                         | 1,293         | 1,431         | 1,495         | 1,529            | 1,545            | 1,0%                        |
| <i>dont indemnités horaires pour travaux supplémentaires</i>   | <i>0,057</i>  | <i>0,057</i>  | <i>0,063</i>  | <i>0,055</i>     | <i>(3) 0,067</i> | <i>21,8%</i>                |
| <i>heures supplémentaires effectives</i>                       | <i>0,267</i>  | <i>0,337</i>  | <i>0,357</i>  | <i>0,364</i>     | <i>(3) -</i>     | <i>-</i>                    |
| <i>heures supplémentaires-années</i>                           | <i>0,737</i>  | <i>0,804</i>  | <i>0,841</i>  | <i>0,872</i>     | <i>(3) -</i>     | <i>-</i>                    |
| <i>heures d'interrogation</i>                                  | <i>0,078</i>  | <i>0,082</i>  | <i>0,083</i>  | <i>0,083</i>     | <i>(3) -</i>     | <i>-</i>                    |
| <i>indemnités horaires pour travaux supplémentaires des</i>    |               |               |               |                  |                  |                             |
| <i>personnels de surveillance</i>                              | <i>0,033</i>  | <i>0,039</i>  | <i>0,049</i>  | <i>0,047</i>     | <i>(3) -</i>     | <i>-</i>                    |
| <i>astreintes</i>                                              | <i>0,061</i>  | <i>0,051</i>  | <i>0,052</i>  | <i>0,051</i>     | <i>(3) 0,055</i> | <i>7,8%</i>                 |
| <i>autres</i>                                                  | <i>0,059</i>  | <i>0,061</i>  | <i>0,050</i>  | <i>0,057</i>     | <i>(3) 1,423</i> | <i>0,0%</i>                 |
| - NBI                                                          | 0,218         | 0,214         | 0,209         | 0,200            | 0,195            | -2,3%                       |
| - Autres charges connexes                                      | 0,503         | 0,621         | 0,588         | 0,619            | 0,807            | 30,4%                       |
| <i>dont garantie individuelle de pouvoir d'achat</i>           | <i>0,086</i>  | <i>0,113</i>  | <i>0,043</i>  | <i>0,065</i>     | <i>0,099</i>     | <i>53,0%</i>                |
| <b>Primes et indemnités :</b>                                  | <b>10,554</b> | <b>10,683</b> | <b>10,723</b> | <b>10,881</b>    | <b>10,944</b>    | <b>0,6%</b>                 |
| Personnels civils :                                            |               |               |               |                  |                  |                             |
| - Indemnités interministérielles (4) indexées sur le point     | 1,787         | 1,797         | 1,665         | 1,550            | 1,499            | -3,3%                       |
| - Indemnités interministérielles (4) non indexées sur le point | 0,249         | 0,271         | 0,410         | 0,685            | 0,790            | 15,4%                       |
| <i>dont prime de fonctions et de résultats (PFR)</i>           | <i>-</i>      | <i>0,024</i>  | <i>0,069</i>  | <i>(5) 0,472</i> | <i>0,578</i>     | <i>22,4%</i>                |
| - Indemnités ministérielles indexées sur le point              | 2,691         | 2,611         | 2,456         | 2,472            | 2,405            | -2,7%                       |
| - Indemnités ministérielles non indexées sur le point          | 2,256         | 2,432         | 2,549         | 2,585            | 2,714            | 5,0%                        |
| Personnels militaires :                                        |               |               |               |                  |                  |                             |
| - Indemnités de sujétion pour charges militaires               | 1,155         | 1,150         | 1,140         | 1,136            | 1,166            | 2,6%                        |
| - Indemnités de sujétions spéciales                            | 1,653         | 1,635         | 1,653         | 1,685            | 1,633            | -3,1%                       |
| - Primes de qualification et de technicité                     | 0,674         | 0,731         | 0,727         | 0,709            | 0,712            | 0,4%                        |
| - Autres indemnités                                            | 0,089         | 0,056         | 0,054         | 0,059            | 0,026            | -56,5%                      |
| Non réparti                                                    | 0,000         | 0,000         | 0,000         | 0,000            | 0,000            | 0,0%                        |
| <b>Total rémunérations d'activité</b>                          | <b>73,076</b> | <b>72,160</b> | <b>70,502</b> | <b>69,607</b>    | <b>69,469</b>    | <b>-0,2%</b>                |

*Périmètre : Budget général*

*Source : Budgets d'exécution, Direction du budget. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.*

*Note : le champ des dépenses de personnel (titre 2) comprend l'enseignement privé sous contrat.*

*ns : non significatif.*

(1) A compter de 2012, il n'est plus possible, compte-tenu de l'évolution de la nomenclature d'exécution comptable, de distinguer la rémunération des stagiaires de celles des titulaires. La rémunération des stagiaires est ainsi comptabilisée avec celle des titulaires.

(2) Y compris la rémunération des réservistes

(3) A compter de 2012, compte-tenu de l'évolution de la nomenclature d'exécution comptable, seules les indemnités horaires pour travaux supplémentaires et les astreintes sont distinguées du reste des heures supplémentaires. L'évolution 2011-2012 de la catégorie "autres" tient compte de cette modification.

(4) Les indemnités interministérielles sont communes à plusieurs ministères. Par exemple, l'indemnité d'administration et de technicité, la prime de rendement, l'indemnité de fonction et de résultat, etc.

(5) La multiplication par 6 du montant alloué à la PFR rend compte de la montée en charge du dispositif.

Les rémunérations principales diminuent de 0,6 % entre 2011 et 2012. Cette baisse est notamment liée aux réductions d'effectifs et à l'effet de noria (coût des partants supérieur à celui des entrants). Les charges connexes à la rémunération principale augmentent de 2,5 % entre 2011 et 2012, tirées par une augmentation de 1,0 % des dépenses en matière d'heures supplémentaires et astreintes et de plus de 50 % pour la garantie individuelle du pouvoir d'achat. Les primes et indemnités ont diminué en valeur de 0,6 % sur la même période. Au total, les rémunérations d'activité ont diminué de 0,2 % entre 2011 et 2012.

**Figure 56. Ventilation des rémunérations d'activité dans la fonction publique de l'État par ministère en 2011, 2012 et 2013**

| Ministère                                                     | 2011                   |            | 2012                   |            | 2013                   |            |
|---------------------------------------------------------------|------------------------|------------|------------------------|------------|------------------------|------------|
|                                                               | (en milliards d'euros) | (en %)     | (en milliards d'euros) | (en %)     | (en milliards d'euros) | (en %)     |
| Affaires étrangères                                           | 0,857                  | 1,2        | 0,874                  | 1,3        | 0,875                  | 1,3        |
| Affaires sociales et santé                                    | 0,473                  | 0,7        | 0,450                  | 0,6        | 0,448                  | 0,6        |
| Agriculture, agroalimentaire et forêt                         | 1,204                  | 1,7        | 1,195                  | 1,7        | 1,188                  | 1,7        |
| Culture et communication                                      | 0,380                  | 0,5        | 0,378                  | 0,5        | 0,381                  | 0,6        |
| Défense                                                       | 10,567                 | 15,2       | 10,592                 | 15,2       | 10,374                 | 15,0       |
| Ecologie, développement durable, énergie                      | 2,140                  | 3,1        | 2,115                  | 3,0        | 1,929                  | 2,8        |
| Economie et finances                                          | 6,067                  | 8,7        | 6,069                  | 8,7        | 6,014                  | 8,7        |
| Education nationale                                           | 33,875                 | 48,7       | 33,919                 | 48,8       | 33,998                 | 49,2       |
| <i>dont enseignement privé sous contrat</i>                   | <i>4,412</i>           | <i>6,3</i> | <i>4,426</i>           | <i>6,4</i> | <i>4,435</i>           | <i>6,4</i> |
| Egalité des territoires et logement*                          |                        |            |                        |            |                        |            |
| Enseignement supérieur et recherche                           | 0,866                  | 1,2        | 0,497                  | 0,7        | 0,324                  | 0,5        |
| Intérieur                                                     | 9,473                  | 13,6       | 9,573                  | 13,8       | 9,647                  | 14,0       |
| Justice                                                       | 2,688                  | 3,9        | 2,746                  | 4,0        | 2,778                  | 4,0        |
| Outre-mers                                                    | 0,066                  | 0,1        | 0,084                  | 0,1        | 0,087                  | 0,1        |
| Redressement productif                                        | 0,063                  | 0,1        | 0,064                  | 0,1        | 0,061                  | 0,1        |
| Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique      | 0,0002                 | 0,0        | 0,0002                 | 0,0        | 0,0002                 | 0,0        |
| Services du Premier ministre                                  | 0,524                  | 0,8        | 0,545                  | 0,8        | 0,563                  | 0,8        |
| Travail, emploi, formation professionnelle et dialogue social | 0,364                  | 0,5        | 0,368                  | 0,5        | 0,381                  | 0,6        |
| <b>Ensemble</b>                                               | <b>69,608</b>          | <b>100</b> | <b>69,469</b>          | <b>100</b> | <b>69,049</b>          | <b>100</b> |

Périmètre : budget général

Source : Budgets d'exécution (Direction du budget).

\*Les rémunérations d'activité du METL sont incluses dans celles du MEDDE

Note : l'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année la plus récente.

### III.2.3 L'évolution des dépenses de personnel dans la fonction publique territoriale

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des dépenses de personnel des collectivités locales entre 2000 et 2013. Les dépenses de personnel incluent l'ensemble des rémunérations d'activité (y compris les vacations), les cotisations et prestations sociales.

**Sur la période de 2000 à 2013** et pour l'ensemble des collectivités locales, les dépenses de personnel sont passées de 29,5 à 54,7 Md€..

**Figure 57. Évolution des dépenses de personnel dans les collectivités locales de 2000 à 2013** (en milliards d'euros courants)

| Dépenses de personnel (1)                 | 2000          | 2001          | 2002          | 2003          | 2004          | 2005          | 2006          | 2007          | 2008          | 2009          | 2010          | 2011          | 2012*         | 2013**      |
|-------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| - Régions                                 | 0,40          | 0,43          | 0,47          | 0,52          | 0,57          | 0,62          | 0,78          | 1,60          | 2,35          | 2,68          | 2,78          | 2,86          | 2,97          | 3,05        |
| évolution annuelle                        | +8,2%         | +7,8%         | +10,0%        | +10,6%        | +9,4%         | +8,4%         | +26,5%        | +103,7%       | +47,0%        | +14,2%        | +3,8%         | +2,9%         | +3,8%         | +2,6%       |
| - Départements                            | 4,18          | 4,47          | 4,82          | 5,21          | 6,13          | 6,56          | 7,07          | 8,33          | 9,93          | 10,67         | 10,96         | 11,17         | 11,46         | 11,70       |
| évolution annuelle                        | +5,0%         | +7,0%         | +7,8%         | +8,0%         | +17,8%        | +6,9%         | +7,8%         | +17,9%        | +19,1%        | +7,4%         | +2,8%         | +1,9%         | +2,6%         | +2,2%       |
| - Communes                                | 23,33         | 24,22         | 25,40         | 26,00         | 26,85         | 27,90         | 29,00         | 30,38         | 31,25         | 31,95         | 32,61         | 33,20         | 34,06         | n.d.        |
| évolution annuelle                        | +3,6%         | +3,8%         | +4,9%         | +2,4%         | +3,3%         | +3,9%         | +3,9%         | +4,8%         | +2,8%         | +2,2%         | +2,1%         | +1,8%         | +2,6%         |             |
| - Groupements à fiscalité propre (2)      | 1,59          | 1,85          | 2,29          | 2,82          | 3,07          | 3,50          | 3,85          | 4,20          | 4,51          | 5,00          | 5,39          | 5,77          | 6,27          | n.d.        |
| évolution annuelle                        | +2,4%         | +16,3%        | +23,7%        | +22,8%        | +8,9%         | +14,0%        | +10,1%        | +9,1%         | +7,5%         | +10,8%        | +7,8%         | +7,1%         | +8,6%         |             |
| <b>Ensemble des collectivités locales</b> | <b>29,50</b>  | <b>30,98</b>  | <b>32,98</b>  | <b>34,54</b>  | <b>36,62</b>  | <b>38,57</b>  | <b>40,70</b>  | <b>44,51</b>  | <b>48,04</b>  | <b>50,30</b>  | <b>51,74</b>  | <b>53,00</b>  | <b>54,75</b>  | <b>n.d.</b> |
| évolution annuelle                        | +3,8%         | +5,0%         | +6,5%         | +4,7%         | +6,0%         | +5,3%         | +5,5%         | +9,4%         | +7,9%         | +4,7%         | +2,9%         | +2,4%         | +3,3%         |             |
| <b>Total des dépenses (3)</b>             |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |               |             |
| <b>Ensemble des collectivités locales</b> | <b>133,77</b> | <b>138,45</b> | <b>145,35</b> | <b>151,19</b> | <b>167,01</b> | <b>177,79</b> | <b>187,57</b> | <b>200,59</b> | <b>206,82</b> | <b>214,23</b> | <b>212,82</b> | <b>219,38</b> | <b>225,87</b> | <b>n.d.</b> |

Sources : DGCL et DGFIP.

\* : Résultats provisoires

\*\* : Estimations à partir des budgets primitifs 2012 et 2013

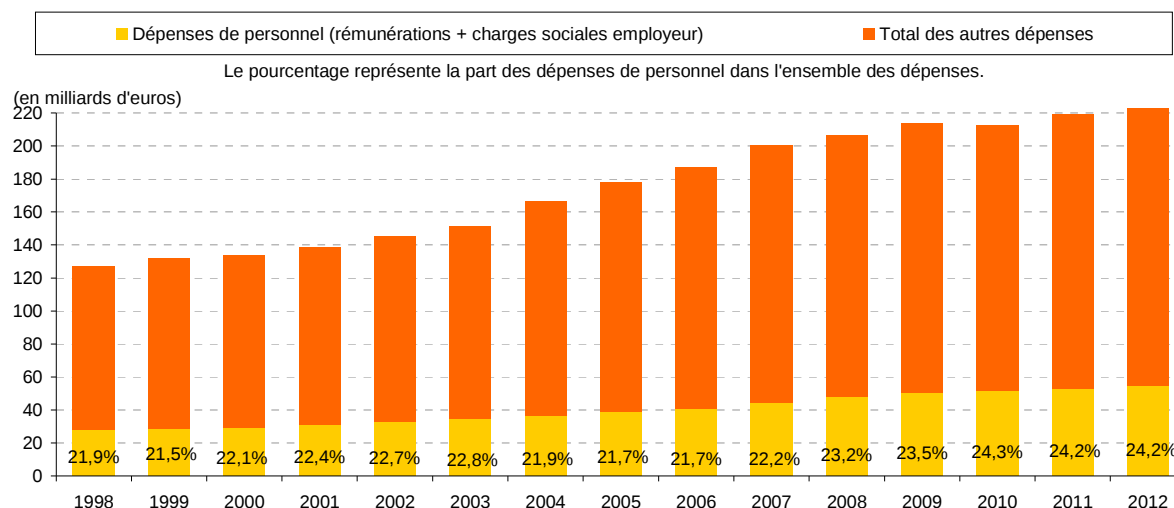
(1) Y compris les cotisations employeur au titre de la retraite (CNRACL, etc.).

(2) Groupements à fiscalité propre : métropole, communautés urbaines, d'agglomérations, de communes et syndicats d'agglomération nouvelle.

(3) Dépenses totales hors gestion active de la dette à partir de 2003.

n.d. : non disponible

**Figure 58. Évolution des dépenses de personnel et dépenses totales des collectivités locales de 1998 à 2012** <sup>(1)</sup>



Sources : DGCL et DGFIP.

(1) Résultats 2012 provisoires. Dépenses totales hors gestion active de la dette à partir de 2003.

Au 31 décembre 2011, la FPT emploie 1,830 million d'agents sur emploi principal, hors bénéficiaires de contrats aidés : 76 % travaillent dans les régions, départements et communes, 24 % dans les établissements publics administratifs locaux. Pour mémoire, 51 200 bénéficiaires de contrats aidés y sont employés fin 2011 (65 100 fin 2010). Depuis 2000, les effectifs, hors bénéficiaires de contrats aidés, ont progressé de 38 %, soit + 3,0 % en moyenne par an, dans le contexte particulier de la deuxième vague de décentralisation. Depuis la forte progression des effectifs enregistrée en 2007 (+ 5,7 % en un an), la croissance de l'emploi territorial ralentit de manière continue. En 2011, dans un contexte de forte baisse du recours aux contrats aidés, les effectifs hors bénéficiaires de contrats

aidés sont repartis légèrement à la hausse, soit + 1,1 %, après + 0,3 % en 2010 et + 2,0 % en 2009<sup>5</sup>.

La deuxième vague de décentralisation est un des phénomènes qui explique la hausse des effectifs dans la FPT au cours de ces quatre dernières années. Selon la Direction Générale des Collectivités (DGCL), environ 135 000 personnes physiques ont été transférées entre 2006 et 2010 de l'Etat (ministère de l'Education nationale et ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement) vers la fonction publique territoriale. Les transferts d'agents TOS du ministère de l'Éducation nationale et d'agents techniques du ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable, des Transports et du Logement, amorcés en 2006, s'étaient amplifiés en 2007, 2008 et ralentissent depuis 2009. Dans le même temps, le nombre d'adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement et celui d'adjoints techniques territoriaux avaient nettement progressé dans la FPT. Enfin, quelques transferts de la FPE vers la FPT (500 ETPT selon la LFI 2011) étaient prévus en 2011.

---

<sup>5</sup> Les effectifs de bénéficiaires de contrats aidés, pour leur part, ont baissé en 2011 de 21 %.

### III.2.4 L'évolution des dépenses de personnel dans les établissements publics de santé

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des charges d'exploitation relatives au personnel (y compris les médecins hospitaliers) des établissements publics de santé pour la période 2000-2008. Les charges d'exploitation comprennent les rémunérations du personnel médical et non médical, les charges de sécurité sociale et de prévoyance et les autres charges.

**Figure 59. Évolution des charges d'exploitation relatives au personnel des établissements publics de santé de 2000 à 2012** (en milliards d'euros courants)

| DEPENSES DE PERSONNEL                                   | 2000   | 2001   | 2002   | 2003   | 2004   | 2005   | 2006   | 2007   | 2008   | 2009   | 2010   | 2011   | 2012*  |
|---------------------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Rémunérations du personnel non médical                  | 15,842 | 16,226 | 17,113 | 17,634 | 18,070 | 18,314 | 18,948 | 19,554 | 19,948 | 20,076 | 20,441 | 20,742 | 21,497 |
| évolution annuelle                                      |        | 2,4%   | 5,5%   | 3,0%   | 2,5%   | 1,4%   | 3,5%   | 3,2%   | 2,0%   | 0,6%   | 1,8%   | 1,5%   | 3,6%   |
| Rémunérations du personnel médical (1)                  | 3,384  | 3,664  | 3,942  | 4,326  | 4,504  | 4,743  | 4,969  | 5,188  | 5,552  | 5,575  | 5,799  | 5,971  | 6,227  |
| évolution annuelle                                      |        | 8,3%   | 7,6%   | 9,7%   | 4,1%   | 5,3%   | 4,8%   | 4,4%   | 7,0%   | 0,4%   | 4,0%   | 3,0%   | 4,3%   |
| Charges de sécurité sociale et de prévoyance (2)        | 6,167  | 6,449  | 6,806  | 7,166  | 7,476  | 7,852  | 8,179  | 8,514  | 8,764  | 8,913  | 9,090  | 9,276  | 9,547  |
| évolution annuelle                                      |        | 4,6%   | 5,5%   | 5,3%   | 4,3%   | 5,0%   | 4,2%   | 4,1%   | 2,9%   | 1,7%   | 2,0%   | 2,0%   | 2,9%   |
| Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations | 1,769  | 1,829  | 1,913  | 1,980  | 2,055  | 2,085  | 2,244  | 2,307  | 2,391  | 2,397  | 2,436  | 2,463  | 2,536  |
| Autres charges (3)                                      | 1,156  | 1,230  | 1,438  | 1,644  | 1,901  | 1,846  | 1,511  | 1,718  | 1,892  | 1,969  | 2,065  | 2,142  | 2,176  |
| Ensemble des charges de personnel                       | 28,318 | 29,399 | 31,211 | 32,749 | 34,005 | 34,840 | 35,851 | 37,281 | 38,546 | 38,930 | 39,831 | 40,593 | 41,984 |
| évolution annuelle                                      |        | 4,0%   | 3,8%   | 6,2%   | 4,9%   | 3,8%   | 2,5%   | 2,9%   | 4,0%   | 3,4%   | 1,0%   | 2,3%   | 1,9%   |
| DEPENSES TOTALES                                        | 41,345 | 43,191 | 46,067 | 48,684 | 51,232 | 52,570 | 54,308 | 56,419 | 59,215 | 60,010 | 61,535 | 63,594 | 64,897 |
| évolution annuelle                                      |        | 3,7%   | 4,5%   | 6,7%   | 5,7%   | 2,6%   | 3,3%   | 3,9%   | 5,0%   | 1,3%   | 2,5%   | 3,3%   | 2,0%   |

Sources : DGOS et DGFIP.

\* Résultats provisoires, données issues des Comptes de Résultats Principaux des EPS.

(1) Médecins hospitaliers.

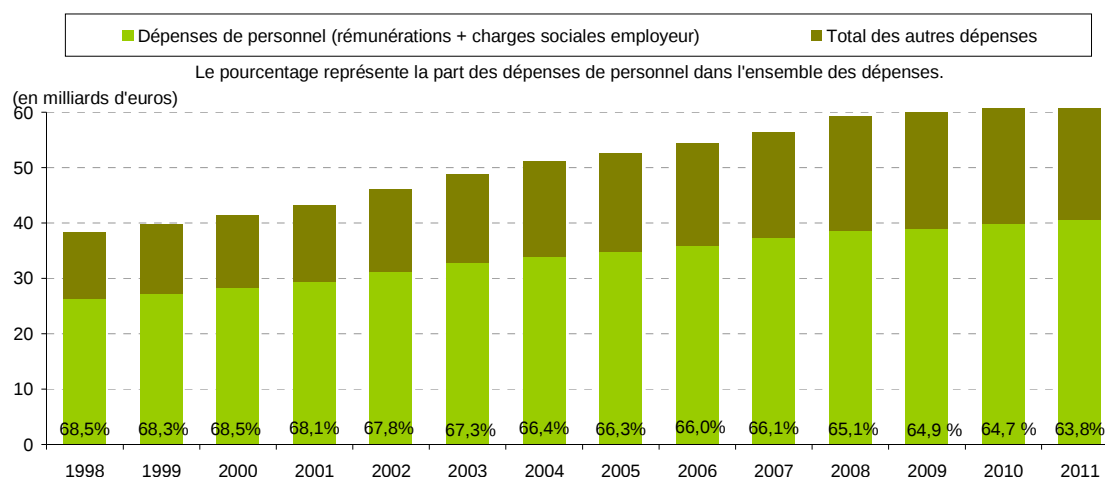
(2) Y compris les cotisations employeur au titre de la retraite (CNRACL, etc.).

(3) Depuis 2006, les reports de charges correspondant aux dépenses de personnel ne sont plus intégrés, d'où la baisse du montant de cette ligne à partir de 2006. À titre d'information, ces dépenses représentent 359 millions d'euros en 2006, 113 millions d'euros en 2007 et 110 millions d'euros en 2008.

Sur l'ensemble des établissements publics de santé, le montant des dépenses de personnel pour 2012 s'établit à 41,98 Md€. Les charges de personnel ont augmenté de 3,0 % en moyenne annuelle entre 2002 et 2012.

D'après le rapport annuel sur l'état de la fonction publique 2010/2011, et sur un champ légèrement différent (ensemble de la fonction publique hospitalière), les effectifs ont augmenté entre 2000 et 2011 de 1,8 % en moyenne annuelle.

**Figure 60. Évolution des dépenses de personnel et des charges totales des établissements publics de santé de 1998 à 2011**



Sources : DGOS et DGFIP.